

~~LE RELAIS~~

DOSSIER D'ENREGISTREMENT 2714



www.dekra-industrial.fr

RUE DES MOULINS BLEUS - L'ETOILE (80)

DEKRA INDUSTRIAL S.A.S.

Agence Nord-Pas-de-Calais

Parc TELMAT - Bâtiment B

78 Rue Gustave Delory

59810 LESQUIN

Affaire suivie par Eléonore PECQUEUX

Tél. 06 13 86 61 54

eleonore.pecqueux@dekra.com

LE RELAIS 80

Rue des Moulins Bleus

80830 L'ETOILE

Interlocuteur :

Monsieur Vincent GAMBIEZ

vgambiez@lerelais.org

Tél: 03 22 48 20 86

Fax : 03 22 51 16 76

Mobile : 06 80 65 29 40

Date	Version	Modifications
12/11/2020	1	Initiale

1. Intitulé du projet

Collecte, tri et valorisation de TLC (Textile, Linge de maison et Chaussure) relevant de la rubrique 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

EBS LE RELAIS 80

N° SIRET

333 684 124 00410

Forme juridique SCOP SA

Qualité du
signataire

Président Directeur Général

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone 03.22.48.20.86

Adresse électronique pduponchel@lerelais.org

N° voie

Type de voie rue

Nom de voie des moulins bleus

Lieu-dit ou BP

Code postal

80830

Commune L'ETOILE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom

DUPONCHEL Pierre

Société LE RELAIS

Service

Fonction Président Directeur Général

Adresse

N° voie

Type de voie rue

Nom de voie des moulins bleus

Lieu-dit ou BP

Code postal

80830

Commune L'ETOILE

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie	Type de voie	Nom de la voie des moulins bleus
		Lieu-dit ou BP
Code postal	80830	Commune L'ETOILE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
Le site Le Relais 80 à L'Etoile est une structure d'insertion par la collecte et le tri de TLC (Textile, Linge de maison et chaussure). Cette structure existe depuis septembre 2006. L'activité est la valorisation et le tri de textile de seconde main.

Le site est soumis depuis 2014 à Déclaration avec Contrôle pour la rubrique 1510 (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) pour une quantité de matières ou produits combustibles supérieure à 500 tonnes et un volume d'environ 21000 m3, et à Déclaration pour la rubrique 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) pour un volume maximal de 800 m3.

Les activités du site s'étant considérablement développées depuis 2014, Le Relais 80 souhaite régulariser sa situation administrative en déposant une demande d'Enregistrement pour la rubrique 2714 avec un volume maximal de stockage de 26000 m3.

Le processus n'a quant à lui pas évolué depuis 2014, les étapes sont toujours les mêmes : réception, stockage, tri sur tapis, mise en balles, stockage et expédition.

Le site emploie aujourd'hui 115 personnes.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☐

Site existant ☒

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux > 1000 m3	Capacité maximale de stockage sur site : 26000 m3 (Bâtiments de stockage B (3120 m2) et C (1152 m2), 6 mètres de hauteur (hauteur de 3 cages) : 25632 m3 arrondi à 26000 m3)	E
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts en quantité supérieure à 500 tonnes	3120 m2 pour le bâtiment B et 1152 m2 pour le bâtiment C, hauteur de faitage 6.5 mètres = 28 000 m3	DC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel < 6 T	Stockage de bouteilles de propane dans un casier métallique à l'extérieur du bâtiment (12 bouteille de 13 kg)	NC
2910	Combustion < 1 MW	Chaudière murale au gaz de 108kW pour le chauffage des bureaux, des locaux sociaux et de la production d'eau chaude.	NC

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.
Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :

Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site est affleurant à la ZNIEFF de type 1 / Identifiant : 220004994 / Nom : MARAIS DE LA VALLÉE DE LA SOMME ENTRE CROUY-SAINT-PIERRE ET PONT-RÉMY et la ZNIEFF de type 2 / Identifiant : 220320034 / Nom : : HAUTE ET MOYENNE VALLÉE DE LA SOMME ENTRE CROIX-FONSOMMES ET ABBEVILLE
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de Prévention des Risques Inondation de la Vallée de la Somme et ses affluents, approuvé par arrêté le 2 août 2012
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site Natura 2000 Directive Oiseaux et Site Natura 2000 Directive Habitat à environ 2 km du site
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Consommation d'eau pour les usages sanitaires
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

¹

Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risque inondation, aléa faible dans zone de type 3

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Au maximum 50 VL par jour (pour le personnel) et 15 PL par jour (réception / expédition)
	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Rejets des installations de combustion pour le chauffage (radians gaz atelier)
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux usées sont évacuées par le réseau communale pour les bureaux et locaux sociaux et dans une fosse sceptique pour les ateliers. Les eaux pluviales sont évacuées dans la somme.
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Uniquement des déchets non dangereux (DIB, cartons et plastiques)

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A L'ETOILE

Le 20/11/2020

Signature du demandeur

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces

- P.J. n°1.** - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°2.** - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°3.** - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- Requête pour une échelle plus réduite ☐ :
- En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]
- P.J. n°4.** - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°5.** - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°6.** - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces

Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :

- P.J. n°7.** - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement]. ☒

Si votre projet se situe sur un site nouveau :

- P.J. n°8.** - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☐

- P.J. n°9.** - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☐

Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :

- P.J. n°10.** - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :

- P.J. n°11.** - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :

- P.J. n°12.** - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ☒

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ☒
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 ☐
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ☒
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement ☐
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ☐
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☐
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☐

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : ☐

- **P.J. n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :

P.J. n°14. - La description :

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
- Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

☐

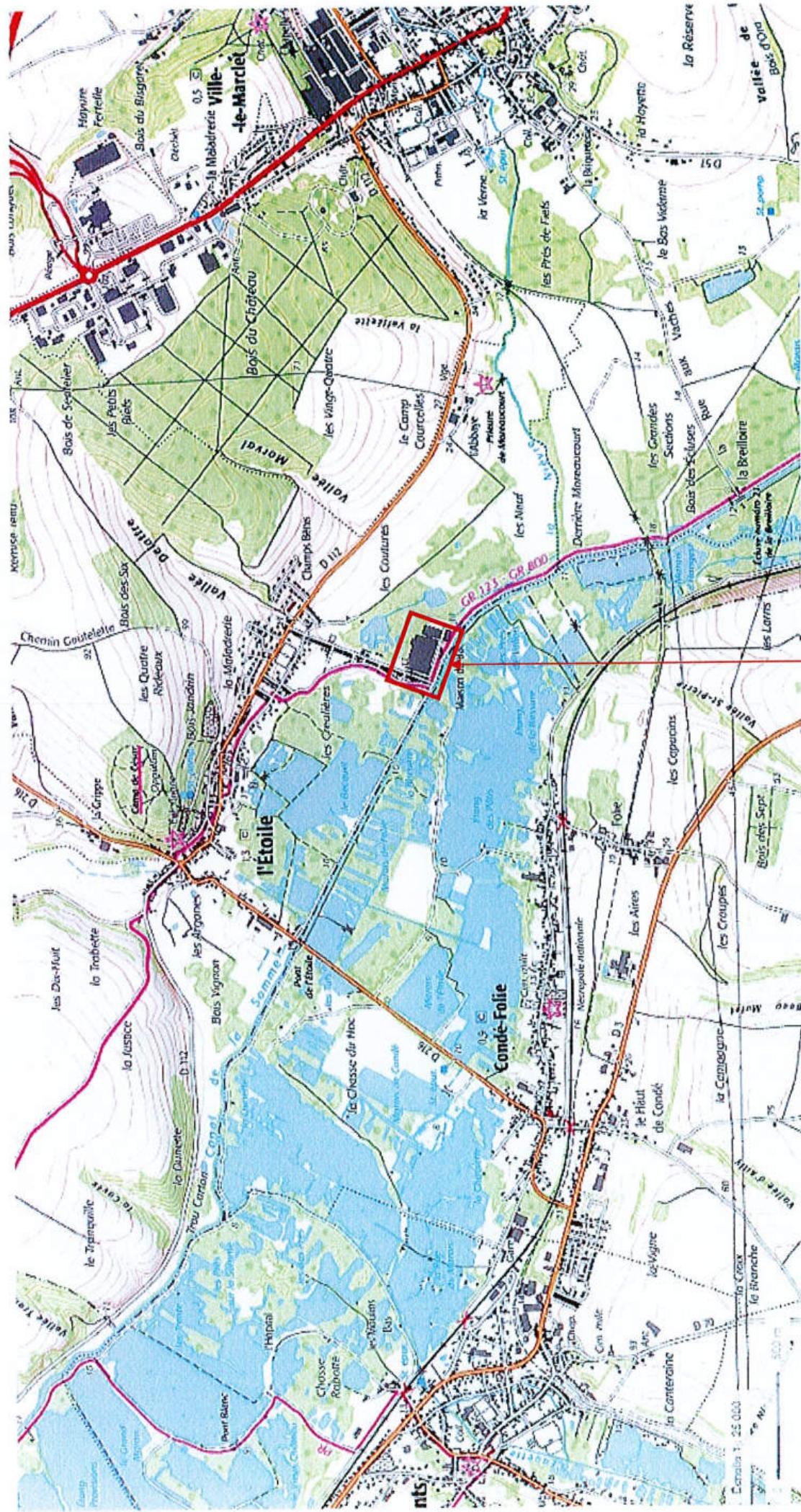
3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :
Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
Plan d'évacuation	PJ 18

PIECE JOINTE N°1

Plan 1/25000

Carte de localisation du bâtiment du Relais 80 à L'Etoile au 1/25000ème

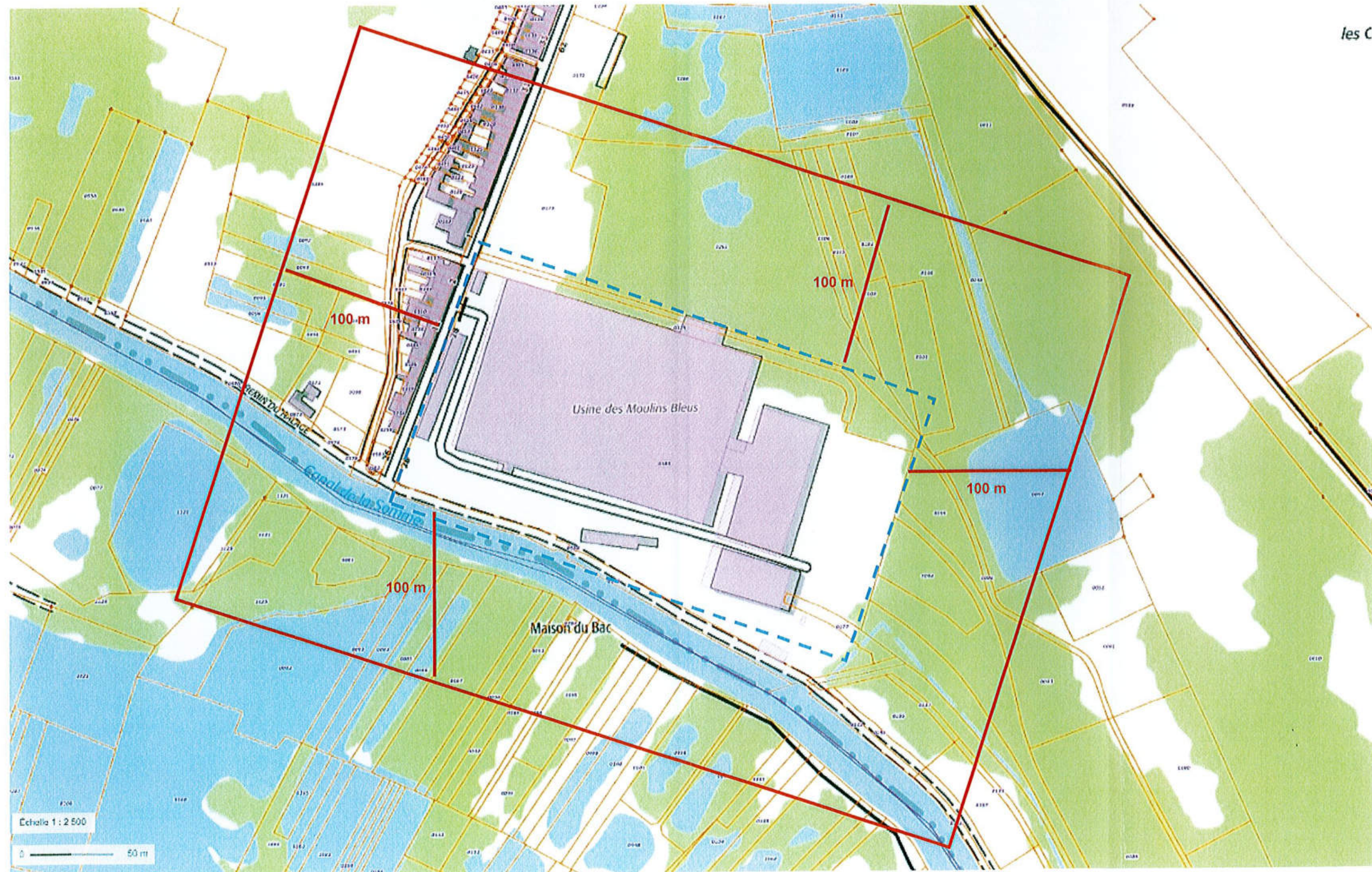


Le Relais 80

PIECE JOINTE N°2

Plan 1/2500

Carte de localisation du bâtiment du Relais à L'Etoile au 1/2500^{ème}



PIECE JOINTE N°3

Plan 1/200

PIECE JOINTE N°4

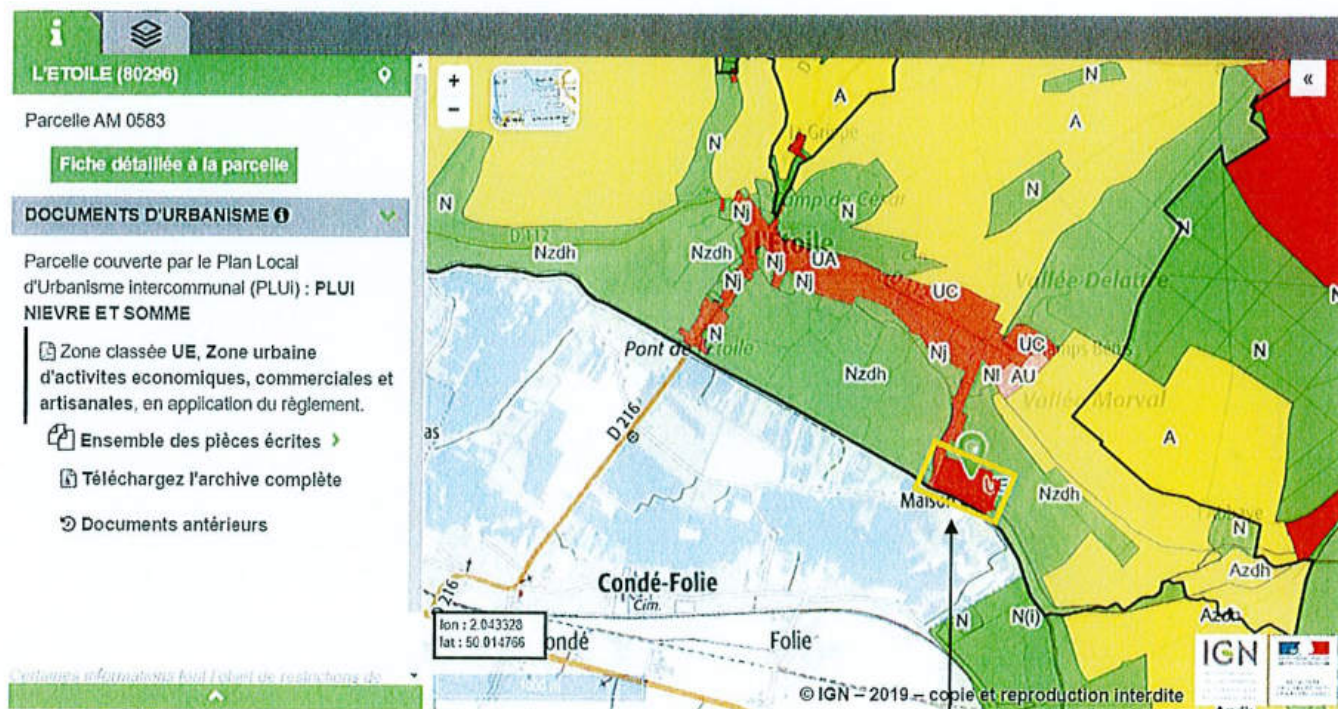
Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan local d'urbanisme [4° de l'art. R. 512- 46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°4. - Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan local d'urbanisme [4° de l'art. R. 512- 46-4 du code de l'environnement]

Le site du Relais (parcelle AM 0583) est défini dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Val de Nièvre et environs comme une **zone UE**, c'est-à-dire une zone urbaine d'activités économiques, commerciales et artisanales. Elle est donc dédiée aux activités économiques (artisanat, commerce, industrie, hôtellerie ou bureau) et notamment recevoir des équipements publics d'intérêt collectif.

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal définit des règles à prendre en compte lors de la construction ou de la réhabilitation de constructions existantes. Aucun projet de ce type n'est en cours sur le site du Relais 80.

Le site du Relais est donc compatible avec l'affectation des sols.



Carte extraite du site <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/maps>

Site du Relais 80 – L'Etoile

PIECE JOINTE N°5

Capacités Techniques et Financières

P.J. n°5 - Justifications des capacités techniques et financières
--

Capacités techniques

L'établissement EBS LE RELAIS 80, situé RUE DES MOULINS BLEUS à L'ETOILE (80830), est un établissement secondaire. Son siège social, l'entreprise EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS, se situe à BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Le site Le Relais 80 à L'étoile est une structure d'insertion par la collecte et le tri de TLC (Textile, Linge de maison et chaussure). Cette structure existe depuis septembre 2006. L'activité est la valorisation et le tri de textile de seconde main.

L'établissement accueille environ 115 personnes (travailleurs).

La matière première est donc constituée de TLC de seconde main provenant :

- des bornes de collecte
- des surplus des associations caritatives
- des partenaires (enseigne de distribution de produits textiles)

Le process consiste à trier des TLC de seconde main. Les sacs des donateurs sont réceptionnés, stockés et ouverts puis le textile est déposé sur une bande transporteuse. Une fois sur ce tapis, les vêtements sont triés manuellement en différentes catégories.

Les produits finis sont conditionnés en fonction des clients et de la destination des produits :

- en balles allant de 50 à 500kg
- en cartons
- en sacs

Capacités financières

Sur l'année 2019 l'entreprise EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS réalise un chiffre d'affaires de 65 958 600 €.

Le total du bilan a augmenté de 7,05 % entre 2018 et 2019.

Capital variable de 180 000€ minimum.

PIECE JOINTE N°6

Justification du respect des prescriptions applicables

DEKDA

	Conforme	Non Conforme	Sans Objet	Informatif	
	C	NC	SO	I	Commentaires
Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement					
Article 1er de l'arrêté du 6 juin 2018 Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.				X	
Article 2 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Champ d'application) Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2018. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe II. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.				X	
Article 3 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Définitions) Au sens du présent arrêté, on entend par : « Entrée miroir » : ensemble composé de deux rubriques ou plus de la liste des codes déchets de la décision 2000/532/CE modifiée, dont au moins une avec astérisque et une autre sans, dont les libellés désignent un même type de déchet. Elle signifie que la dangerosité du flux de déchet est incertaine et qu'elle doit donc être évaluée au cas par cas. « Produits dangereux et matières dangereuses » : substances ou mélanges classés suivant les « classes et catégories de danger » définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges dit « CLP ». Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité. « Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation). « Zones à émergence réglementée » : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.				X	
Chapitre Ier : Dispositions générales Article 4 de l'arrêté du 6 juin 2018 (Dossier installation classée) L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan des bâtiments (cf. article 9) :					En cours d'instruction En cours d'instruction En cours d'instruction Aucun accident ou incident

- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ;					Pas de justificatif disponible mais réalisation d'un diagnostic visuel de la résistance au feu
- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ;		x			Rapports de vérification disponibles sur site
- les consignes d'exploitation (cf. article 12) ;		x			Consigne existante, affichée aux postes remplissage de carburant dans le GRV et alimentation des chariots en carburant
- les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ;		x			Collecte dans des points d'apport volontaire
- le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ;		x			Annexe 7
- le registre des déchets (cf. article 13) ;		x			
- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ;		x			
- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ;		x		x	Aucun traitement des effluents
- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20).		x			
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.					
En cours d'instruction					

Article 5 de l'arrêté du 6 juin 2018					
(Implantation)					
Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées :					
- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) ;		x			Voir rapport étude FLUMILOG
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m ²) ;		x			Voir rapport étude FLUMILOG
Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.					
Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.					
Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.		x			

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions					
Section 1 : Dispositions constructives					
Article 6 de l'arrêté du 6 juin 2018					
(Comportement au feu)					

					Garantie de stockage extérieur à plus de 10 mètres du bâtiment. Zones de stationnement délimitées et à plus de 10 mètres des bâtiments.
--	--	--	--	--	---

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :		Les valeurs reconnues de la résistance au feu de certains éléments de structures présentes sur site sont CF 2h (mur maçonné en parpaing creux, mur maçonné en briques pleines en terre cuite). Cependant il n'est pas possible de confirmer que la résistance au feu des matériaux est assurée au vu de l'état structurel général des bâtiments (surtout au niveau des bâtiments B, D et E) => demande de dérogation auprès de la préfecture	
- l'ensemble de la structure est R15 :			
- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;		X	
- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).		X	
Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :			
- matériaux de classe A2s1d0 ;		X	
- murs extérieurs E 30 ;		X	
- murs séparatifs E 30 ;		X	
- portes et fermetures E 30 ;		X	
- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3)		X	
Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.			X
Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.			X
S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.		X	
Article 7 de l'arrêté du 6 juin 2018			
(Accessibilité)			
I. Accessibilité			
L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.		X	
Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.			X
Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.		X	
Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.		X	
II. Voie « engins »			
Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :			
- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;		X	
- l'accès au bâtiment ;		X	
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;			X
- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.		X	
Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :			
- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;		X	
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;		X	
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;		X	
Mise en place d'une voie engin d'ici décembre 2022			
Bâtiment faisant moins de 8 mètres => pas d'aire de mise en station des moyens élévateurs aériens			
Projet validé par le SDIS 80			

- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;	x			
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;	x			
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.	x			

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.			x	
---	--	--	---	--

III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)				
Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites :	x			Projet validé par le SDIS
- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;	x			
- longueur minimale de 10 mètres ;	x			
présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».	x			

IV. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)				
Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.				x

1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.			x	Hauteur au faîtage de 7,20 mètres
Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :			x	
- la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;			x	
- la pente est au maximum de 10 % ;			x	
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ;			x	
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2 ;			x	
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ;			x	
- elle comporte une matérialisation au sol ;			x	
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;			x	
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.			x	

2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes :			x	Aucun étage dans le bâtiment
- le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;			x	
- la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.			x	

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.			x	
---	--	--	---	--

Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.			x	
---	--	--	---	--

V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)									
A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.									
Article 8 de l'arrêté du 6 juin 2018									
(Désenfumage)									
Les bâtiments fermés ou sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégaçés en cas d'incendie.									
Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.									
Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.									
La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.									
Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévu pour 250 m² de superficie projetée de toiture.									
En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.									
L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.									
Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.									
Article 9 de l'arrêté du 6 juin 2018									
(Moyens de lutte contre l'incendie)									
L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :									
- d'un moyen permettant d'alimenter les services d'incendie et de secours ;									
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;									
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans									
Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :									
- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :									
1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;									
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.									
Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.									

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;			x		Une borne incendie publique à 65 mètres depuis l'entrée du site rue des moulins bleu, une seconde borne incendie publique rue des moulins bleux à 225 mètres mais le débit est insuffisant, donc non exploitable. Cependant le besoin en eau est totalement couvert par le volume des réserves d'eau de 2040 m³ et est validé avec le SDIS
- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.	x				Système détection incendie opérationnelle, en place sur les bâtiments D. Gardiennage 24/24 et 7/7.
L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.	x				
Section II : Dispositif de prévention des accidents					
Article 10 de l'arrêté du 6 juin 2013					
(Installations électriques et mise à la terre)					
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	x				
Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.	x				
Section III : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles					
Article 11 de l'arrêté du 6 juin 2013					
I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :	x				Nouvelle cuve GRV de carburant en cours d'installation
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;					
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.					
Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.					
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :	x				
- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;	x				
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;	x				
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.	x				
II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.	x				
L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	x				
III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	x				L'étanchéité des sols ne peut pas être démontrée. Présence de granulés absorbants à proximité de la zone de remplissage des chariots et dans l'atelier de maintenance afin de contenir rapidement un renversement accidentel.
IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.					
En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	x				Un bassin de rétention des eaux potentiellement polluées de 2360 m³ sera installé au 1er trimestre 2023 Confinement externe et collecte de manière gravitaire

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.		X			
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :					
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;	X				
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;	X				
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.	X				
L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	X				
Section IV : Dispositions d'exploitation					
Article 12 de l'arrêté du 6 juin 2018					
(Consignes d'exploitation)					
Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.	X				Consigne existante, affichées aux postes remplissage de carburant dans le GRV et alimentation des chariots en carburant
Article 13 de l'arrêté du 6 juin 2018					
(Gestion déchets réceptionnés)					
I. Admissibilité des déchets					
Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.	X				Déchets textiles
L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.	X				Déchets textiles
II. Procédure d'information préalable					
Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.				X	Entrepôt qui regroupe et trie les déchets textiles collectés dans des bennes sur la voie publique => information préalable non disponible
a) Informations à fournir :					
- source (producteur) et origine géographique du déchet ;				X	Entrepôt qui regroupe et trie les déchets textiles collectés dans des bennes sur la voie publique
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;				X	
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;				X	
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;				X	
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 543-8 du code de l'environnement ;				X	
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;				X	
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;				X	

- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.					X
b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets					X
L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission.					X
Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :					X
- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;					X
- les conditions de son transport ;					X
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.					X
L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifiée.					X
Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également :					X
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;					X
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;					X
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.					X
Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.					X
Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.					X
c) Essais à réaliser :					X
Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.					X
Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviât porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La teneur du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.					X
Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.					X
Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :					X
toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;					X

- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;				X	
- l'exploitant n'est en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.					
d) Dispositions particulières :				X	
Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.				X	
Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.					
Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.				X	
L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.				X	
III. Procédure d'admission				X	
L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.			X		
a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.				X	Information préalable non disponible car la collecte se fait en point d'apport volontaire Déchets non susceptibles d'émettre de la radioactivité
Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.					Tri manuel de l'ensemble du stock Edition d'un CMR pour chaque transport. Aucun déchet dangereux réceptionné.
b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.				X	Aucun DEEE réceptionné.
c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.			X		Ensemble du stock trié manuellement
d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.			X		
L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.					Producteur non identifiable
Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.				X	

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.				X	
IV. Entreposage des déchets					
Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).				X	
L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pignes, etc.).				X	Gestion de stock en instantané grâce au logiciel GESCOM
La hauteur des déchets entreposés n'exécède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'exécède pas six mètres.				X	Habitation à 200 mètres de la zone de stockage de l'original. Stockage à hauteur maximal de 6 mètres (3 cages superposées max)
Pour la rubrique n° 2713, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.				X	
Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :				X	
- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;				X	
- l'enlèvement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.				X	
V. Opérations de tri des déchets					
Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).				X	
Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques					Aucun DEEE réceptionné
Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.				X	
Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.				X	
Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.				X	
Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.				X	
Dans le cas d'un versement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.				X	
Chapitre III : Emissions dans l'eau					
Section I : Collecte et rejet des effluents					
Article 14 de l'arrêté du 6 juin 2013 (Collecte des effluents)					
Tous les effluents aqueux sont canalisés.					

Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.					
Chapitre V : Bruit					
Article 25 de l'arrêté du 6 juin 2013					
I. Valeurs limites de bruit					
Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :					
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés			Ce type de déchet n'est pas réceptionné
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	X		
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)	X		Mesures de bruit réalisées le 11/01/2021 par DEKRA
De plus, le niveau de bruit en limite de propriétés de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.					
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'exécède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.					
II. Appareils de communication					
L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'accidents graves ou d'accidents.					
Chapitre VI : Déchets générés par l'installation					
Article 26 de l'arrêté du 6 juin 2018					
(généralités)					
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :					
- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ;					10% des TLC deviennent des CSR (combustible solide de récupération) et 1% sont des déchets ultimes.
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :					Cartons et plastiques recyclés.
a) La préparation en vue de la réutilisation ;					
b) Le recyclage ;					
c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;					
d) L'élimination.					

PIECE JOINTE N°7

Demande d'aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article
L. 512-7 applicables à l'installation

Prescriptions réglementaires pour les articles spécifiques rubrique 2714 selon l'Arrêté du 06/06/18		Situation	Proposition	Avancement
Article 4 de l'arrêté du 6 juin 2018				
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;		Aucune mesure réalisée	Les résultats seront transmis une fois les mesures réalisées.	Devis en cours.
- le plan des bâtiments (cf. article 9) ;		Pas de plan existant	Plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire à créer	En cours avec l'aide du bureau d'études
- les consignes d'exploitation (cf. article 12) ;		Aucune consigne d'exploitation écrite à ce jour.	A créer pour le remplissage du GRV carburant et réservoirs des chariots élévateurs.	En cours
- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20).		Aucune surveillance des rejets eaux	Les résultats seront transmis une fois les mesures réalisées.	Devis en cours.
Article 9 de l'arrêté du 6 juin 2018				
L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :				
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;		Détection incendie non opérationnelle (défaut sur les capteurs, pièces de rechange non disponibles sur ancienne installation, l'ensemble de l'installation doit être remplacé).	Le Relais souhaite pouvoir déroger à cet article	La DREAL statuera sur la demande de dérogation
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;		Plan d'intervention avec repérage des moyens de lutte pour le bâtiment D uniquement.	Plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire à créer	En cours avec l'aide du bureau d'études
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.		Réserve de sable à prévoir pour la lutte anti-feu	A prévoir. Valider la conformité avec le PPRI de la Vallée de la Somme et ses affluents	
Article 12 de l'arrêté du 6 juin 2018				
Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.				
Article 15 de l'arrêté du 6 juin 2018				
Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).		Ne sait pas	A valider avec le prestataire retenu pour les mesures des rejets eau	Devis en cours.
Article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018				
Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.			Les résultats seront transmis une fois les mesures réalisées.	Devis en cours.
1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimiques en oxygène (DCO)				
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)				
flux journalier maximal	100 mg/l			
inférieur ou égal à 15 kg/l		Ne sait pas. Un devis est en cours	Les résultats seront transmis une fois les mesures réalisées.	Devis en cours.
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/l	35 mg/l	Ne sait pas. Un devis est en cours	Les résultats seront transmis une fois les mesures réalisées.	Devis en cours.
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)				

flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/l	300 mg/l		Ne sait pas. Un devis est en cours	Les résultats seront transmis une fois les mesures réalisées.	Devis en cours.
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/l	125 mg/l				
Article 20 de l'arrêté du 6 juin 2018					
Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.					
Article 25 de l'arrêté du 6 juin 2018					
Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :					
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Aucune mesure de bruit dans l'environnement n'a été réalisée.	Les résultats seront transmis une fois l'étude réalisée.	Devis en cours.
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)		Les résultats seront transmis une fois l'étude réalisée.	Devis en cours.
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)		Les résultats seront transmis une fois l'étude réalisée.	Devis en cours.
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.				Les résultats seront transmis une fois l'étude réalisée.	Devis en cours.

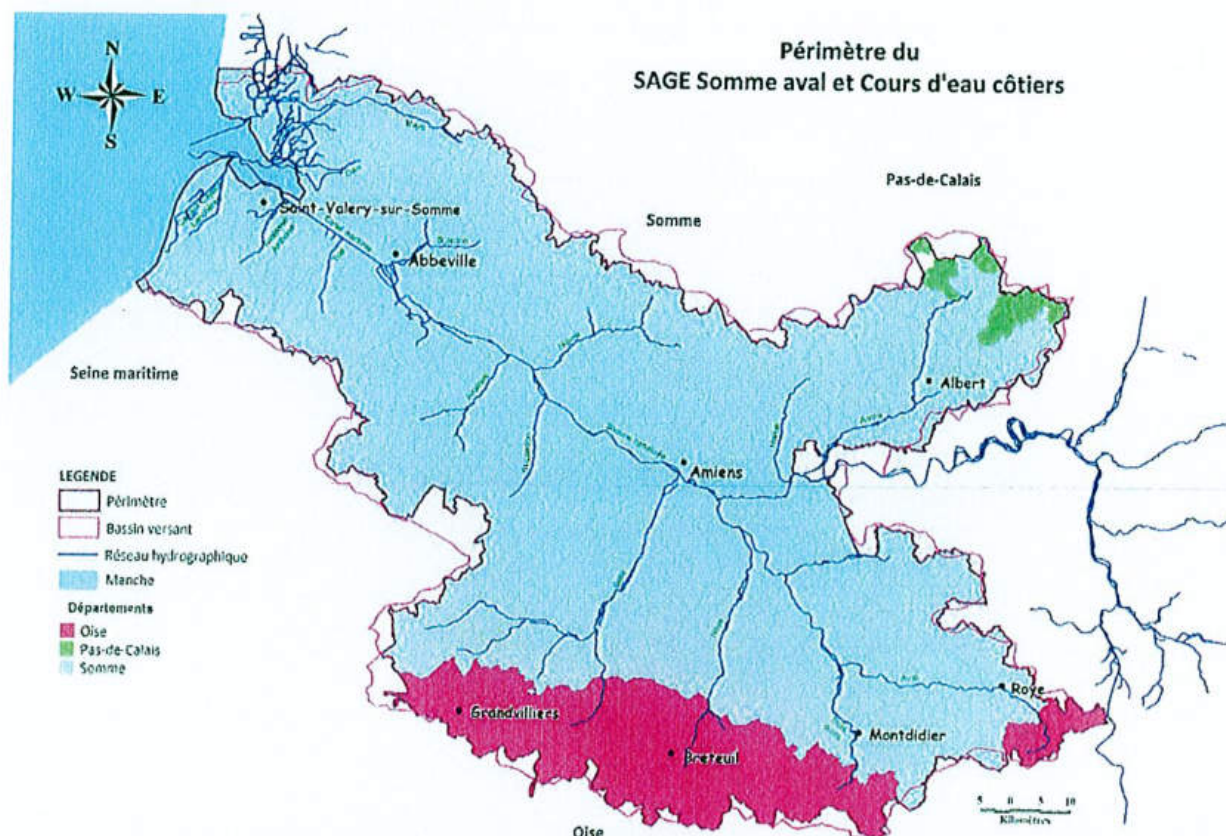
PIECE JOINTE N°12

Éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°12. - Eléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

L'emplacement du site Le Relais est visé par :

- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement => le SDAGE du bassin Artois Picardie
- Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement => le SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers approuvé par arrêté inter-préfectoral en date du 6 août 2019

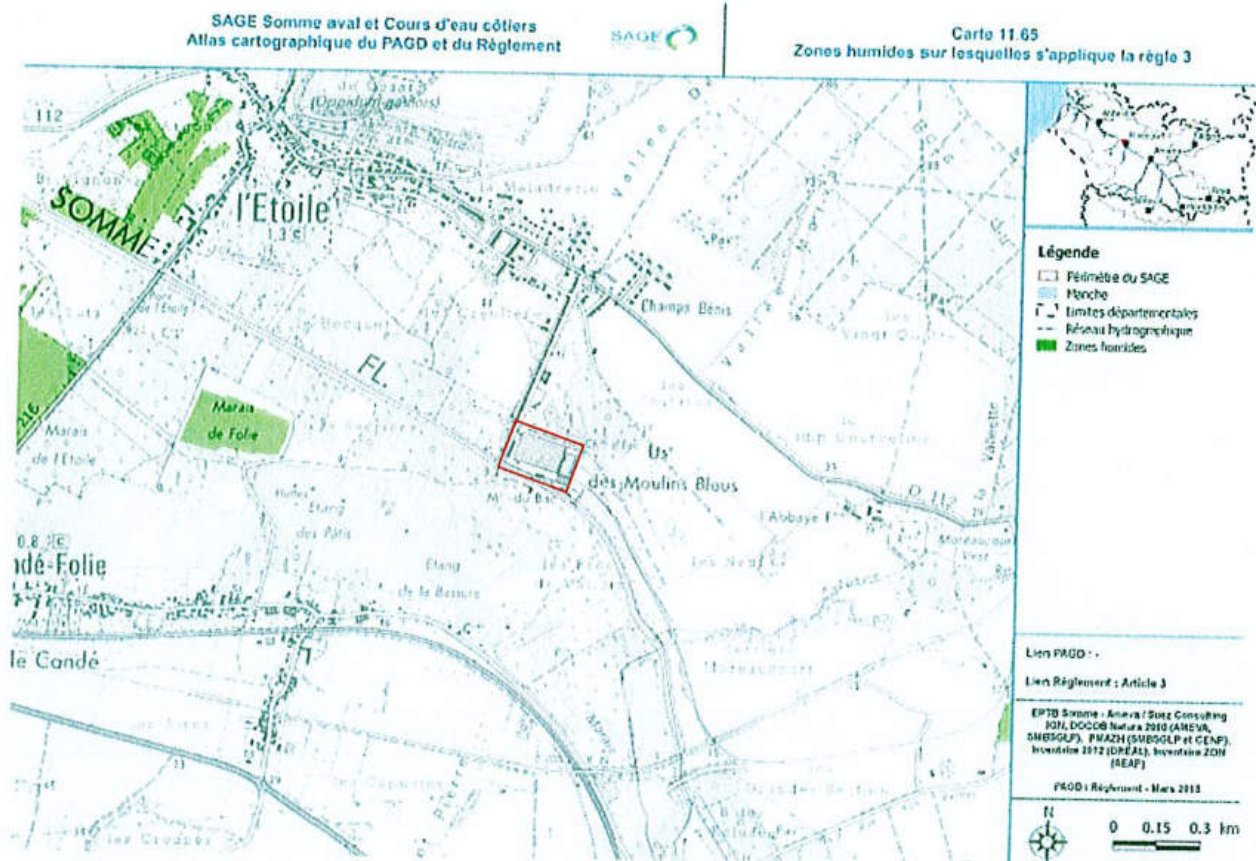


Cet outil constitue la feuille de route de la politique locale de l'eau sur le territoire de la Somme aval et des Cours d'eau côtiers (569 communes réparties sur les 2/3 aval du bassin versant de la Somme au sein de 20 communautés de communes et d'agglomération). A la fois outil stratégique de planification d'actions opérationnelles et instrument juridique visant à satisfaire une gestion équilibrée de la ressource en eau, il est le fruit d'un important travail de concertation auprès de l'ensemble des représentants des acteurs de l'eau du territoire (usagers, collectivités, associations,...) regroupés au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE).

Le règlement du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers est constitué de 4 articles :

- Article 1 : Limiter l'artificialisation des berges des cours d'eau ;
- Article 2 : Gérer les eaux pluviales ;
- Article 3 : Protéger les zones humides ;
- Article 4 : Compenser la destruction de zones humides au sein d'un même bassin versant ;

Les articles 1, 3 et 4 ne concernent pas notre installation, aucune artificialisation des berges des cours d'eau n'est prévue, et le site n'est pas situé dans une zone humide :



L'article 2 s'adresse quant à lui à tout nouveau projet conduisant à une imperméabilisation nouvelle supérieure à 1500m².

Le site est sur le territoire du **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Hauts De France**, adopté le 13 décembre 2019 et précisé par l'article R541-16 du code de l'environnement, avec comme objectif de mettre en place des actions afin d'aller vers le zéro déchet, en encourageant la réduction des déchets ménagers et des déchets industriels, le compostage, et favoriser le développement de l'économie circulaire.

Le PRPGD coordonne l'ensemble des actions des pouvoirs publics et des organismes privés. Il précise les différents objectifs de prévention, de recyclage, de valorisation à atteindre ainsi que les actions, les services et les équipements à mettre en œuvre pour y parvenir. Il compte :

- 20 orientations déclinées en prescriptions et recommandations d'actions (réduire les déchets à la source, collecter, valoriser, éliminer)
- articulées autour de 4 leviers : agir, expérimenter, innover et animer.

Le PRPGD prévoit une planification de la prévention et de la gestion des déchets à terme de six ans et de douze ans, qui recense les actions prévues et identifie les actions à prévoir par les différents acteurs concernés pour atteindre les objectifs de prévention et de gestion des déchets. Plusieurs flux de déchets font l'objet d'une planification spécifique de leur prévention et de leur gestion, **dont les déchets de textile linge de maison et chaussures (TLC)**.

Le site du Relais 80 à L'étoile est une structure d'insertion, qui favorise le développement de l'activité professionnelle en employant une centaine de personnes. **L'activité est la collecte, le tri et la valorisation de textile de seconde main, en parfaite cohésion avec les orientations du PRPGD citées ci-dessus, puisqu'un des objectifs annoncés de gestion des déchets pour les TLC est de collecter 4,6 kg/hab/an pour un objectif de valorisation matière de 95 %.** Le site du Relais va donc contribuer à l'atteinte de cet objectif régional.

Le site du Relais est d'ailleurs cité dans le PRPGD dans la liste des centres de tri conventionnés :

Tableau 74 : Liste des centres de tri conventionnés

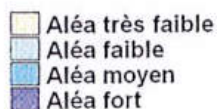
Raison sociale	Code postal	Commune
Le Relais Nord Est Ile de France	02200	Ploisy
Louis Boursier	59000	Lille
Le Relais Cambrésis	59292	Saint-Hilaire-les-Cambrai
Framimex	60400	Appilly
KFB	62360	Saint-Léonard
Audo-Tri	62500	Saint-Martin-au-Laert
Le Relais Nord-Pas de Calais	62700	Bruay-la-Buissière
Le Relais 80	80830	L'Etoile

Source : Eco TLC (2015)

Le site est également concerné par un **Plan de Prévention des Risques Inondation de la Vallée de la Somme et ses affluents**, approuvé par arrêté le 2 août 2012.



Inondation par débordement et remontée de nappe



=> Aléa faible : le niveau moyen du sol naturel est impacté par le projet

Le relais 80 dans zone de type 3 (Zones soumises à un aléa et à vocation urbaine : le fonctionnement hydraulique n'est pas entravé. Les aménagements doivent prendre en compte le risque d'inondation).

Beaucoup de prescriptions annoncées dans ce règlement sont à prendre en compte notamment lors d'un projet de construction neuve, de travaux de réhabilitation ou de restauration ou de tous les autres travaux majeurs sur les ouvrages ou les constructions existantes. **Notre dossier ne concerne ici qu'une régularisation administrative et reste compatible avec le règlement du PPRI.**

Cependant, dans le règlement du PPRI il est dit chapitre 5. Dispositions générales applicables sur les zones 1, 2, 3 et 4 / point 8 : Puits et forages que

« Les ouvertures dans le sol qui permettent d'avoir accès à la nappe d'eau souterraine, notamment les puits ou les forages, situées en dessous du niveau de référence augmenté de 1 mètre doivent être équipées d'un système d'obturation. Ces ouvertures doivent être obturées en cas d'annonce de crue. »

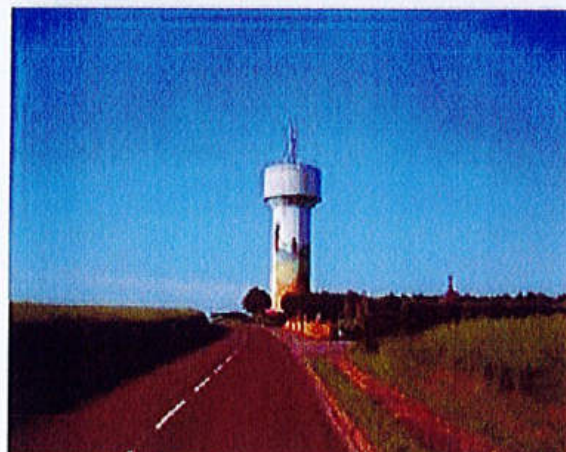
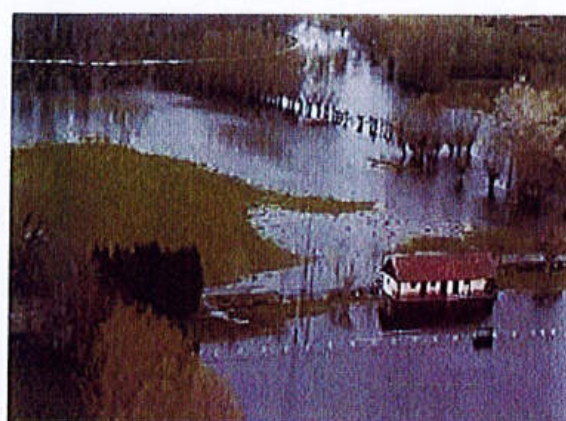
=> A ce jour, la profondeur du forage n'est pas connue. Des recherches sont en cours.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SAGE
SOMME AVAL
ET COURS D'EAU CÔTIERS



Somme aval et Cours d'eau côtiers



Arrêté interpréfectoral du 6 août 2019

Règlement du SAGE

Réalisé avec le soutien financier de :



Etablissement public du Ministère chargé
du développement durable



Région
Hauts-de-France



Aménagement et
valorisation du bassin
de la Somme





Table des matières

1.	Contenu d'un Règlement de SAGE	2
2.	Portée juridique du Règlement de SAGE.....	3
3.	Clé de lecture des fiches règles	4
4.	Articles du Règlement	5
5.	Annexe : Méthodologie de délimitation des zones humides du territoire (carte 11).....	12

1. Contenu d'un Règlement de SAGE

Le contenu du règlement est encadré par les textes législatifs et réglementaires et notamment l'article R. 212-47 du Code de l'environnement qui précise les champs d'application possible. Ainsi le SAGE peut prévoir :

- des règles de **répartition en pourcentage du volume** disponible des masses d'eau superficielle ou souterraine situées dans une unité hydrographique ou hydrogéologique cohérente, entre les différentes catégories d'utilisateurs ;
- des **règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA)** visés à l'article L. 214-1 du Code de l'environnement, ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) définies à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous-bassins concerné ;
- des **règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables aux exploitations agricoles** procédant à des épandages d'effluents liquides ou solides dans le cadre prévu aux articles R. 211-50 à R.211-52 du Code de l'environnement ;
- des règles nécessaires à la restauration et à la préservation qualitative et quantitative de la ressource en eau dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière prévues par l'article L.211-3-II-5° du Code de l'environnement ;
- des **règles nécessaires à la restauration et à la préservation des milieux aquatiques dans les zones d'érosion** prévues à l'article L. 114-1 du Code rural et de la pêche maritime et l'article L. 211-3-II-5° du Code de l'environnement ;
- des **règles relatives au maintien et à la restauration des zones humides d'intérêt environnemental particulier (ZHIEP)** prévues par l'article L. 211-3-II-4° du Code de l'environnement ou dans des zones stratégiques pour la gestion de l'eau (ZSGE) prévues par l'article L. 212-5-1-I-3° du Code de l'environnement ;
- des **obligations d'ouverture périodique de certains ouvrages hydrauliques** fonctionnant au fil de l'eau susceptibles de perturber de façon notable les milieux aquatiques listés dans l'inventaire prévu dans le PAGD, afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique.

Parmi ces possibilités de règles, aucune n'est obligatoire, le choix du contenu du règlement se fait en fonction de la volonté de la CLE et des spécificités du bassin versant.

Néanmoins, le règlement d'un SAGE doit contenir, a minima, une règle.

2. Portée juridique du Règlement de SAGE

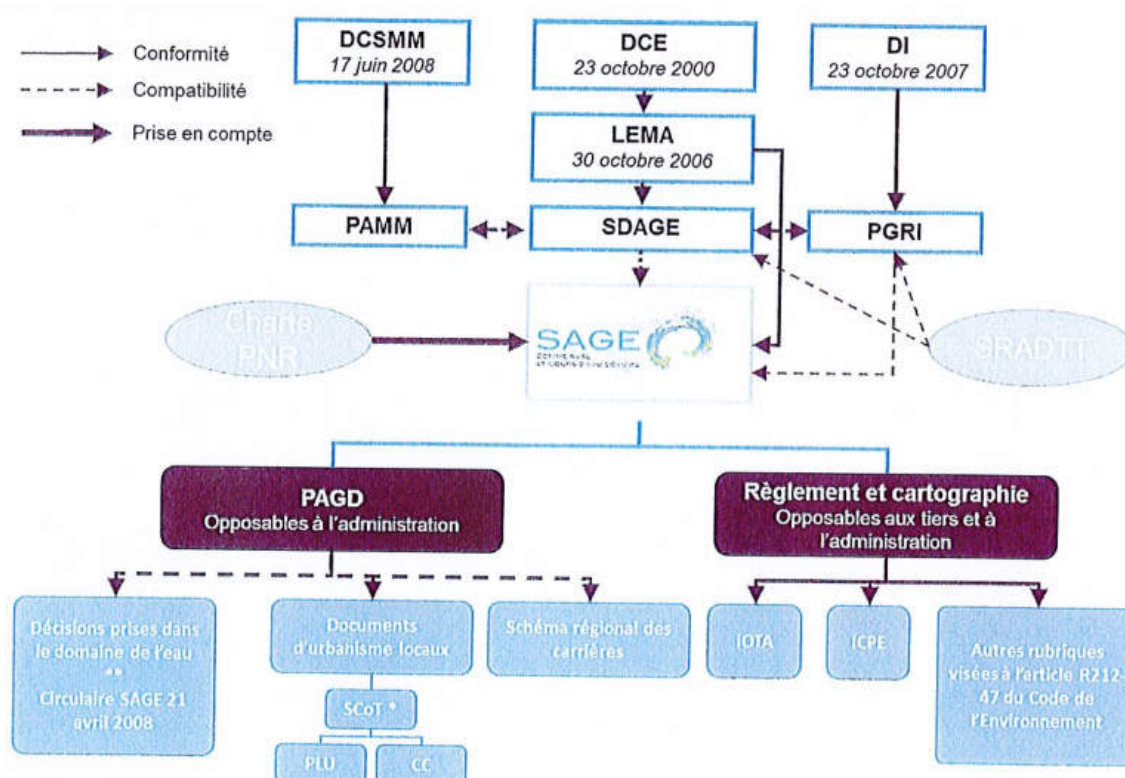
La portée juridique du règlement du SAGE relève de la conformité, impliquant un respect strict des règles édictées.

Précisément, l'article L. 212-5-2 du Code de l'environnement dispose que « Lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article L. 214-2. ».

Cette opposabilité affirmée expressément par le Code de l'environnement, et notamment rappelée par la circulaire du 4 mai 2011 relative à la mise en œuvre des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, ne se limite pas aux IOTA relevant de la Loi sur l'eau. Elle s'applique également à toute personne publique ou privée envisageant la réalisation d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou encore à l'ensemble des autres personnes publiques ou privées-concernées par l'une des rubriques visées à l'article R. 212-47 du Code de l'environnement.

La violation du règlement du SAGE entraîne des sanctions notamment définies à l'article R. 212-48 du Code de l'environnement : « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe le fait de ne pas respecter les règles édictées par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux sur le fondement du 2° et du 4° de l'article R. 212-47. »

Le diagramme ci-après synthétise la portée juridique des documents du SAGE et les sanctions encourues en cas de non-respect.



* Lorsque le SCoT n'est pas approuvé, le principe de compatibilité au SAGE s'applique directement aux PLU et Cartes communales

** Les décisions prises dans le domaine de l'eau sont définies par la Circulaire du 21 avril 2008 relatives aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux

Figure 2-1 : Synthèse de la portée juridique des documents du SAGE et des sanctions encourues

3. Clé de lecture des fiches règles

Le règlement du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers est constitué de 4 articles :

- **Article 1** : Limiter l'artificialisation des berges des cours d'eau ;
- **Article 2** : Gérer les eaux pluviales ;
- **Article 3** : Protéger les zones humides ;
- **Article 4** : Compenser la destruction de zones humides au sein d'un même bassin versant ;

Les règles se présentent sous forme de fiche dont le contenu est précisé ci-dessous :

INITULE DE LA REGLE ¹		Article N° ²
CONTEXTE ET JUSTIFICATION TECHNIQUE	³	
REFERENCES	Lien avec le SDAGE Lien avec le PAGD ⁴	
REFERENCES REGLEMENTAIRES	Fondement de la règle au regard de l'article R. 212-47 du code de l'environnement ⁵	
ENONCE DE LA REGLE	⁶	
LOCALISATION	⁷	

- ¹ Intitulé de la règle ;
- ² Numéro de la règle ;
- ³ Justification technique de la règle ;
- ⁴ Lien SDAGE et Dispositions du PAGD du SAGE en rapport avec la règle ;
- ⁵ Fondement juridique de la règle - Alinéa de l'article R212-47 du code de l'environnement ;
- ⁶ Enoncé de la règle du règlement du SAGE ;
- ⁷ Territoire concerné par la règle.

4. Articles du Règlement

LIMITER L'ARTIFICIALISATION DES BERGES DES COURS D'EAU		Article 1
CONTEXTE ET JUSTIFICATION TECHNIQUE	<p>La préservation de berges naturelles est essentielle à la vie aquatique des cours d'eau et des milieux aquatiques associés.</p> <p>Elles constituent une transition (un corridor) entre le cours d'eau et les parcelles adjacentes, en abritant des espèces liées à ces deux milieux (en leur fournissant habitat, nourriture, abris par exemple...).</p> <p>Elles peuvent jouer un rôle tampon en cas de pollution (par la végétation qui peut les coloniser).</p> <p>Elles permettent la divagation naturelle du cours d'eau (plus ou moins forte suivant chaque rivière) en restant érodables par ce dernier (l'érosion des berges étant un processus naturel).</p> <p>En conséquence, elles participent aux échanges de particules solides avec le cours d'eau et à leur transport jusqu'à la mer.</p> <p>La conservation de berges naturelles est un des facteurs d'atteinte du bon état des cours d'eau visé par la Directive Cadre sur l'Eau.</p> <p>Sur le territoire du SAGE, le fleuve Somme est canalisé sur une partie de son linéaire où il ne présente plus de berges naturelles. La présente règle vise donc l'ensemble des cours d'eau, au sens de la loi sur l'eau, du territoire à l'exception des zones canalisées.</p> <p>La présente règle s'adresse aux pétitionnaires de projets soumis à autorisation environnementale unique ou déclaration en application de l'article L.214-1 (rubrique 3.1.4.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau) ou soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement en application de l'article L.511-1 du Code de l'environnement ainsi qu'à toute restauration d'ancienne technique.</p> <p>La rubrique 3.1.4.0 précise que les projets de consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sont soumis à autorisation pour une longueur supérieure ou égale à 200 mètres, à déclaration pour une longueur supérieure ou égale à 20 mètres mais inférieure à 200 mètres.</p> <p>Les projets impactant une longueur inférieure à 20 mètres ne sont pas soumis à autorisation ou déclaration IOTA et ne sont donc pas concernés par cette règle.</p>	
	<p>Liens avec le SDAGE</p> <p>Disposition A-5.5 du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021</p> <p>Liens avec le PAGD</p> <p>D60, D63, D65</p>	

REFERENCES REGLEMENTAIRES	<p>Fondement de la règle au regard de l'article R. 212-47 du Code de l'environnement :</p> <p>« Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut [...] :</p> <p>2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :</p> <p>b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article L. 511-1 ».</p>
ENONCE DE LA REGLE	<p>1- Les opérations de consolidation ou de protection des berges par des techniques autres que végétales vivantes sur les cours d'eau, au sens de la loi sur l'eau, sont interdites.</p> <p>Cette règle concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tout nouveau projet soumis à autorisation environnementale unique ou déclaration délivrée en application des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE et définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement - rubrique 3.1.4.0) ou soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement en application des articles L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ; • Toute restauration d'ancienne technique de protection de berges. <p>2- Ne sont pas concernés par la présente règle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les opérations pour lesquelles le pétitionnaire démontre des contraintes strictement techniques d'aménagement justifiant l'utilisation de certains matériaux (exemple : enrochement en pied de pont). Néanmoins, dans ce cas, l'utilisation de matériaux de type matériaux de couverture (tôles galvanisées, en fibro-ciment...), matériaux non inertes (traverses de chemin de fer) et remblai est interdite. • les opérations pour lesquelles il existe des enjeux liés à la sécurité des biens et des personnes ; • les projets déclarés d'Utilité Publique ou déclarés d'Urgence. <p>L'application de la présente règle intervient en complément de la réglementation IOTA ou ICPE définies par les articles L.2014-1 et suivants et L.511-1 et suivants du Code de l'environnement et ne saurait en aucun cas se substituer à celle-ci.</p>
LOCALISATION	<p>Ensemble des cours d'eau du périmètre du SAGE</p>

GERER LES EAUX PLUVIALES		Article 2
CONTEXTE ET JUSTIFICATION TECHNIQUE	<p>L'impact cumulé des rejets pluviaux résultant des nouvelles surfaces imperméabilisées, lorsqu'ils ne sont pas gérés correctement, engendrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une aggravation du risque d'inondation ; • une altération de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques. <p>Il est donc indispensable que les nouveaux projets de construction gèrent leurs eaux pluviales de façon à corriger les effets de l'imperméabilisation des surfaces.</p> <p>La présente règle s'adresse aux pétitionnaires de certains projets non concernés par la réglementation loi sur l'eau, à savoir les projets dont la surface totale, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est inférieure à un hectare mais dont l'imperméabilisation nouvelle est supérieure à 1 500 m² (à noter que la taille moyenne maximale des terrains à usage d'habitat pavillonnaire autorisée dans le SCoT Grand Amiénois est de 700 m²). Au-delà d'un hectare les projets sont soumis à autorisation environnementale unique ou déclaration (rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau).</p>	
REFERENCES	<p>Lien avec le SDAGE Dispositions A-2.1 et C-2.1 du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021</p> <p>Lien avec le PAGD D27, D28, D29</p>	
REFERENCES REGLEMENTAIRES	<p>Fondement de la règle au regard de l'article R. 212-47 du code de l'environnement :</p> <p><i>« Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut [...] :</i></p> <p><i>2° pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :</i></p> <p><i>a) aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous-bassin ou le groupement de sous bassins concerné ».</i></p>	
ENONCE DE LA REGLE	<p>Tout projet conduisant à une imperméabilisation nouvelle supérieure à 1 500m², et non soumis à déclaration ou autorisation au titre de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau (articles L. 214-1 et suivants et articles R. 214-1 et suivants du code de l'environnement) doit respecter la gestion par infiltration à l'échelle de la parcelle en ayant recours à des techniques alternatives à la collecte par le réseau public et adaptées aux caractéristiques des sols.</p> <p>Les opérations pour lesquelles le pétitionnaire démontre des contraintes strictement techniques et/ou réglementaires d'aménagement ne permettant pas l'infiltration à la parcelle mettent en place une gestion par stockage-restitution. Elle est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vers le milieu superficiel en respectant les capacités du milieu récepteur, • avec un relai du réseau d'assainissement pluvial (en respectant les prescriptions du règlement d'assainissement). <p>En tout état de cause, les aménagements de gestion des eaux pluviales réalisés visent une amélioration de la gestion des eaux pluviales et permettent <i>a minima</i> d'éviter toute aggravation des ruissellements en amont et en aval du projet.</p>	

LOCALISATION	Bassin versant du SAGE
--------------	------------------------

PROTEGER LES ZONES HUMIDES		Article 3
CONTEXTE ET JUSTIFICATION TECHNIQUE	<p>Les zones humides assurent plusieurs fonctions essentielles et rendent des services écosystémiques au territoire. Elles assurent notamment des fonctionnalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • hydrologiques : écrêtement des crues, soutien d'étiage • biologiques et écologiques : réservoirs de biodiversité, autoépuration des eaux • climatiques : régulation des microclimats • économiques : activités touristiques et de loisir, élevage... 	
	<p>Les modifications d'occupation du sol et les activités anthropiques génèrent des pressions sur les zones humides et peuvent être à l'origine de la dégradation de leurs fonctionnalités. Il apparaît donc nécessaire de préserver ces espaces sensibles.</p>	
	<p>La présente règle s'adresse aux pétitionnaires concernés par un projet soumis à autorisation environnementale unique ou déclaration en application des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE et définie à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement - rubrique 3.3.1.0) ou soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement en application des articles L.511-1 et suivants du Code de l'environnement.</p>	
	<p>La rubrique 3.3.1.0 précise que les projets d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais sont soumis à autorisation si la zone asséchée ou mise en eau est supérieure ou égale à 1 ha. Si cette zone asséchée ou mise en eau est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha le projet est soumis à déclaration. Les projets pour lesquels la zone asséchée ou mise en eau est inférieure ou égale à 0,1 ha ne sont pas soumis à autorisation ou déclaration IOTA et ne sont donc pas concernés par cette règle.</p> <p>La présente règle vise à imposer une réglementation plus contraignante que la réglementation existante sur les zones humides (carte 11 - méthodologie de réalisation présentée en annexe) afin d'éviter leur dégradation et de préserver leurs fonctionnalités importantes sur le bassin versant.</p>	
REFERENCES	<p>Lien avec le SDAGE Dispositions A-5.1 et A-9.3 du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021</p> <p>Lien avec le PAGD D70, D73</p>	
REFERENCES REGLEMENTAIRES	<p>Fondement de la règle au regard de l'article R. 212-47 du code de l'environnement :</p> <p>« Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut [...] :</p> <p>2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :</p> <p>b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article L. 511-1 ».</p>	

<p>ENONCE DE LA REGLE</p>	<p>1- Les nouvelles opérations d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais d'une zone humide sont interdites.</p> <p>Cette règle s'impose aux nouveaux projets soumis à autorisation environnementale unique ou à déclaration en application des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE et définie en annexe de l'article R. 214-1, rubrique 3.3.1.0.) ou soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement en application des articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement.</p> <p>Cette règle s'applique sur toutes les zones humides identifiées en carte 11 (méthodologie de réalisation présentée en annexe 1) hormis si le pétitionnaire est en capacité d'infirmer, à la suite d'une étude complémentaire, le caractère humide de la zone impactée par le projet.</p> <p>2- Ne sont pas concernés par cette règle les projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclarés d'utilité publique ou d'intérêt général ; • Contribuant à la restauration de la qualité hydromorphologique et écologique des milieux aquatiques ; • Permettant le maintien de l'élevage herbagé en zones humides et la préservation de leurs fonctionnalités ; • Concernant les extensions cumulées d'activités industrielles soumises à nomenclature ICPE dans la limite totale de 5 000 m². <p>L'application de la présente règle intervient en complément de la réglementation IOTA ou ICPE définies par les articles L.2014-1 et suivants et L.511-1 et suivants du Code de l'environnement et ne saurait en aucun cas se substituer à celle-ci.</p>
<p>LOCALISATION</p>	<p>Carte des zones humides (Carte 11 et atlas)</p>

COMPENSER LA DESTRUCTION DE ZONES HUMIDES AU SEIN D'UN MEME BASSIN VERSANT		Article 4
CONTEXTE ET JUSTIFICATION TECHNIQUE	<p>Le territoire du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers est composé de 13 masses d'eau superficielles continentales, soit plus de 600 km de cours d'eau et 336 km² de zones à dominante humide, notamment dans la vallée de la Somme, considérée comme la plus vaste tourbière alcaline d'Europe du nord.</p> <p>1- De manière générale, la disposition A-9.3 du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021 impose l'application du principe « Eviter, Réduire, Compenser » pour les pétitionnaires porteurs de dossiers prévoyant une atteinte à la zone humide au sens de la police de l'eau. La disposition précise notamment que « les mesures compensatoires devront se faire, dans la mesure du possible, sur le même territoire de SAGE que la destruction » et doivent permettre la restauration ou la création de zones humides « équivalentes sur le plan fonctionnel ».</p> <p>2- Compte-tenu de la superficie du territoire du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers (4 523 km² sur 569 communes) la règle de compensation du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021 est à préciser.</p>	
REFERENCES	<p>Lien avec le SDAGE Disposition A-9.3 du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021</p> <p>Lien avec le PAGD D71, D74</p>	
REFERENCES REGLEMENTAIRES	<p>Fondement de la règle au regard de l'article R. 212-47 du code de l'environnement :</p> <p>« Le règlement du schéma d'aménagement et de gestion des eaux peut [...] :</p> <p>2° pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables [...] :</p> <p>b) aux installations, ouvrages, travaux ou activités visés à l'article L. 214-1 ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article L. 511-1 »</p>	
ENONCE DE LA REGLE	<p>Pour toute opération d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais d'une zone humide, les mesures compensatoires doivent être prioritairement réalisées sur le même bassin versant des masses d'eau superficielles du SAGE que la zone humide impactée.</p> <p>Cette règle s'impose aux nouveaux projets soumis à autorisation environnementale unique ou à déclaration en application des articles L. 214-1 du code de l'environnement (nomenclature en vigueur au jour de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE et définie à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement - rubrique 3.3.1.0.) ou soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement en application des articles L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Dans le cas où le pétitionnaire justifie d'une indisponibilité foncière ou d'une infaisabilité technique il doit <i>a minima</i> compenser la destruction de zone humide au sein de la même masse d'eau superficielle ou en dernier recours sur un site de compensation agréé au sein du territoire du SAGE.</p>	
LOCALISATION	<p>Carte des bassins versants (Carte 12 et atlas)</p>	

5. Annexe : Méthodologie de délimitation des zones humides du territoire (carte 11)

Pour rappel, il n'existe pas de délimitation des zones humides du territoire réalisée lors de l'élaboration des documents du SAGE. Cependant des études ont été réalisées de manière ponctuelle au sein du territoire de la Somme aval et des Cours d'eau côtiers.

La carte 11 a ainsi été établie par compilation des données existantes sur la présence de zones humides effectives, à savoir :

- La cartographie des habitats d'intérêt communautaire humides des Zones Spéciales de Conservation (Natura 2000) du territoire :
 - « Estuaires et littoral picards » (FR2200346),
 - « Marais arrières-littoraux picards » (FR 2200347),
 - « Marais et monts de Mareuil-Caubert » (FR 2200354),
 - « Basse Vallée de la Somme de Pont-Rémy à Breilly » (FR 2200355),
 - « Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie » (FR2200356),
 - « Tourbières et marais de l'Avre » (FR2200359),
 - « Réseaux de coteaux et vallée du bassin de la Selle » (FR 2200362).
- La délimitation et la caractérisation des zones humides au 1/10 000^e réalisées, en 2012, sur les sous-bassins versants de l'Avre et des Trois Doms par la DREAL Picardie sur la base du critère phytosociologique.
- La cartographie des prairies humides (prairies hygrophiles et mésohygrophiles) délimitées au sein des sites pilote des « Projets de maintien de l'Agriculture en zones humides » de la Plaine Maritime Picarde (PMP) par le Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral picard.

SAGE

SOMME AVAL
ET COURS D'EAU CÔTIERS



Document réalisé par l'EPTB Somme - Ameva
pour la Commission Locale de l'Eau du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers



Virginie SENÉ
Chargée de projet SAGE
Somme aval et Cours d'eau côtiers

32 route d'Amiens
80480 DURY
03 22 33 09 97
v.sene@ameva.org

Avec le soutien technique et financier :





DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
DE LA SOMME

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS DE LA VALLEE DE LA SOMME ET DE SES AFFLUENTS



Vu pour être annexé à l'arrêté
du - 2 AOUT 2012

Le Préfet,

Michel DELPUECH

SOMMAIRE

1.CHAMP D'APPLICATION DU PPRI.....	3
2.PRINCIPES.....	5
3.TYPES DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE.....	6
3.1.CARACTÉRISTIQUES DU ZONAGE.....	6
3.2.ZONAGE ET RÉGLEMENT ASSOCIÉ.....	6
3.3.NIVEAU DE RÉFÉRENCE À PRENDRE EN COMPTE.....	7
4.MESURES GÉNÉRALES.....	7
4.1.SYNDICAT D'ÉTUDES GÉNÉRALES.....	7
4.2.EXERCICE DES COMPÉTENCES	7
4.3.SUIVI DES PRESCRIPTIONS DU PPRI.....	7
5.DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES SUR LES ZONES 1, 2, 3 ET 4.....	8
5.1.AMÉNAGEMENT ET GESTION DES EAUX.....	8
5.2.CONSTRUCTIONS ET OUVRAGES.....	9
5.3.ACTIVITÉS AGRICOLES ET HORTICOLES.....	11
5.4.RÉSEAUX, INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS.....	11
5.5.ACTIVITÉS DE LOISIRS.....	12
6.DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX ZONES.....	13
6.1. DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES ZONES DE TYPE 1.....	13
6.1.1.Aménagement et gestion des eaux	13
6.1.2.Constructions et ouvrages.....	13
6.1.3.Activités agricoles et horticoles.....	14
6.1.4.Équipements publics.....	14
6.1.5.Assainissement.....	15
6.1.6.Structures de sports et de loisirs.....	15
6.1.7.Carrières d'extractions de matériaux.....	16
6.1.8.Fouilles archéologiques.....	16
6.2.DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES ZONES DE TYPE 2.....	16
6.2.1.Constructions et ouvrages.....	16
6.2.2.Activités agricoles et horticoles.....	16
6.2.3.Équipements publics.....	17
6.2.4.Structures de sports et de loisirs.....	17
6.3.DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES ZONES DE TYPE 3.....	17
6.3.1.Constructions et ouvrages.....	17
6.3.2.Assainissement.....	18
6.3.3.Équipements publics.....	18
6.4.DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE DE TYPE 4.....	18
6.4.1.Constructions et ouvrages.....	18
6.4.2.Équipements publics.....	18
7.DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....	18
7.1.GESTION DE CRISE.....	19

7.1.1. <i>Plan d'information des habitants</i>	19
7.1.2. <i>Plan d'évacuation des établissements recevant du public</i>	19
7.1.3. <i>Circulation et accessibilité des zones inondées</i>	20
7.2. MESURES DE GESTION ET DE PRÉVENTION DES EAUX DE RUISSELLEMENTS.....	20
7.2.1. <i>Ouvrages et construction</i>	20
7.2.2. <i>Pratiques agricoles</i>	20

1. Champ d'application du PPRI

Le PPRI s'applique à 118 communes de la vallée de la Somme et de ses affluents soumises aux risques d'inondations, en application de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 portant élaboration du PPRI pour la vallée de la Somme et de ses affluents.

Arrondissement d'Abbeville

Canton d'Abbeville	Canton d'Ailly le Haut Clocher	Canton de Hallencourt
Abbeville Bray les Mareuil Cambron Eaucourt sur Somme Epagne-Epagnette Grand Laviers Mareuil Caubert	Cocquerel Long Pont-Rémy	Fontaine sur Somme Bailleul Erondelle Liercourt Limeux Longpré les Corps Saints
Canton de Moyenneville	Canton de St Valéry/Somme	
Cahon Huchenneville	Mons Boubert Boismont Pendé Saigneville St Valéry/Somme	

Arrondissement d'Amiens

Canton d'Amiens	Canton de Boves	Canton de Conty
Amiens Argoeuves Cagny Camon Dreuil les Amiens Longueau Pont de Metz Rivery Saint Sauveur	Blangy Tronville Boves Cottenchy Dommartin Fouencamps Glisy Guyencourt/Noye Hailles Remiencourt Saleux Salouel Thezy-Glimont Vers sur Selle	Bacouel Plachy Buyon
		Canton de Villers-Bocage
		Querrieu Pont-Noyelles
Canton de Corbie	Canton de Molliens-Dreuil	Canton de Picquigny
Aubigny	Molliens Dreuil	Ailly sur Somme

Bonnay	Oissy	Belloy sur Somme
Bussy les Daours	Riencourt	Bouchon
Corbie		Bourdon
Daours		Breilly
Fouilloy		Condé Folie
Hamelet		Crouy St Pierre
Heilly		Flixecourt
Lamotte Brebière		Hangest/Somme
Le Hamel		La Chaussée Tirancourt
Ribemont sur Ancre		Le Mesge
Vaire sous Corbie		L'Etoile
Vaux sur Somme		Picquigny
Vecquemont		Soues
		Yzeux

Arrondissement de Péronne

Canton d'Albert	Canton de Bray/Somme	Canton de Péronne
Albert	Bray sur Somme	Allaines
Authuille	Cappy	Biaches
Aveluy	Cerisy	Barleux
Beaucourt sur l'Ancre	Chipilly	Cléry/Somme
Beaumont Hamel	Eclusier Vaux	Doingt-Flamicourt
Bécardel Bécourt	Etinehem	Feuillères
Buire sur l'Ancre	Frise	Péronne
Dernancourt	La Neuville les Bray	
Grandcourt	Méricourt l'Abbé	
Irles	Méricourt sur Somme	
Méaulte	Morcourt	
Miraumont	Sailly Laurette	
Thiepval	Sailly le Sec	
	Suzanne	
	Treux	
	Ville sur Ancre	
		Canton de Combles
		Hem Monacu

2. Principes

Les principes généraux du PPRI sont de :

- garantir la cohérence de la gestion hydraulique et de l'aménagement du bassin versant, et de préserver des champs d'expansion des crues, et favoriser le libre écoulement des eaux superficielles et souterraines,
- assurer la sécurité des personnes, notamment leur sécurité sanitaire et, lors du phénomène d'inondation, leur sécurité physique.

Les principes liés à l'aménagement et à l'entretien des espaces naturels ou agricoles sont de :

- maintenir les caractéristiques des zones naturelles et valoriser les zones humides,
- assurer l'aménagement et l'entretien préventifs des cours d'eau et de leurs abords par les maîtres d'ouvrages dans le cadre de leurs compétences,
- éviter tout endiguement ou remblai qui ne serait pas justifié par la protection de lieux urbanisés,
- valoriser les activités, notamment le tourisme et les activités sportives ou de loisir liées à la nature, qui s'intègrent dans les milieux naturels et les paysages et contribuent à leur gestion,
- maintenir la qualité et la diversité des terrains agricoles, assurer leur entretien, favoriser les pratiques qui permettent une gestion des eaux de pluie à la parcelle.

Les principes liés aux espaces urbanisés et aux infrastructures sont de :

- limiter strictement l'urbanisation et l'aménagement des zones les plus exposées au phénomène d'inondation ou qui présentent un caractère naturel,
- limiter l'imperméabilisation des sols et mettre en place des aménagements qui réduisent les ruissellements,
- adapter les réseaux de transport aux phénomènes d'inondations, en définissant des axes pour l'organisation des secours en cas d'inondation,
- développer des réseaux publics, notamment les réseaux d'eau et d'assainissement, d'électricité et de télécommunication, qui prennent en compte les inondations,
- interdire ou limiter les dépôts et les stockages de matériaux de toute nature ou des produits polluants ou dangereux.

Les principes liés aux constructions sont de :

- assurer la qualité, la pérennité et la sécurité des constructions,
- assurer la sécurité physique et sanitaire des personnes,
- garantir la pérennité des ouvrages et des équipements publics afin d'assurer un service public permanent ou adapté, notamment en cas d'inondation.

Les aménagements doivent être évalués en fonction de leur impact environnemental, social et économique.

3. Types du zonage réglementaire

3.1. Caractéristiques du zonage

La cartographie du zonage réglementaire définit quatre zones, avec des objectifs différents pour la prévention du risque d'inondation, auxquelles sont attribuées des recommandations et prescriptions spécifiques exposées dans le présent règlement.

Type de zone	Caractéristiques principales	Objectifs et exigences
1	Zones soumises à un aléa important ou présentant des caractéristiques naturelles à préserver	<ul style="list-style-type: none"> Le libre écoulement des eaux superficielles et souterraines ainsi que le maintien des caractéristiques naturelles sont assurés, avec la possibilité de préserver ou de créer des champs d'expansion de crue. Les constructions et les ouvrages existants peuvent être maintenus, en permettant des adaptations.
2	Zones soumises à un aléa significatif et à vocation d'activités agricoles et de loisirs	<ul style="list-style-type: none"> L'écoulement des eaux superficielles et souterraines est facilité. Le développement des constructions et des ouvrages est limité. Les aménagements ne conduisent pas à augmenter l'exposition au risque d'inondation.
3	Zones soumises à un aléa et à vocation urbaine	<ul style="list-style-type: none"> Le fonctionnement hydraulique n'est pas entravé. Les aménagements doivent prendre en compte le risque d'inondation.
4	Zones sensibles aux remontées de nappe en sous-sol et à vocation urbaine	<ul style="list-style-type: none"> Les constructions sont adaptées aux caractéristiques du sous-sol.

Des recommandations afin de lutter contre les phénomènes de ruissellement et d'érosion sont formulées dans le présent règlement pour les territoires communaux situés en dehors des zones 1, 2, 3, 4.

3.2. Zonage et règlement associé

Si un secteur est dans le périmètre du PPRI mais ne fait partie d'aucune zone d'aléas du PPRI, seules les dispositions figurant aux chapitres 4 et 7 du présent règlement s'appliquent.

Le règlement est celui de la zone dans laquelle la construction, l'ouvrage, l'aménagement ou l'exploitation existants ou projetés ou une partie fonctionnelle et indépendante de la construction, l'ouvrage, l'aménagement ou l'exploitation existants ou projetés se situe.

Une parcelle peut être partagée entre deux ou plusieurs zones. Chaque partie de la parcelle doit respecter les réglementations concernant son classement. Si la totalité ou une partie fonctionnelle et indépendante d'un ouvrage ou d'une construction se situe sur deux zones, la réglementation qui s'applique est la plus favorable à l'utilisateur, à l'exception des campings.

Les dispositions du PPRI s'appliquent sous réserve du respect des autres textes législatifs et réglementaires en vigueur, en particulier :

- du Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 214-1 et suivants,
- du Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 480-4 et suivants,

- du Code de la Construction et de l'Habitation,
- du Code des Assurances,
- des documents d'urbanisme en vigueur.

3.3. Niveau de référence à prendre en compte

L'intensité du phénomène inondation est définie par les cartographies des aléas, en prenant en compte un phénomène d'occurrence centennale sauf dans le cas où un phénomène plus grave a été constaté.

Pour les zones de type 1 à 4, le niveau de référence utilisé pour le règlement du PPRI est basé sur le niveau de l'aléa.

Niveau d'aléa	Niveau de référence pris en compte
aléa faible	le niveau moyen du sol naturel impacté par le projet
aléa moyen	0,5 m au-dessus du sol naturel impacté par le projet
aléa fort	1,0 m au-dessus du sol naturel impacté par le projet
zone sensible aux remontées de nappe en sous-sol	pas défini

4. Mesures générales

4.1. Syndicat d'études générales

Un syndicat réunissant une partie significative des communes, des groupements et des autres collectivités ayant une compétence dans le domaine de l'eau est constitué. Il conduit des études afin de définir des principes généraux ou particuliers d'aménagement hydraulique et d'entretien des vallées.

4.2. Exercice des compétences

Dans les domaines en lien avec la prévention des risques d'inondation, les collectivités locales peuvent déléguer leurs compétences afin de permettre une politique plus efficace.

La structure qui a délégué la compétence et la structure qui exerce la compétence sont, à tout moment, en mesure de montrer que la compétence est exercée.

4.3. Suivi des prescriptions du PPRI

Les services de l'État ou les maires peuvent consulter et demander à être destinataires des éléments d'études prévues dans le PPRI.

5. Dispositions générales applicables sur les zones 1, 2, 3 et 4

Pour les zones 1, 2, 3 et 4, sous réserves des prescriptions propres à chacune des zones, la réalisation, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations doivent respecter les dispositions suivantes

5.1. Aménagement et gestion des eaux

point 1 Écoulement des eaux

Les constructions, ouvrages ou aménagements ne doivent pas avoir d'effet gênant sur l'écoulement des eaux superficielles et souterraines. Dans le cas où les constructions, ouvrages ou aménagements ont un effet sur l'écoulement, le maître d'ouvrage doit en expliquer les conséquences dans toute demande.

point 2 Impact sur les autres parcelles

Les aménagements ne doivent pas conduire à aggraver les risques sur une autre parcelle.

point 3 Aménagements hydrauliques

Sont autorisés :

- les ouvrages et aménagements hydrauliques et portuaires, ou les constructions nécessaires à leur gestion et développement,
- les aménagements nécessaires aux liaisons fluviales (quais, embarcadères, hangars à bateaux ...), à l'exclusion de toute autre construction.

point 4 Ouvrages d'art, buses et ouvrages divers de transit de l'eau

Les ouvrages d'art, les buses et les ouvrages divers de transit de l'eau sont dimensionnés de manière à évacuer le débit ponctuel maximum d'une crue au moins centennale.

point 5 Ouvrages de protection

La construction ou l'aménagement de digue ou de tout ouvrage équivalent susceptible de réduire le champ d'expansion de crue n'est autorisé que pour protéger des constructions ou des ouvrages existants, sous réserve de l'application des textes législatifs et réglementaires en vigueur notamment le code de l'environnement.

Un plan de gestion des digues ou des ouvrages équivalents est établi et mis à jour. Il est adressé au service de l'Etat chargé de la police de l'eau. Pour les ouvrages existants, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRI pour élaborer ce plan.

point 6 Vannages et dispositif de gestion

Les vannages et les dispositifs de gestion des cours d'eau et des plans d'eau doivent être autorisés dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. L'autorisation doit préciser pour chaque ouvrage les modalités de gestion mises en œuvre lors d'un épisode de crue ainsi que les conditions de leur manœuvrabilité et de leur maintenance.

Pour les ouvrages existants, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRI pour élaborer ce document ou à le mettre à jour et le communiquer au service chargé de la police de l'eau.

point 7 Entretien des cours d'eau

i Diagnostics périodiques

Un diagnostic de l'état des cours d'eau, biefs et fossés est effectué par le maître d'ouvrage tous les 5 ans. Un plan de gestion et d'entretien est élaboré sur la base de ce diagnostic. Il est communiqué au service de l'Etat chargé de la police de l'eau.

ii Entretiens courants

L'entretien des cours et des berges est autorisé dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. En particulier, les travaux d'entretien des cours d'eau devront respecter la section « entretien et restauration des milieux aquatiques » du code de l'environnement.

Les produits de curage sont éliminés selon la réglementation en vigueur.

iii Entretien des cours d'eau non domaniaux

Le maître d'ouvrage assure :

- l'absence d'arbres morts, embâcles, atterrissements, en particulier à proximité des ouvrages,
- le bon état des ouvrages hydrauliques et, le cas échéant, leur manœuvrabilité,
- le bon entretien de la végétation des berges et des haies,
- la stabilité des berges.

En cas d'absence d'entretien sur des secteurs privés des cours d'eau non domaniaux, la collectivité locale se substitue au propriétaire riverain aux frais de ces derniers.

iv Entretien des cours d'eau domaniaux

L'entretien des cours d'eau domaniaux est assuré selon les mêmes dispositions par les propriétaires riverains et par le gestionnaire du lit suivant leurs compétences.

point 8 Puits et forages

Les ouvertures dans le sol qui permettent d'avoir accès à la nappe d'eau souterraine, notamment les puits ou les forages, situées en dessous du niveau de référence augmenté de 1 mètre doivent être équipées d'un système d'obturation.

Ces ouvertures doivent être obturées en cas d'annonce de crue.

5.2. Constructions et ouvrages

Rappel des éléments à fournir lors de nouveaux projets

Le dossier de permis ou de déclaration préalable devra comporter un plan en coupe du terrain et de la construction. Ce plan de coupe devra faire apparaître le profil du terrain avant et après travaux et l'implantation de la ou des constructions par rapport au profil du terrain conformément à l'article R431-10 du code de l'urbanisme. De plus, les cotes du plan de masse du projet architectural seront rattachées au système altimétrique de référence du plan de prévention des risques, conformément à l'article R431-9 du code de l'urbanisme.

point 1 Constructions et ouvrages existants

Conformément à l'article R.562-5 du code de l'environnement, relatif aux Plans de Préventions des Risques Naturels Prévisibles, sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés

antérieurement à la date d'approbation du PPRI, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures.

L'utilisation des ouvrages et construction peut être maintenue.

point 2 Étude préalable

Une étude préalable doit être effectuée pour la réalisation de toute construction, extension ou ouvrage dont l'emprise au sol est supérieure à 20 m², ou pour tous travaux significatifs sur une construction ou un ouvrage existant.

Cette étude préalable comprendra une étude de sol lorsque le projet a pour effet de réaliser un assainissement autonome. L'étude de sol est effectuée selon les prescriptions de la norme en vigueur. Les caractéristiques de la construction ou de l'ouvrage, notamment le dimensionnement des fondations et la nature des matériaux utilisés, doivent prendre en compte l'étude de sol.

Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant de la réalisation de l'étude préalable doit être jointe à la demande de permis de construire conformément à l'article R431-16 du code de l'urbanisme.

point 3 Structures et matériaux

L'aléa d'inondation doit être pris en compte pour définir les modalités de réalisation des ouvrages ou des constructions ou pour tous travaux significatifs sur une construction ou un ouvrage existant, notamment pour le choix des matériaux et le dimensionnement des structures.

Pour toute partie de construction située au-dessous du niveau de référence augmenté de 0,5 mètre, seuls les matériaux qui ne sont pas putrescibles ou sensibles à la corrosion peuvent être utilisés.

Afin de prévenir les remontées par capillarité, des joints anti-capillarités sont disposés dans les constructions, notamment dans les murs, cloisons ou refends.

point 4 Organisation des lieux de vie et accès

Pour les constructions, ouvrages, aménagements, des dispositions sont prises par le maître d'ouvrage ou le constructeur pour minimiser les dégradations sur les biens et faciliter l'évacuation des habitants lors de phénomènes d'inondations.

L'organisation des lieux de vie, les accès et les dispositifs de sécurité doivent prendre en compte l'aléa d'inondation.

point 5 Équipements

Les installations électriques, électroniques, micromécaniques, les vannes, les systèmes de comptage, les dispositifs de sécurité et, de manière générale, les éléments sensibles des réseaux sont placés au-dessus du niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

Les appareils de chauffage, de refroidissement et, de manière générale, les divers équipements sensibles sont placés au-dessus d'un niveau correspondant au niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

Ces prescriptions sont à prendre en compte notamment lors d'un projet de construction neuve, de travaux de réhabilitation ou de restauration ou de tous les autres travaux majeurs sur les ouvrages ou les constructions existantes.

point 6 Exploitation

Sur l'ensemble des zones, l'exploitation ou l'utilisation de bâtiments, d'installations ou d'infrastructures en zones soumises à un aléa d'inondation fait l'objet d'une gestion adaptée et décrite, ainsi que d'une information des usagers.

Les installations d'extérieur, à l'exclusion de celles aisément déplaçables par deux personnes, sont ancrées ou rendues captives.

point 7 Installations classées

Les installations classées pour la protection de l'environnement sont exploitées de manière à éviter ou à réduire toute atteinte à l'environnement liée à l'aléa d'inondation.

L'évaluation des risques et les dispositions prises sont détaillées dans un registre tenu sur le site à disposition des services de l'Etat chargés de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Les maîtres d'ouvrage de ces établissements disposent de 3 ans à compter de la date d'approbation du PPRI pour établir ce registre.

point 8 Produits polluants

Les structures de stockage de matières répertoriées dans la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sont placées au-dessus du niveau de référence augmentée de 0,5 mètre et ancrées au sol, sauf prescriptions techniques particulières autorisées par le préfet.

Les maîtres d'ouvrage disposent d'un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRI pour réaliser les travaux sur les ouvrages existants.

Les structures de stockage sont à déclarer auprès des mairies sous un délai d'1 an à compter de la date d'approbation du PPRI.

Dans un délai de 3 ans à compter de la date d'approbation du PPRI, puis à chaque modification des ouvrages, les maîtres d'ouvrage des installations doivent déclarer à leur assureur l'existence de ces stockages, les mesures de prévention prises sur les constructions voisines pour protéger ces stockages et les mesures qu'ils s'engagent à prendre à l'annonce par les services de l'Etat de l'existence d'une situation de risque.

5.3. Activités agricoles et horticoles

Les prairies en bord de cours d'eau utilisées comme pâture doivent être clôturées afin de limiter la destruction des berges par le bétail.

5.4. Réseaux, infrastructures et équipements publics

point 1 Réseaux

i Réseaux

Les divers réseaux aériens ou souterrains, notamment les réseaux d'alimentation en eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales, de gaz, d'électricité et de téléphone, sont autorisés.

ii Locaux techniques

Les locaux techniques sans occupation humaine permanente et les dispositifs associés pour les divers réseaux sont autorisés. Ils doivent pouvoir fonctionner et être accessibles à tout moment, notamment en cas d'inondation.

Le premier niveau de plancher des locaux techniques construits ou mis en place à compter de la date d'approbation du PPRI est placé au-dessus du niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

iii Diagnostic des réseaux

Le maître d'ouvrage doit établir un diagnostic des réseaux et définir les mesures permettant de garantir leur stabilité et leur pérennité, notamment :

- les mesures préventives destinées à diminuer la vulnérabilité des équipements et installations futures ou des installations existantes en cas de remplacement,
- les mesures à prendre pendant une inondation pour prévenir les dégâts causés par les eaux, en identifiant précisément les ressources internes et externes mobilisées,
- les mesures prises pendant l'inondation pour assurer un service minimal et pour assurer la continuité des services prioritaires,
- les procédures d'auscultation et de remise en état après l'inondation.

Le diagnostic est régulièrement mis à jour.

Pour les réseaux existants, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRI pour établir ce diagnostic.

point 2 Infrastructures de transport

L'aménagement ou la construction d'infrastructures de transport routier, ferroviaire ou fluvial est autorisé. Dans la mesure du possible, les chaussées sont conçues et réalisées avec des matériaux pas ou peu sensibles à l'eau. Si ces chaussées sont perpendiculaires à l'écoulement des eaux, la transparence hydraulique doit être assurée.

L'aménagement ou la construction d'infrastructures de transport doux notamment les voies pédestres et les pistes cyclables est autorisé.

point 3 Établissements publics

Les maîtres d'ouvrage d'établissements publics, notamment les établissements culturels et les bâtiments administratifs, situés en zone inondable, réalisent une analyse détaillée de la vulnérabilité de leur établissement face à l'inondation. À l'issue de cette analyse, le maître d'ouvrage prend toutes dispositions constructives visant à réduire la vulnérabilité et à sauvegarder le patrimoine menacé. Le maître d'ouvrage élabore un plan de protection contre les inondations qui identifie les enjeux menacés et les ressources internes et externes à mobiliser pour leur protection.

Pour les établissements existants, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 5 ans pour élaborer ce plan à compter de la date d'approbation du PPRI.

5.5. Activités de loisirs

Les dates d'ouvertures des terrains de camping et de caravanage sont définies annuellement, en prenant en compte le risque d'inondation, dans le courant du mois de janvier, par le représentant de l'Etat, après consultation des instances professionnelles.

Les caravanes sont toujours immédiatement mobiles. Elles doivent être déplacées en cas d'annonce de crue.

6. Dispositions spécifiques aux zones

6.1. Dispositions applicables dans les zones de type 1

Outre les dispositions prévues à l'article 5, les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations sont interdits à l'exception de ceux mentionnés ci dessous.

6.1.1. Aménagement et gestion des eaux

Sont autorisés avec évacuation des matériaux en dehors des zones inondables et sous réserve de l'application des textes législatifs et réglementaires en vigueur :

- les travaux nécessaires au drainage des parcelles et à la circulation des eaux,
- la réalisation de stationnement pour barques par entaille dans la berge, sous réserve d'une protection de berge adaptée,
- la création ou le remblai d'étangs en définissant la nature des plantations mises aux abords des étangs adaptées aux conditions hydrologiques et de pédologie.

Sont autorisés les travaux liés à l'entretien des étangs.

Est autorisée la réalisation de passerelles à usage uniquement piétonnier sous réserve que l'ouvrage soit, en son centre, surélevé d'un mètre par rapport au niveau de référence.

6.1.2. Constructions et ouvrages

point 1 Rénovation et aménagement

Est autorisée la rénovation ou l'aménagement des constructions existantes, sous réserve de :

- assurer la sécurité des occupants,
- réduire la vulnérabilité des biens,
- ne pas créer de surface de plancher sous le niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

Sont autorisés les aménagements visant à l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Est autorisé l'aménagement de niveaux supplémentaires et leurs accès, même extérieurs.

Sont autorisées les types de clôtures suivants :

- les clôtures à structure aérée (grille, grillage, bois ajouté....) à fils ou à grillage ne gênant pas le libre écoulement des eaux,
- uniquement sur justification fonctionnelle, architecturale ou technique, d'autres types de clôtures pourront être admises en prenant toute mesure utile pour limiter l'effet d'obstacle à l'écoulement (section de clôtures fusibles, ouvertures ajourées en pied de mur, ...)

point 2 Extensions

Sont autorisées les extensions strictement nécessaires à des mises aux normes liées aux conditions d'habitation ou de sécurité, notamment aux conditions sanitaires et au chauffage, dont l'emprise au sol est inférieure à 20 m² pour l'ensemble des travaux à effectuer.

point 3 Réparation ou reconstruction

Sont autorisées les réparations ou les reconstructions, de bâtiments détruits en tout ou en partie à la suite d'un sinistre accidentel dans un délai de cinq ans dans les conditions du point 1.

Dans le cas de réparations, un diagnostic préalable doit être établi par un organisme indépendant.

point 4 Changement de destination

Sont autorisés les changements de destination n'ayant pas pour conséquence un accroissement significatif de la présence humaine en zone inondable.

point 5 Installations classées

Sont autorisés les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations classées existantes visées par la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

6.1.3. Activités agricoles et horticoles

point 1 Bâtiments

Sont autorisés :

- les bâtiments et installations agricoles pour le maraîchage, l'hortillonnage ou la pisciculture, hormis les bâtiments relevant du régime des installations classées, sous réserve qu'ils soient directement liés et indispensables au fonctionnement d'une exploitation agricole,
- les aménagements et les constructions nécessaires pour la mise aux normes et la modernisation des bâtiments d'élevage dans le cadre de la réglementation existante,
- les abris à claire-voie pour animaux.

En aléa faible et en aléa sensible, sont autorisés les bâtiments et installations agricoles y compris les serres permanentes et les bâtiments à vocation d'élevage, relevant ou non du régime des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que les constructions neuves à usage d'habitation justifiée par la nécessité d'une présence in situ, sous réserve qu'ils soient directement liés et indispensables au fonctionnement de l'exploitation agricole. En ce qui concerne les constructions neuves à usage d'habitation, le premier niveau de plancher doit être situé à plus de 0,5 mètre au-dessus du niveau de référence.

point 2 Bassins de décantation

Est autorisée l'exploitation des bassins de décantation de l'industrie agroalimentaire existants sans augmentation de l'emprise au sol.

point 3 Réseaux d'irrigation et de drainage

Sont autorisés les réseaux d'irrigation et de drainage et leurs équipements, sous réserve de l'application des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

point 4 Cultures et plantations

Sont autorisés :

- les cultures annuelles, les pacages, les aménagements de parcs et jardins sans possibilité d'y inclure une construction,
- les plantations d'arbres élagués du niveau du sol jusqu'à 2 mètres de hauteur et les plantations de haies arbustives,
- le renouvellement de forêt alluviales par régénération naturelle, sous réserve de leur entretien et notamment l'évacuation des bois morts.

6.1.4. Équipements publics

Sont autorisés les parkings dont la surface est perméable sous réserve que :

- ils ne soient pas construits sur remblais,

- les dispositifs de gestion des eaux de pluie permettent une gestion sur place et de retenir les pollutions,
- le risque d'inondation soit affiché de manière visible et permanente.

Les parkings sont qualifiés de perméables lorsque leur perméabilité est au minimum de 10-6 m/s. Sont ainsi acceptés les parkings enherbés. Les matériaux de type enrobé de voirie sont à proscrire.

6.1.5. Assainissement

point 1 Assainissement collectif

Est autorisée la réhabilitation, l'extension limitée ou la reconstruction sur place ou à proximité des ouvrages de traitement des eaux usées existants.

L'ensemble des dispositifs de gestion mécaniques ou électro-mécaniques doit être situé au-dessus du niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

Le système d'assainissement, notamment l'ouvrage de traitement, doit empêcher tout départ de matière polluante en cas d'inondation. Les remblais strictement limités à la mise hors d'eau des ouvrages et des bâtiments sont autorisés.

point 2 Assainissement non collectif

Les systèmes d'assainissement non collectifs sont autorisés. Une étude de définition de filières doit être conduite, à l'endroit précis de la construction prévue. Le système d'assainissement doit empêcher tout départ de matière polluante en cas d'inondation.

6.1.6. Structures de sports et de loisirs

point 1 Accueil de structures provisoires

Sont autorisées les structures provisoires démontables en moins de 48 heures, notamment les structures flottantes, les baraquements, les tribunes et les tentes.

point 2 Terrains de camping et de caravanage

Est autorisée l'exploitation de terrains de camping et de caravanage existants à compter de la date d'approbation du PPRI, sans augmentation de leur capacité.

Le risque d'inondation est affiché en permanence et de manière lisible, en bilingue, en différents points du site.

Le maître d'ouvrage met en place un plan d'évacuation, ou toute autre mesure adaptée, précisée dans le règlement intérieur.

point 3 Aménagements de terrains d'activités

Sont autorisés les aménagements de terrains pour les activités de plein air, sportives ou de loisirs au niveau du sol naturel. Les aménagements ont la plus grande perméabilité possible.

Sont autorisés les bâtiments annexes, de taille réduite et sans accueil de personnes de manière permanente, qui ne peuvent être implantés en dehors de la zone inondable.

point 4 Activités de nature

Sont autorisées les constructions strictement utilisées pour l'observation du milieu naturel, pour la chasse ou pour la pêche, dont l'emprise au sol n'excède pas 20 m².

6.1.7. Carrières d'extractions de matériaux

Sont autorisées les carrières d'extractions de matériaux à condition qu'elles ne modifient pas significativement l'écoulement des eaux superficielles et souterraines, lors de leur exploitation et après leur fermeture. Les installations de traitement sont déplaçables ou arrimées. Le matériel électrique est démontable ou placé au dessus du niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

6.1.8. Fouilles archéologiques

Sont autorisés les excavations du sol lorsqu'elles sont rendues nécessaires pour la recherche de vestiges archéologiques. Les déblais sont évacués hors de toute zone concernée par l'aléa.

6.2. Dispositions applicables dans les zones de type 2

Outre les autorisations définies dans les zones de type 1, les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations sont interdits à l'exception de ceux mentionnés ci dessous.

6.2.1. Constructions et ouvrages

point 1 Extensions

Sont autorisées les extensions limitées des constructions existantes à condition que :

- l'extension ne fragilise pas l'ouvrage,
- l'emprise au sol de la construction ne soit pas augmentée de plus de 30 m² par rapport à sa surface à compter de la date d'approbation du PPRI.

point 2 Bâtiments de particuliers

Sont autorisées les constructions annexes, contiguës ou non aux habitations, dont l'emprise au sol est inférieure à 15 m² et ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente, sous réserve d'avoir le plancher aménagé situé au dessus du niveau de référence.

Les biens entreposés sont déplaçables en moins de 24 heures.

point 3 Aires d'accueil des gens du voyage

Sont autorisées les aires d'accueil des gens du voyage et les constructions nécessaires à leur fonctionnement.

6.2.2. Activités agricoles et horticoles

point 1 Bâtiments

Sont autorisés les bâtiments et installations agricoles, y compris les serres permanentes et les bâtiments à vocation d'élevage, relevant ou non du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, sous réserve qu'ils soient directement liés et indispensables au fonctionnement de l'exploitation agricole.

point 2 Jardins familiaux ou assimilés

Sont autorisées dans la limite de deux unités par parcelle, les constructions pour l'horticulture, notamment les abris de jardin et les serres, dont l'emprise au sol est inférieure à 10 m² et ne faisant pas l'objet d'une occupation humaine permanente.

Les biens entreposés sont déplaçables en moins de 24 heures.

6.2.3. Équipements publics

point 1 Cimetières

Sont autorisées les extensions de cimetières dans la limite de 50% de l'emprise au sol à compter de la date d'approbation du PPRI.

point 2 Parkings

Sont autorisés les parkings de surface sous réserve que :

- ils ne soient pas remblayés,
- les dispositifs de gestion des eaux de pluie permettent une gestion sur place et de retenir les pollutions,
- le risque d'inondation soit affiché de manière visible et permanente.

6.2.4. Structures de sports et de loisirs

point 1 Terrains de camping et de caravanages

Est autorisée la création de terrains pour le camping ou caravanage et les constructions strictement nécessaires à leur fonctionnement.

Le risque d'inondation est affiché en permanence et de manière lisible, en bilingue, en différents points du site.

Le maître d'ouvrage met en place un plan d'évacuation, ou toute autre mesure adaptée, précisée dans le règlement intérieur

point 2 Aménagements de terrains d'activités

Sont autorisées les constructions et installations pour les activités de plein air, sportives ou de loisirs.

Elles ne doivent pas permettre d'héberger des personnes de façon permanente. Cependant, si un gardien est indispensable à la surveillance et au fonctionnement de ces installations, un logement peut être autorisé.

Peuvent être associées à ces installations, des constructions destinées à la restauration limitées à 10 places assises fixes.

6.3. Dispositions applicables dans les zones de type 3

Outre les autorisations définies dans les zones de type 2, les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations sont interdits à l'exception de ceux mentionnés ci dessous.

6.3.1. Constructions et ouvrages

point 1 Construction

Sont autorisées tous ouvrages et constructions, à l'exception des structures hospitalières et des centres de secours et des centres participants à la sécurité civile, sous réserve :

- de n'avoir ni cave, ni sous-sol, ni aucun espace habitable ou utilisable sous le niveau du premier plancher d'habitation,
- que le premier niveau de plancher des extensions de plus de 30 m² ou des constructions neuves soit situé à plus de 0,5 mètre au-dessus du niveau de référence, sur vide sanitaire ou dispositif équivalent,

- que la sécurité des occupants soit assurée notamment par un accès de sécurité extérieur.

6.3.2. Assainissement

Sont autorisés les ouvrages de traitement des eaux.

L'ensemble des dispositifs de gestion mécaniques ou électro-mécaniques doit être situé au-dessus du niveau de référence augmenté de 0,5 mètre.

Le système d'assainissement, notamment l'ouvrage de traitement, doit empêcher tout départ de matière polluante en cas d'inondation. Les remblais strictement limités à la mise hors d'eau des ouvrages et des bâtiments sont autorisés.

6.3.3. Équipements publics

point 1 Centres d'accueil et d'hébergement à vocation sanitaire et sociale

Outre les dispositions de l'article 6.3.1, sont autorisée les centres d'accueil et hébergement à vocation sanitaire et sociale, sous réserve que :

- des accès hors d'eau soient aménagés,
- le maître d'ouvrage prenne toute disposition pour interdire l'accès et organise l'évacuation à partir de la première diffusion des messages d'alerte.

point 2 Établissements scolaires

Outre les dispositions de l'article 6.3.1, sont autorisés les établissements scolaires, sous réserve :

- que des accès hors d'eau soient aménagés,
- le maître d'ouvrage prenne toute disposition pour interdire l'accès et organise l'évacuation à partir de la première diffusion des messages d'alerte.

6.4. Dispositions applicables en zone de type 4

Outre les autorisations définies dans les zones de type 3, les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations sont interdits à l'exception de ceux mentionnés ci dessous.

6.4.1. Constructions et ouvrages

Tous les ouvrages et constructions en surface ou souterrains sont autorisées, à l'exception des structures hospitalières.

Les parties situées sous le sol naturel doivent disposer de moyens de vidange adaptés.

6.4.2. Équipements publics

Les centres de secours sont autorisés.

7. Dispositions en matière de prévention, de protection et de sauvegarde

Les mesures de prévention et de sauvegarde qui suivent sont définies en application du II de l'article L.562-1 du code de l'environnement.

7.1. Gestion de crise

7.1.1. Plan d'information des habitants

Un plan communal de sauvegarde (PCS) est élaboré pour les zones de type 1 à 4 par les communes avec l'appui des services de l'Etat, conformément à l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile.

Le maire de chaque commune assurera l'information des populations par tous les moyens mis à sa disposition, notamment aux propriétaires ou occupants de caravanes et autres habitats légers dans les zones soumises à l'aléa submersion. Cette information consiste à renseigner les populations sur les risques majeurs auxquels elles sont exposées tant sur leur lieu de vie, de travail que de vacances. Le citoyen doit être informé sur les risques qu'il encourt et sur les mesures de sauvegarde qui peuvent être mises en œuvre.

A cet effet :

- ♦ Le maire de chaque commune réalisera le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM), pièce du plan communal de sauvegarde. Cette information portera au minimum sur :
 - l'existence et la nature des risques,
 - les modalités d'alerte,
 - les numéros d'appels téléphoniques auprès desquels la population peut s'informer avant, pendant et après la crise (mairie, préfecture, centre opérationnel départemental d'incendie et de secours, centre de secours, gendarmerie,...),
 - la conduite à tenir en période de crise, notamment avant de quitter les lieux (mise hors d'eau des biens déplaçables, enlèvement des véhicules et des caravanes, arrêt et sectionnement des réseaux électriques, gaz, télécommunications, etc.).
- ♦ le maire de chaque commune tiendra à jour un registre des constructions situées en zone soumise au risque d'inondation et informera les propriétaires (ou leurs ayant droit) des mesures de prévention à prendre (mise hors d'eau des biens présentant de la valeur).

Les plans communaux de sauvegarde doivent être mis en place dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du PPRI, conformément à l'article 8 du décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris en application de l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile.

7.1.2. Plan d'évacuation des établissements recevant du public

Dans les établissements recevant du public (entreprises, établissements publics, piscines, campings, musées, hôpitaux, écoles, crèches, etc.), le risque d'inondation est affiché de manière lisible et permanente.

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions pour interdire l'accès et organiser l'évacuation à partir de la première diffusion des messages d'alerte.

Les responsables des établissements recevant du public (ERP) du 1er groupe (de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie) situés en zones de type 1 à 4 devront élaborer, en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), des protocoles d'évacuation du public précisant les modalités d'alerte, d'évacuation et/ou de confinement, ainsi que les éventuels points de regroupement.

Les maires sont chargés d'informer les responsables des ERP situés sur le territoire de leur commune de cette obligation et de veiller à la bonne réalisation de ces documents.

Ces mesures sont rendues obligatoires et devront être réalisées dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPRN.

7.1.3. Circulation et accessibilité des zones inondées

Afin de faciliter l'organisation des secours et l'évacuation des zones inondables, les communes d'une population supérieure à 1 000 habitants mettent en place, en liaison avec les services de la protection civile, d'incendie et de secours et les services de l'Etat, un plan de circulation et de déviation provisoire.

Ce plan est élaboré dans un délai de 3 ans à compter de la date d'approbation du PPRI. Il est consultable en mairie.

7.2. Mesures de gestion et de prévention des eaux de ruissellements

Ces mesures concernent la totalité du territoire des communes concernées, excepté les zones 1, 2, 3, et 4. Toutes les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitation y sont autorisés.

7.2.1. Ouvrages et construction

Dans le domaine de la gestion des eaux pluviales, il est recommandé que les constructions ou ouvrages nouveaux dont les parkings et voiries, comporte sur la parcelle des moyens d'infiltration ou de rétention des eaux de pluies afin de ne pas aggraver le ruissellement.

7.2.2. Pratiques agricoles

point 1 Aménagement agricole

Dans le domaine de l'aménagement des surfaces agricoles, il est recommandé de :

- maintenir ou créer des éléments fixes du paysage (haies, talus, enherbement, alignement d'arbres, mares...), sauf en cas de problème phytosanitaire,
- favoriser l'infiltration ou le tamponnement en amont des eaux en prenant en compte les caractéristiques pédologiques du site,
- mettre en place des bassins d'orage, zone d'enherbement ou toute autre mesure permettant d'intercepter les particules arrachées par l'érosion,
- mettre en place des mesures hydrauliques douces telles que l'implantation régulière de bandes enherbées d'une largeur d'au moins 6 mètres le long des cours d'eau, pour limiter l'érosion, le ruissellement et les apports de sédiments provenant de l'érosion des sols,
- produire une étude justificative de non-aggravation des ruissellements pour les réseaux d'irrigation et de drainage et leurs équipements,
- éviter les parcelles de grandes tailles d'une même culture,
- ne pas déboiser les collines.

Les haies et les prairies existantes sont maintenues dans la mesure du possible.

point 2 Exploitation agricole

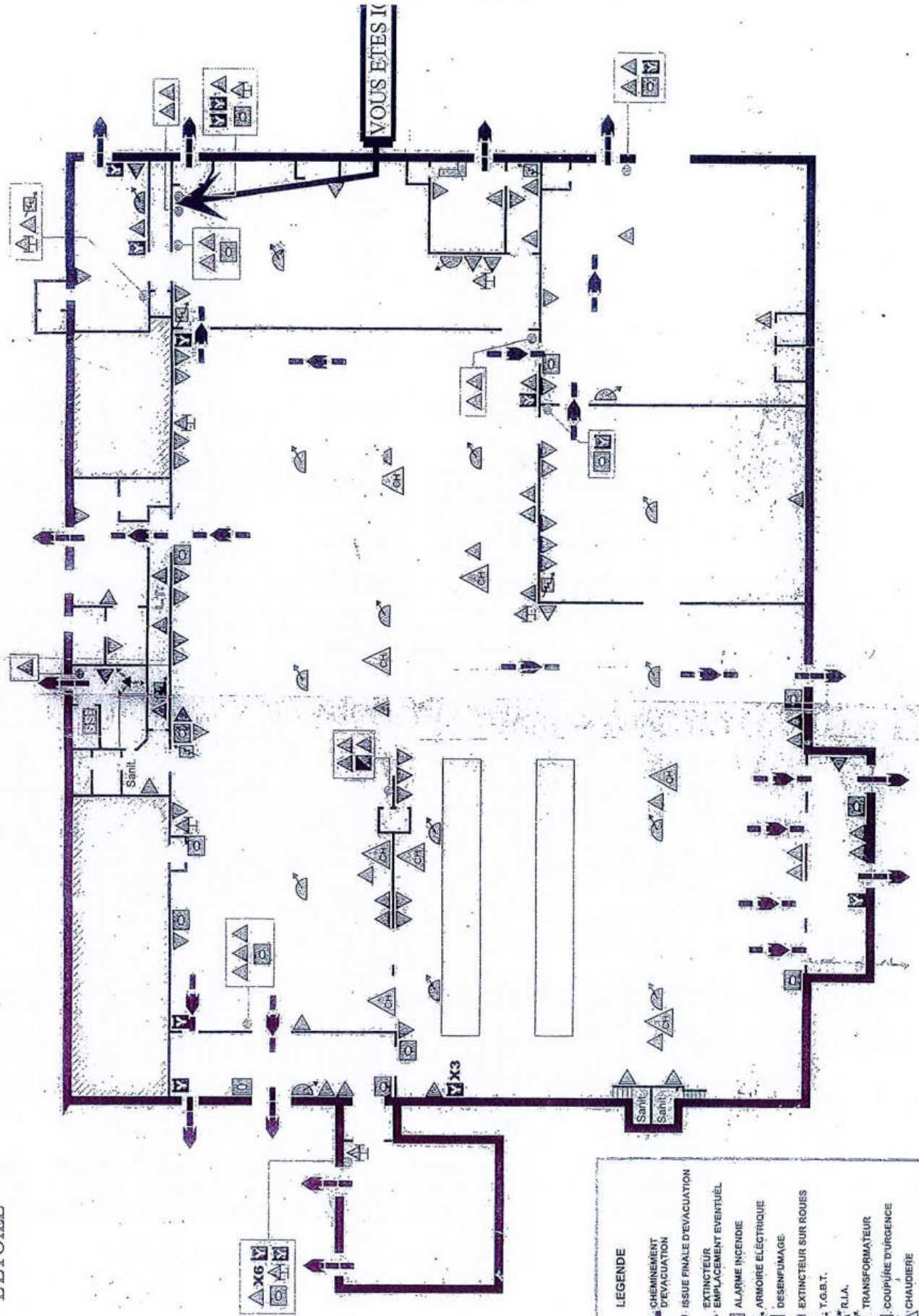
Dans le domaine de l'exploitation des surfaces agricoles, il est recommandé de :

- travailler le sol perpendiculairement au sens de la pente, quand celle-ci fait plus de 5 %,
- favoriser la couverture du sol entre deux cultures.
- laisser une couverture herbacée sous les cultures arborées.

ANNEXES

LE RELAIS 80
RUE DES MOULINS BLEUS
L'ETOILE

PLAN D'INTERVENTION



LEGENDE

- CHÉMINEMENT D'EVACUATION
- EXTINCTEUR
- EMPLACEMENT EVENTUEL
- ALARME INCENDIE
- ARMOIRE ELECTRIQUE
- DESENFUMAGE
- EXTINCTEUR SUR ROUES
- T.G.B.T.
- R.I.A.
- TRANSFORMATEUR
- COUPURE D'URGENCE
- CHAUDIERE

Rapport d'essais

N° D5037219-2101 - 1/ 1 M00

Référence client | F0653806



Mesures de bruits aériens en environnement

Entreprise | EBS Relais Nord Pas De Calais

Etude d'impact sonore

Adresse de facturation | Rue des Moulins Bleus
80830 L'ETOILE

Lieu de réalisation des essais/
mesures/contrôles

EBS Relais Nord Pas De Calais
Rue des Moulins Bleus

80380 – L'ETOILE

Périodicité | Périodique

Représentant de l'entreprise | Mr GAMBIEZ

Dates de vérification | 11/01/2021 au 11/01/2021

Pièces jointes | ---

Intervenant(s) DEKRA Industrial | Raphael DECOUDU

Destinataires du rapport | Mr GAMBIEZ

Rédacteur du rapport | Raphael DECOUDU

Date du rapport | Ce rapport a été validé et transmis par mail le 29/01/2021

Nom, fonction, visa du signataire | Raphael DECOUDU
Ce rapport a été validé électroniquement selon les procédures internes DEKRA en vigueur et est valable sans signature.



Reproduction partielle
interdite sans accord écrit de
DEKRA Industrial.

DEKRA Industrial S.A.S.

Siège Social : Parc d'Activité de Limoges Sud Orange - 19 rue Stuart Mill - CS 70308
87008 LIMOGES CEDEX

www.dekra-industrial.fr – N° TVA FR 44 433 250 834

S.A.S. au capital de 10 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B

ACTIVITÉ MESURES Nord

Parc Telmat - Bâtiment B

78 rue Gustave Delory

59810 LESQUIN

Page 1/20

Tél. : 03.20.16.33.72 Fax : 03.20.87.68.67

(Version réf. : 018512_2019-07)

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1. OBJET DES MESURES	3
2. SYNTHESE.....	3
3. ETUDE DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	4
3.1. ENVIRONNEMENT SONORE	4
3.2. ANALYSE DU SITE	4
4. MODALITES D'INTERVENTION	5
4.1. DATES ET HEURES DE MESURE	5
4.2. METHODOLOGIE DE MESURE.....	5
4.3. MATERIEL DE MESURE	6
4.4. CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION	6
4.5. EMLACEMENTS DES POINTS DE MESURES.....	6
4.6. CONDITIONS METEOROLOGIQUES.....	7
5. SYNTHESE DES RESULTATS ET CONCLUSIONS.....	8
5.1. EXPLICATIONS SUR LES RESULTATS ET CALCULS	8
5.2. TABLEAUX DE RESULTATS ET SYNTHESE REGLEMENTAIRE	9
6. CONCLUSIONS	10
7. COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS	10
8. ANNEXES	11

1. Objet des mesures

L'objet de la présente étude est d'évaluer l'impact sonore engendré par l'activité de la société EBS Relais Nord Pas De Calais à L'ETOILE, conformément à la réglementation relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées.

2. Synthèse

Contexte de la mission	<p>Ce rapport constitue l'étude d'impact sonore du site EBS Relais Nord Pas De Calais.</p> <p>Cette étude a été réalisée en retenant les textes de référence suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Norme NFS 31-010 méthode d'expertise sans déroger à aucune de ses dispositions.- NFS 31-010/A1 précisant la prise en compte des conditions météorologiques- Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997.
Sources de bruit sur le site	<p>Les sources de bruit prépondérantes sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- La circulation des camionnettes et poids lourds sur le site- La circulation des chariots élévateurs près du point Lp3- La circulation externe sur la D216 et D116
Investigations de terrain	<p>Un total de 3 points de mesures a été retenu.</p> <ul style="list-style-type: none">- En limite de propriété- En zone à Emergence réglementée
Conclusions	<p>L'impact sonore engendré par l'activité de la société EBS Relais Nord Pas De Calais à L'ETOILE (80380) est conforme aux exigences de l'Arrêté précité.</p>

3. Etude du site et de son environnement

3.1. Environnement sonore

Le site EBS Relais Nord Pas De Calais est implanté à L'ETOILE (80380).

Son environnement proche est constitué de :

- 1 ZER et de la Départementale D216 à l'Ouest
- La rue le Banc Hubert et de végétation au Sud
- De la D112 et de végétation au Nord
- De champs et de la D112 à l'Est

Les habitations les plus proches se trouvent :

- A l'Ouest du site (Lp1 et ZA1 confondues)

Sources de bruit de l'environnement :

- Circulation sur les routes avoisinantes (D216, D16, Rue du Banc Hubert et Rue des Moulins Bleus)

3.2. Analyse du site

Le Relais est un site de récupération, de stockage et de revente de vêtements et son activité à lieu en période diurne avec une pause de 12h à 13h.

L'annexe 3 présente une vue aérienne du site avec la localisation des sources de bruit repérées.

Sources de bruit du site :

- La circulation des camionnettes et poids lourds sur le site
- La circulation des chariots élévateurs près du point Lp3

4. Modalités d'intervention

4.1. Dates et heures de mesure

Les niveaux sonores ont été relevés 11/01/2021 entre 11h et 13h.

Les périodes retenues pour les calculs des indicateurs sonores (intervalles de mesurage) sont présentées, pour chaque point, sur les fiches de mesure en annexe 4.

4.2. Méthodologie de mesure

Les mesures ont été effectuées conformément à :

- l'annexe technique de **l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- la **norme NF S 31-010** de décembre 1996 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement méthode expertise, sans déroger à aucune de ses dispositions.

Les niveaux ambiants ont été mesurés lors de périodes représentatives de l'activité normale de l'entreprise. Cette représentativité a été confirmée par le directeur du site.

Les niveaux de bruit résiduel ont pu être mesurés société à l'arrêt. La détermination des émergences se fera par différence des mesures de niveau de bruit ambiant ($L_{Aeq,Tpart}$) et de niveau de bruit résiduel ($L_{Aeq,Tres}$) (cf. Définitions en annexe).

Une analyse spectrale par bandes de fréquences, en chaque point de mesure en ZER, permet de déterminer la présence éventuelle d'une tonalité marquée.

4.3. Matériel de mesure

Le matériel utilisé est composé de sonomètres intégrateurs homologués de classe 1, à jour de leurs vérifications périodiques dont la liste du matériel est détaillée en annexe 1.

Ces sonomètres sont calibrés avant et après chaque série de mesures.

Les écarts de calibrage étaient inférieurs à 0,5 dB.

Les paramètres d'acquisition étaient les suivants :

- Durée d'intégration de 1 seconde
- Mesure des niveaux L_{Aeq}
- Mesures en L_{Zeq} pour la répartition fréquentielle en bandes de tiers d'octave pour les points en ZER
- Sonomètre fixé sur un trépied à 1,5 m du sol
- Microphone orienté vers les sources sonores étudiées

4.4. Conditions de fonctionnement de l'installation

Lors des intervalles de mesurages, les conditions de fonctionnement des installations étaient habituelles.

4.5. Emplacements des points de mesures

Les emplacements des points de mesure ont été déterminés en accord avec le client en fonction de l'objectif des mesures :

POINTS	SITUATION
Lp1 / ZA1	Le point 1 est situé à l'Ouest du site, au niveau de l'entrée et face aux habitations. <i>Le point est à une hauteur de 1m50 minimum du sol.</i>
Lp2	Le point 2 est situé au Sud du site, au niveau de la pesée des poids lourds. <i>Le point est à une hauteur de 1m50 minimum du sol.</i>
Lp3	Le point 3 est situé à l'Est du site, sur la zone de stockage. <i>Le point est à une hauteur de 1m50 minimum du sol.</i>
ZR1	Idem ZA1 mais pendant l'arrêt du site. <i>Le point est à une hauteur de 1m50 minimum du sol.</i>

(cf. plans de situation en annexe 3)

4.6. Conditions météorologiques

Les conditions météorologiques peuvent avoir une influence sur les mesures lorsque la distance source-récepteur est supérieure à 40 m. Lorsque la distance est inférieure à 40 m, cette influence est négligeable.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier, en référence à la norme NFS 31-010/A1 de 2008 (voir annexe 2), l'impact des conditions météorologiques relevées in situ sur les niveaux sonores mesurés.

Point	Date	Heure	Conditions météorologiques	Codification NF S 31-010	Influence
JOUR					
Tous les points	11/01/21	De 11h à 13h	- Nébulosité : Faible - Température : 4°C - Vent : Faible - Surfaces : Sèches	U3 - T2	Z < 40m

- : Etat météorologique conduisant à une atténuation très forte du niveau sonore.
- : Etat météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore.
- Z : Effets météorologiques nuls ou négligeables.
- + : Etat météorologique conduisant à un renforcement faible du niveau sonore.
- ++ : Etat météorologique conduisant à un renforcement moyen du niveau sonore.

5. Synthèse des résultats et conclusions

5.1. Explications sur les résultats et calculs

Les indicateurs acoustiques sont destinés à fournir une description synthétique d'une situation sonore complexe :

1- Contrôles des niveaux de bruits admissibles en limite de propriété :

L'indicateur utilisé est le niveau équivalent de bruit ambiant mesuré $LA_{eq,T}$ sur les différents intervalles de mesurage.

2- Contrôle de l'émergence :

Dans le cas général, l'indicateur d'émergence est la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés du niveau sonore ambiant (avec l'activité de la société contrôlée) ($LA_{eq, T_{part}}$) et du niveau sonore résiduel (sans l'activité de la société contrôlée) ($LA_{eq, T_{res}}$) :

$$E = LA_{eq, T_{part}} - LA_{eq, T_{res}}$$

Dans certaines situations particulières, cet indicateur n'est pas suffisamment adapté, par exemple en cas de bruit intermittents, porteurs de beaucoup d'énergie mais qui ont une durée d'apparition suffisamment faible pour ne pas présenter à l'oreille d'effet de « masque » du bruit de l'installation.

Une telle situation se rencontre notamment lorsqu'il existe un trafic très discontinu. Ainsi, dans le cas où la différence $LA_{eq} - L_{50\%}$ est supérieure à 5 dB (A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles $L_{50\%}$ calculés sur le niveau sonore ambiant (avec l'activité de la société contrôlée) ($L_{50\%, T_{part}}$) et sur le niveau sonore résiduel (sans l'activité de la société contrôlée) ($L_{50\%, T_{res}}$).

$$E = L_{50\%, T_{part}} - L_{50\%, T_{res}}$$

5.2. Tableaux de résultats et synthèse réglementaire

		Période JOUR 07h – 22h		
	<u>POINT</u>	Lp1 ZA1	Lp2	Lp3
	Point en limite de propriété :	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	En Zone à Emergence Réglementée :	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Niveau de bruit Ambiant	L_{Aeq} retenu	60.0	58.0	47.5
	L_{50%} retenu	41.0	39.5	37.0
	Valeur limite autorisée en limite de propriété pour le L_{Aeq}	70	70	70
	Conformité niveau en limite de propriété	C	C	C
Niveau Résiduel	Mesuré au point :	ZR1	/	/
	L_{Aeq} retenu	54.0	/	/
	L_{50%} retenu	40.5	/	/
Emergence calculée		0.5	/	/
Emergence autorisée en ZER		5	/	/
Conformité Emergence		C	/	/
Absence de tonalité marquée plus de 30% du temps		C	/	/

Valeurs en dB (A), arrondies à 0,5 dB près

6. Conclusions

L'impact sonore engendré par l'activité de la société EBS Relais Nord Pas De Calais à L'ETOILE (80380) est conforme aux exigences de l'Arrêté précité.

7. Commentaires et recommandations

C'est l'indice L50% qui est utilisé sur la ZER1 (Cf. 5.1 Explications sur les résultats et calculs)

8. Annexes

Les annexes font partie intégrante du rapport d'essai.

Annexe n°	Objet	Nombre de page(s)
1	Matériel utilisé	1
2	Définitions des termes	1
3	Photo aérienne du site avec emplacements des points de mesures	1
4	Résultats de mesures et évolutions temporelles	4

ANNEXE 1 – Matériel utilisé

Le matériel de prélèvement est vérifié métrologiquement et les certificats de conformité métrologique sont disponibles sur demande.

Désignation matériel	Identification DEKRA	Marque	Type	N° Série	Date de Validité (LNE)
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	073696	01 dB	DUO	10988	Décembre 2022
Calibreur acoustique associé	073697	01 dB	Cal 21	34393142	Décembre 2022
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	096791	01 dB	DUO	12653	Janvier 2021
Calibreur acoustique associé	096792	01 dB	Cal 31	86768	Janvier 2021
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	096789	01 dB	DUO	12652	Janvier 2021
Calibreur acoustique associé	096790	01 dB	Cal 31	86767	Janvier 2021
Sonomètre intégrateur de précision (classe 1)	099431	01 dB	FUSION	12112	Juillet 2021
Calibreur acoustique associé	099432	01 dB	Cal 31	87870	Août 2021
Logiciel de traitement de données		dB TRAIT	5.5		

ANNEXE 2 – Définitions des termes

Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, LAeq,T :

Valeur du niveau de pression acoustique pondéré A, d'un son continu stable qui, au cours d'une période spécifiée T, a la même pression acoustique quadratique moyenne qu'un son considéré dont le niveau varie en fonction du temps. Il est donné par la formule :

$$LA_{eq,T} = 10 \log \frac{1}{t_2 - t_1} \int_{t_1}^{t_2} \frac{P_A^2(t)}{P_0^2} dt$$

LAeq,T est le niveau de pression acoustique équivalent pondéré A, déterminé pour un intervalle de temps T qui commence à t₁ et se terminera à t₂.

P₀ pression acoustique de référence (20 µPa).

P_A(t) est la pression acoustique instantanée pondérée A du signal acoustique.

Niveau acoustique fractile L_{AN,n} : (L1%, L10%, L50%, L90%, L99%)

Niveau sonore atteint ou dépassé pendant n% du temps de mesure.

Bruit ambiant :

Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources proches ou éloignées y compris le bruit de l'activité objet du contrôle.

Bruit particulier :

Composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant notamment parce qu'il est l'objet d'une requête.

Bruit résiduel :

Bruit ambiant, en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s), objet(s) de la requête considérée.

Émergence :

Modification temporelle du niveau du bruit ambiant induite par l'apparition ou la disparition d'un bruit particulier. Cette modification porte sur le niveau global ou sur le niveau mesuré dans une bande quelconque de fréquence.

Tonalité marquée :

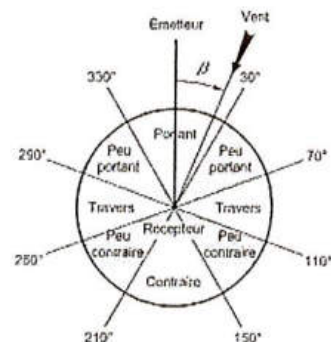
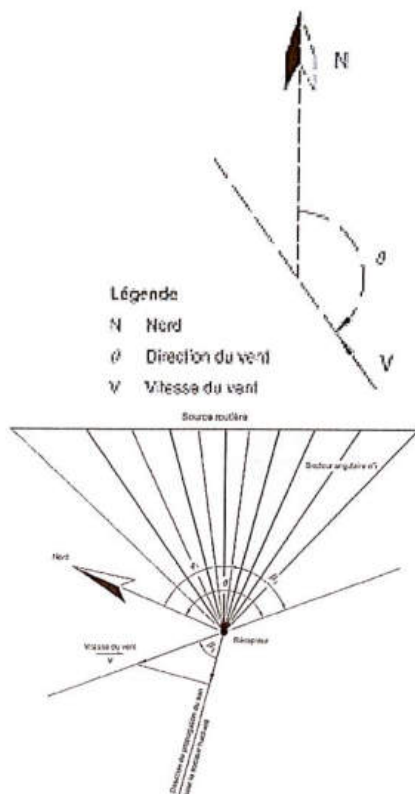
Tonalité détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave, par une analyse de fréquence dans les bandes étroites correspondantes normalisées et telle que la différence de niveau avec les 4 bandes les plus proches, soit supérieure à 10 dB (de 50 Hz à 315 Hz) ou à 5 dB (de 400 Hz à 8 000 Hz).

ZER : Zone à émergence réglementée :

- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ETUDE D'IMPACT SONORE
EBS RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 11/01/2021 AU 11/01/2021

Conditions de vent



vent fort vitesse du vent > 3 m/s ;
 vent moyen 1 m/s < vitesse du vent < 3 m/s ;
 vent faible vitesse du vent < 1 m/s.

	Contraire	Peu contraire	De travers	Peu portant	Portant
Vent fort	U1	U2	U3	U4	U5
Vent moyen	U2	U2	U3	U4	U4
Vent faible	U3	U3	U3	U3	U3

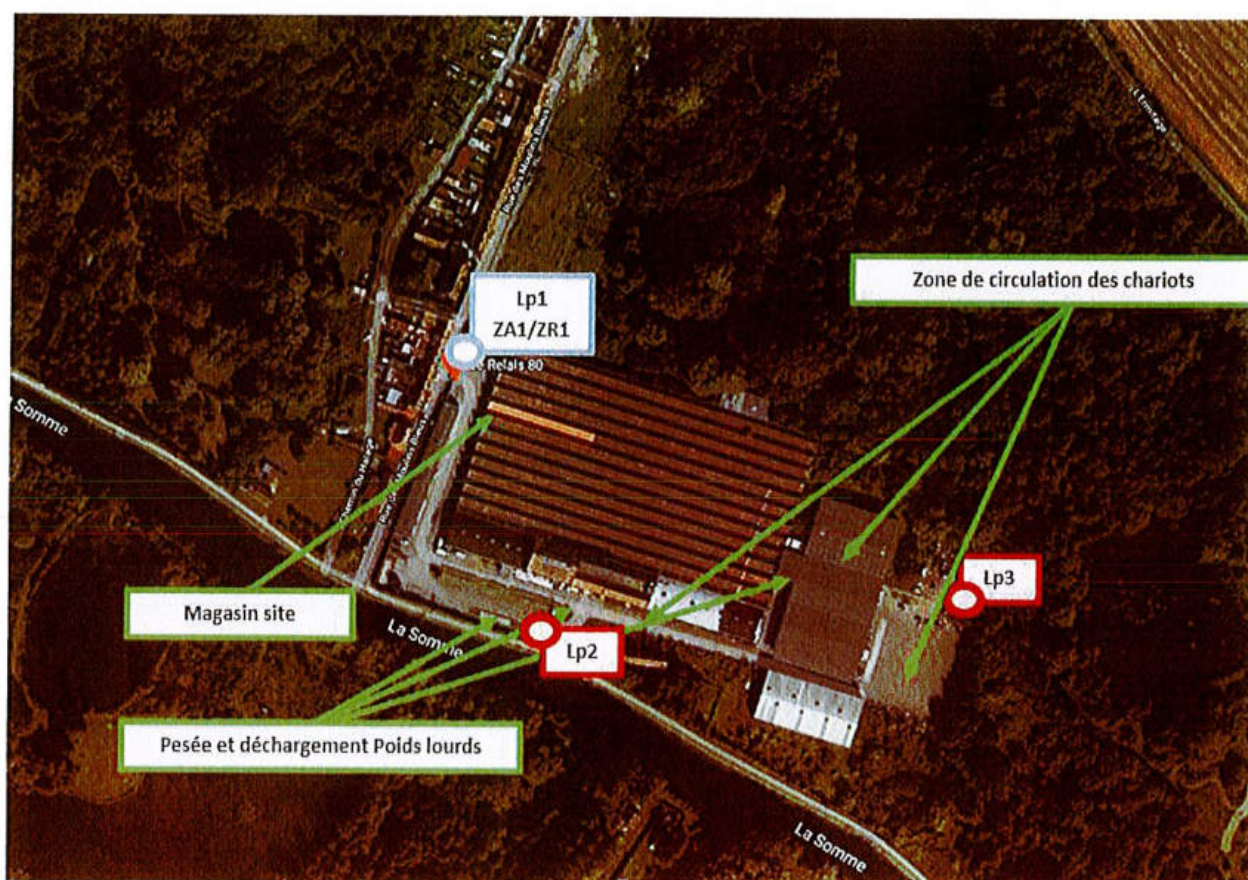
Codages météorologiques

Période	Rayonnement/couverture nuageuse	Humidité	Vent	Ti
Jour	Fort	Sol sec	Faible ou moyen	T1
			Fort	T2
		Sol humide	Faible ou moyen ou fort	T2
	Moyen à faible	Sol sec	Faible ou moyen ou fort	T2
		Sol humide	Faible ou moyen	T2
			Fort	T3
Période de lever ou de coucher du soleil				T3
Nuit	Ciel nuageux		Faible ou moyen ou fort	T4
	Ciel dégagé		Moyen ou fort	T4
			Faible	T5

	U1	U2	U3	U4	U5
T1		
T2	Z	+
T3	.	.	Z	+	+
T4	.	Z	+	++	++
T5		+	+	++	

- .. Conditions défavorables pour la propagation sonore
- .
- Z Conditions homogènes pour la propagation sonore
- +
- ++ Conditions favorables pour la propagation sonore

*ANNEXE 3 – Photo aérienne du site avec emplacements
des points de mesures*



ANNEXE 4 – Résultats de mesures et évolutions temporelles

Lp1 / ZA1 – Ambiant – Jour

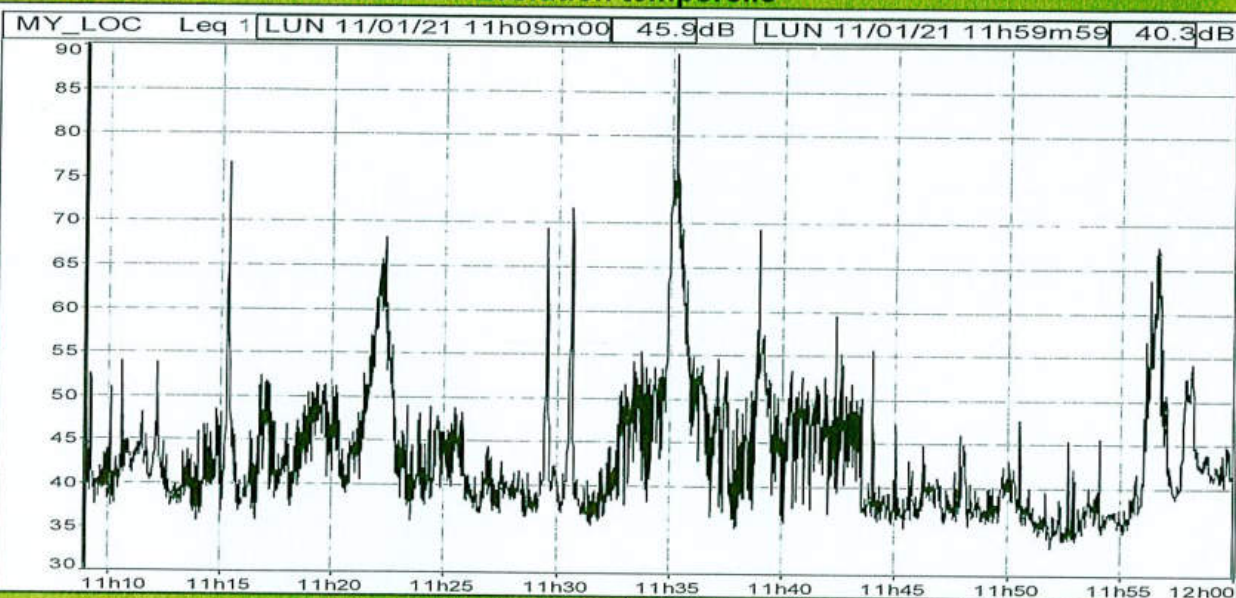
Résultats

Fichier	Lp1 ZA1 J.CMG						
Début	11/01/21 11:09:00						
Fin	11/01/21 12:00:00						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
MY_LOC	Leq	A	dB	59,3	33,2	89,2	41,1

Photographie



Evolution temporelle



Recherche de tonalité marquée

Fréquence	Niveau mesuré en dB(A)	Différence D1 avec Lmax (dB)	Différence D2 avec Lmax (dB)	Tonalité marquée selon ISO 1566
40 Hz	81.9	x	x	non
50 Hz	82.4	x	x	non
63 Hz	57.3	-4.9	-4.3	non
80 Hz	56.1	-6.5	-3.0	non
100 Hz	57.4	-4.5	-1.0	non
125 Hz	50.8	-2.2	-2.8	non
160 Hz	50.5	2.5	1.8	non
200 Hz	50.5	1.9	4.9	non
250 Hz	48.5	-5.1	0.1	non
315 Hz	48.9	-2.0	0.1	non
400 Hz	48.3	-2.4	-0.7	non
500 Hz	49.0	0.4	-0.2	non
630 Hz	48.9	0.2	-0.4	non
800 Hz	49.4	0.4	0.5	non
1 kHz	49.2	0.0	1.4	non
1.25 kHz	48.3	-1.5	1.7	non
1.6 kHz	47.3	-1.5	2.3	non
2 kHz	45.7	-2.1	2.5	non
2.5 kHz	44.1	-2.5	2.5	non
3.15 kHz	42.0	-2.0	1.6	non
4 kHz	41.2	-2.0	2.1	non
5 kHz	39.3	-2.3	2.9	non
6.3 kHz	38.1	-4.0	2.5	non
8 kHz	36.1	x	x	non
10 kHz	30.5	x	x	non

Sources de bruit

- Entrées / sorties des véhicules
- Circulation Rue des Moulins bleus
- Circulation externe en bruit de fond

ETUDE D'IMPACT SONORE
EBS RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 11/01/2021 AU 11/01/2021

Lp2 – Ambiant – Jour

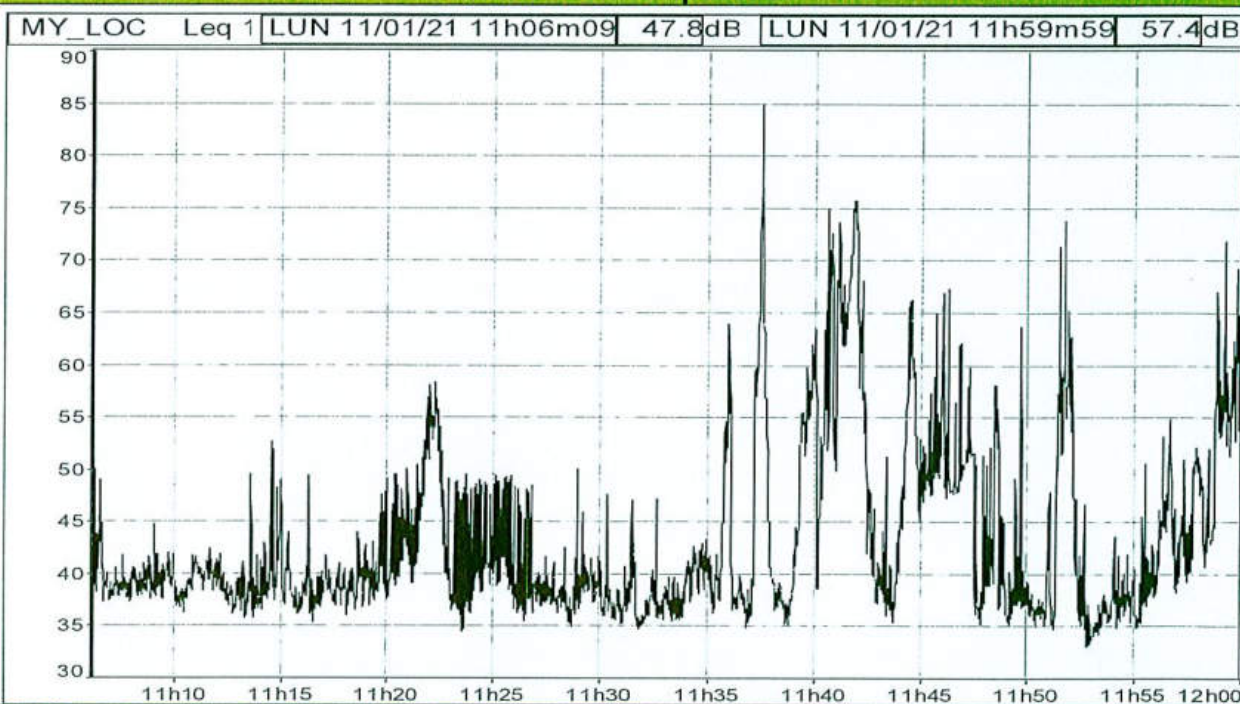
Résultats

Fichier	Lp2 J.CMG						
Début	11/01/21 11:06:09						
Fin	11/01/21 12:00:00						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
MY_LOC	Leq	A	dB	58,0	33,0	84,9	39,5

Photographie



Evolution temporelle



Sources de bruits

- Chargements / déchargements Poids lourds
- Pesée Poids lourds
- Circulation externe en bruit de fond

ETUDE D'IMPACT SONORE
EBS RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
 DU 11/01/2021 AU 11/01/2021

Lp3 – Ambiant – Jour

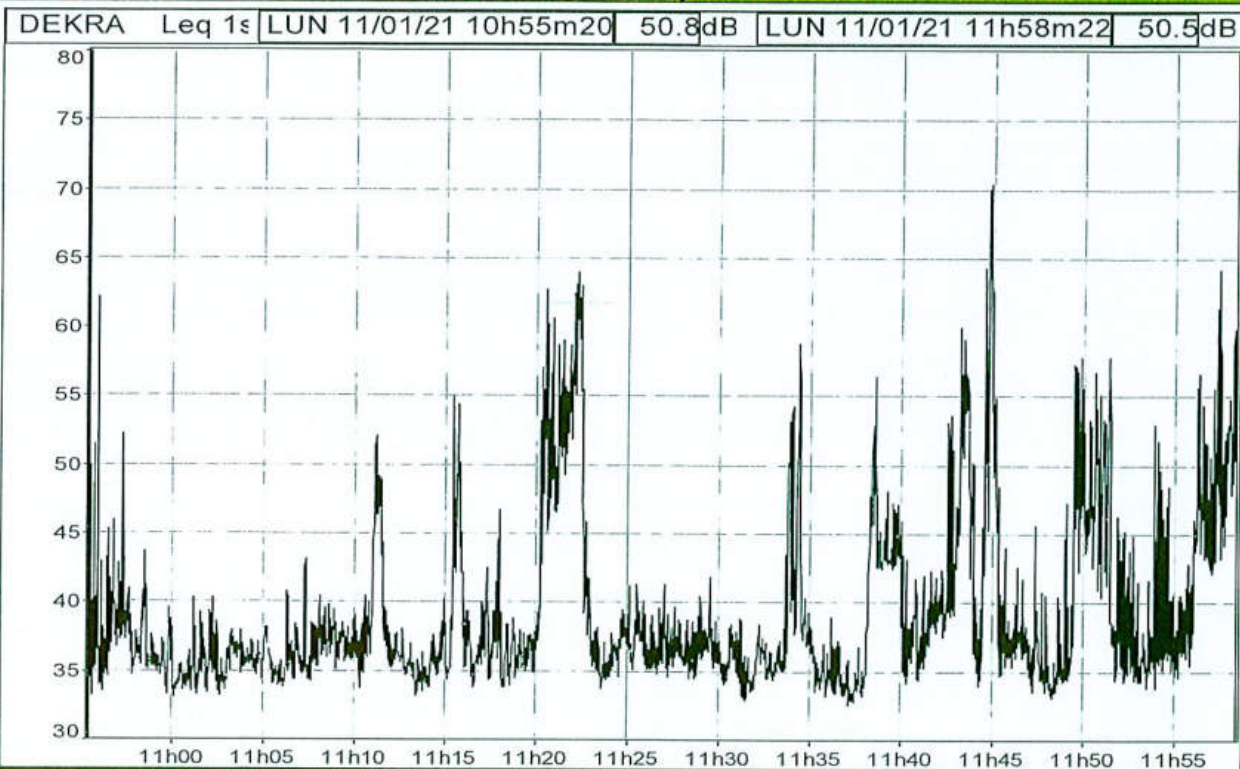
Résultats

Fichier	Lp3 J.CMG						
Début	11/01/21 10:55:20						
Fin	11/01/21 11:58:23						
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L50
DEKRA	Leq	A	dB	47,4	32,5	70,3	36,8

Photographie



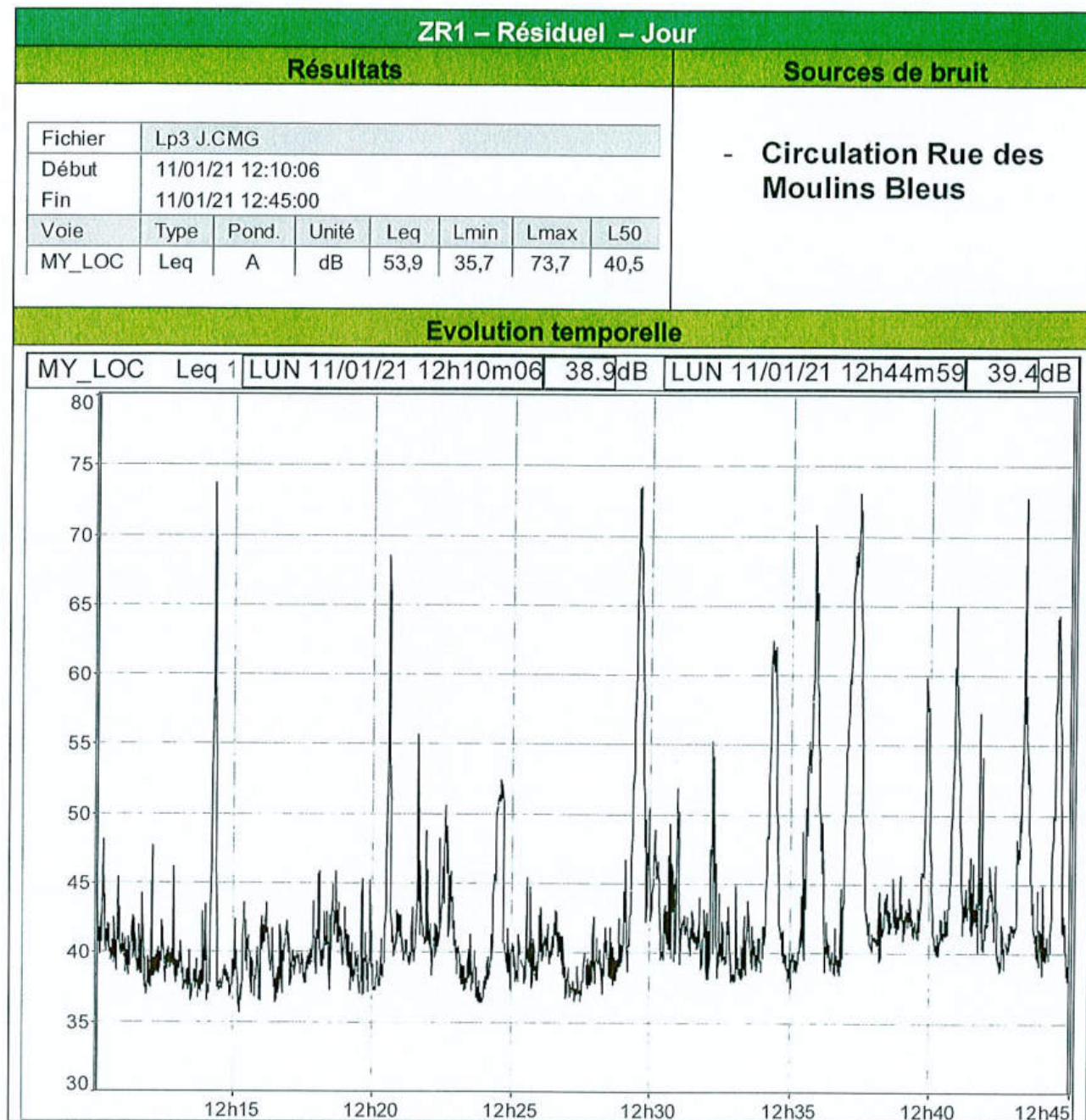
Evolution temporelle



Sources de bruits

- Zone stockage
- Circulation externe en bruit de fond

ETUDE D'IMPACT SONORE
EBS RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
 DU 11/01/2021 AU 11/01/2021



Rapport d'essais

N° D9592878/2201 - 1/ 1 M02

Le présent rapport annule et remplace le rapport
D9592878/2201 M01



Mesures de rejets aqueux dans l'environnement

Contrôle de la qualité des Eaux Résiduaire

Lieu de
réalisation des
essais/
mesures/contrôles

EBS LE RELAIS NORD PAS DE C
ALAIS
Rue des Moulins Bleus
80830 – L'ETOILE

Périodicité

Ponctuelle

Dates de
vérification

01/09/2022 au 01/09/2022

Pièces jointes

Intervenant(s)
DEKRA Industrial

TIQUET Denis

Destinataires du
rapport

GAMBIEZ Vincent

Rédacteur du
rapport

TIQUET Denis

Date du rapport

Ce rapport a été validé et transmis par
mail le 17/11/2022

Nom,
fonction, visa du
signataire

TIQUET Denis - Technicien Mesures Eaux
Ce rapport a été validé électroniquement selon les procédures
internes DEKRA en vigueur et est valable sans signature.



DEKRA Industrial S.A.S.

Siège Social : Parc d'Activité de Limoges Sud Orange - 19 rue Stuart Mill - CS 70308
87008 LIMOGES CEDEX

www.dekra-industrial.fr – N°TVA FR 44 433 250 834

S.A.S. au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120B

Reproduction partielle interdite
sans accord écrit de DEKRA
Industrial.

Seules certaines prestations
rapportées dans ce document sont
couvertes par l'accréditation. Elles
sont identifiées par le symbole *.



ACCREDITATION
N° 1-1804
PORTÉE
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

ACTIVITÉ MESURES Nord
Parc Telmat - Bâtiment B
78 rue Gustave Delory
59810 LESQUIN

Page 1/13

Tél. : 03.20.16.33.72 Fax : 03.20.87.68.67

(Version réf. : Rapport-ERES COFRAC_2021-06)

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

SOMMAIRE

1.	Objet de la mission	3
2.	Références réglementaires des résultats.....	4
3.	Conclusion générale.....	4
4.	Commentaires	4
5.	Données et informations transmises par le client.....	4
6.	Résultats des mesures	5
6.1.	Résultats analytiques et comparatif aux valeurs limites	5
7.	Méthodologie des mesures	7
7.1.	Conditions de fonctionnement des installations contrôlées.	7
7.2.	Mesure du pH et de la température.....	7
7.3.	Prélèvements et échantillonnages	7
7.4.	Références méthodologiques.....	7
7.5.	Matériels utilisés et étalonnages – vérifications effectuées.....	7
8.	Annexes	8

Ce rapport ayant fait l'objet d'une réédition, nous vous recommandons de renvoyer à DEKRA ou de détruire les versions antérieures au dernier indice édité.

Le non-respect de cette mesure peut entraîner l'utilisation d'une version erronée ou obsolète dudit rapport, qui est susceptible de vous être préjudiciable, en particulier vis-à-vis de l'administration ou dans un contexte juridique.

Description des correctifs :

Modification de la Référence réglementaire en arrêté de branche du 06/06/2018 (page 4)

Modification des VLE (page 5) pour le point N°1

Modifications de la conformité des résultats (page 5) et des conclusions (page 4) pour le Point N°1

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

1. Objet de la mission

À la demande de la société EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS, **DEKRA Industrial** a procédé au contrôle ponctuel des rejets aqueux (cf. liste des prélèvements effectués ci-dessous) du site EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS sis Rue des Moulins Bleus 80830 - L'ETOILE.

Échantillonnage et essais physico-chimique des eaux sur site : DEKRA Industrial

Échantillons transmis au laboratoire suivant pour analyse : WESSLING Cf. bulletins joints.

Les prélèvements de cette campagne ont pour but de vérifier les impacts des rejets aqueux de vos installations sur l'environnement.

Liste des prélèvements effectués :

Conformément au plan d'échantillonnage, en accord avec le client, les mesures se sont déroulées :

Dénomination du point (référence échantillon)	Dates des prélèvements (périodes)	Types : d'effluent	Observations
Point n°1 : Rejet des eaux usées	Du 01/09/2022 au 01/09/2022 (10h00 à 10h30)	Eaux résiduaires	RAS
Point n°2 : Rejet des eaux pluviales	Du 01/09/2022 au 01/09/2022 (10h45 à 11h15)	Eaux pluviales	RAS

Écarts réalisés par rapport aux normes :

Réserves éventuelles susceptibles d'avoir modifié les résultats obtenus.

Normes	Écarts	Impacts possibles sur les résultats
FD T 90-523-2. ISO 5667-10.	SO	SO
NF EN ISO 5667-3	SO	SO
NF EN ISO 10523 (pH).	SO	SO
Température (à la sonde) méthode interne NT EAU 006	SO	SO

SO : Sans Objet.

Écarts par rapport au contrat :

Le contrat a été :

Réalisé dans son intégralité.



~~Modifié comme suit (cf. fiche d'écart de production) :~~

2. Références réglementaires des résultats

Les valeurs limites autorisées sont définies dans l'arrêté de branche de rejet du 06/06/2018 art. 17 et 18 du site. Les valeurs mesurées ont été comparées à cet arrêté.

3. Conclusion générale

Les valeurs de concentrations sont comparées au référentiel applicable ci-dessus :

Dénomination des points	Conformité des paramètres en concentration (1) (2)
Point n°1 : Rejet des eaux usées	conformité 
Point n°2 : Rejet des eaux pluviales	conformité 

(1) Déclaration de conformité, incertitudes de mesures non prise en compte.

(2) Couvert par l'accréditation (Seules les déclarations de conformité portant sur des analyses réalisées dans leur totalité sous accréditation sont couvertes par l'accréditation- voir les bulletins d'analyses en PJ).

Détails des concentrations : cf. Résultats des mesures.

4. Commentaires ¹

RAS.

5. Données et informations transmises par le client

DEKRA ne saurait engager sa responsabilité quant aux résultats s'appuyant sur les informations et données apportées par le client. Pour les échantillons fournis par ce dernier, les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

¹ Les informations et commentaires contenus dans ce paragraphe sont donnés en dehors de toute accréditation COFRAC.

6. Résultats des mesures

6.1. Résultats analytiques et comparatif aux valeurs limites

Résultats en concentration des eaux soumises à essais :

Point n°1 : Rejet des eaux usées		
Paramètres	Valeurs Rejet	Valeurs limites Cf. §2
Unités	mg/l	mg/l
Analyses physico-chimiques		
DCO (mg/l) O ₂	17	2000
MEST	280	600
Déclaration de conformité		
CONFORME ou si sans OBJET (pas de VLE) → NOIR - NON CONFORME → ROUGE		

Paramètres des mesures (In situ et/ou laboratoire sous-traitant)	COFRAC	Valeurs	Valeurs limites Cf. §2	
Prélèvements (FD T 90-523-2)	*			
T°C in situ instantanée (Si échantillon ponctuel) à 0,1°C (°C)	*	16,8°C	< 30°C	
pH in situ instantané (échantillon ponctuel) + (T°C mesure) u.pH	*	7,0 (16,8°C)	5,5	8,5
pH laboratoire (sous-traitant) u.pH		6,9 (21,4°C)	5,5	8,5

Déclaration de conformité CONFORME ou si sans OBJET (pas de VLE) → NOIR - NON CONFORME → ROUGE

Les prélèvements et essais sur site DEKRA couvertes par l'accréditation sont identifiées par le symbole « * ». Les analyses couvertes par l'accréditation du laboratoire sous-traitant sont identifiées dans le(s) bulletin(s) joint(s) avec détails des normes analytiques et les réserves éventuelles (incertitudes sur demande).

RESULTATS DES MESURES

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE

DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

Point n°2 : Rejet des eaux pluviales

Paramètres	Valeurs Rejet	Valeurs limites Cf. §2
Unités	mg/l	mg/l
Analyses physico-chimiques		
DCO (mg/l) O2	23	300
MEST	< 2	100
HCT (Indice Hydrocarbures)	< 0,11	10
Indice phénol	< 0,01	0,3
Déclaration de conformité		
CONFORME ou si sans OBJET (pas de VLE) → NOIR - NON CONFORME → ROUGE		

Paramètres des mesures (In situ et/ou laboratoire sous-traitant)	COFRAC	Valeurs	Valeurs limites Cf. §2	
Prélèvements (FD T 90-523-2)	*			
T°C in situ instantanée (Si échantillon ponctuel) à 0,1°C (°C)	*	14,3°C	< 30°C	
pH in situ instantané (échantillon ponctuel) + (T°C mesure) u.pH	*	7,5 (14,3°C)	5,5	8,5
pH laboratoire (sous-traitant) u.pH		7,4 (21,3°C)	5,5	8,5

Déclaration de conformité CONFORME ou si sans OBJET (pas de VLE) → NOIR - NON CONFORME → ROUGE

Les prélèvements et essais sur site DEKRA couvertes par l'accréditation sont identifiées par le symbole « * ». Les analyses couvertes par l'accréditation du laboratoire sous-traitant sont identifiées dans le(s) bulletin(s) joint(s) avec détails des normes analytiques et les réserves éventuelles (incertitudes sur demande).

7. Méthodologie des mesures

7.1. Conditions de fonctionnement des installations contrôlées.

Conditions de fonctionnement des installations : Normal.

7.2. Mesure du pH et de la température

Mesures du pH et de la température à l'aide d'une sonde multiparamètres.

7.3. Prélèvements et échantillonnages

Les prélèvements ont été effectués à l'aide d'une canne télescopique de prélèvement.

L'échantillon moyen est maintenu sous agitation-homogénéisation afin d'effectuer sa distribution (de l'échantillon moyen) dans les différents flacons destinés au laboratoire (puis transport sous T°C contrôlée).

7.4. Références méthodologiques

- FD T 90-523-2 (Octobre 2019) : Prélèvements d'eaux résiduaires (eaux égouts pluvieux, urbains, industriels, à tous les stades de leur cheminement et de leur traitement jusqu'au rejet dans l'environnement).
- Norme NF EN ISO 5667-3 (JUIN 2018) : « Qualité de l'eau - Échantillonnage – Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau ».
- Norme ISO 5667-10 (1992) : « Qualité de l'eau – Échantillonnage – Guide général pour l'échantillonnage des eaux résiduaires ».
- Norme NF EN ISO 10523 (Mai 2012) : « Qualité de l'eau – Détermination du pH »
- Température in situ : Mode opératoire interne NT-EAU-0006.

7.5. Matériels utilisés et étalonnages – vérifications effectuées

Traçabilité sur la fiche terrain (idem pour les conditions de prélèvements des eaux soumises à essais).

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

8. Annexes

Les annexes font parties intégrantes du rapport.

Annexe n°	Objet	Origine
1	Résultats du laboratoire d'analyses	WESSLING

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

ANNEXE 1

RÉSULTATS DU LABORATOIRE

**CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE**

DU 01/09/2022 AU 01/09/2022



Accréditation n°1-1364
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

**WESSLING**

Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)9 72 53 90 56
labo@wessling.fr - www.wessling.fr

Suivi par :

WESSLING France S.A.R.L., 3 Avenue de Norvège, ZA de Courtaboeuf, 91140 Villebon-Sur-Yvette

DEKRA INDUSTRIAL SAS

Pôle QSSE - Activités mesures - Nord

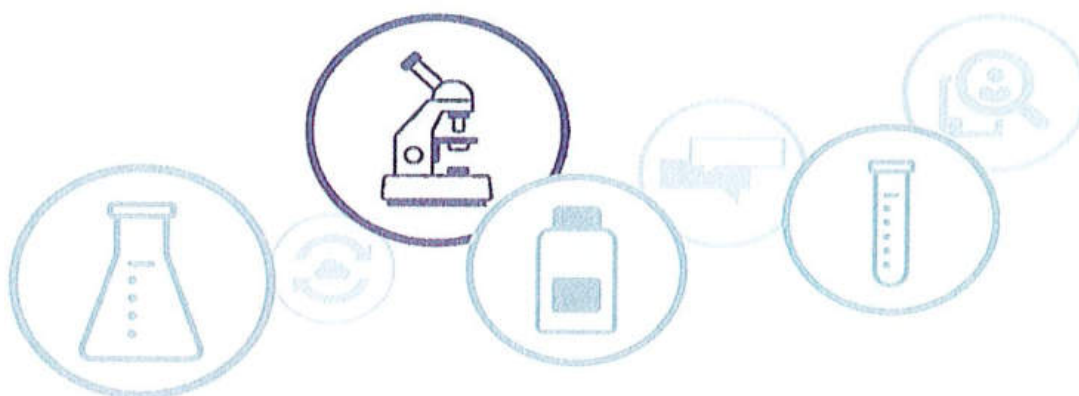
Monsieur Denis TIQUET

Parc Telmat Batiment B

78 rue Gustave Delory

59810 LESQUIN

N° rapport d'essai	UPA22-034299-1
N° commande	UPA-11834-22
Interlocuteur (interne)	A. Santos
Téléphone	+33 164 474 911
Courrier électronique	Ana.Santos@wessling.fr
Date	09.09.2022

Rapport d'essai**D9592878/2201 - 0113/22/377/ECH**

Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai et tels qu'ils ont été reçus.

Les résultats des paramètres couverts par l'accréditation EN ISO/IEC 17025 sont marqués d'un (A).

La portée d'accréditation COFRAC n°1-1364 essais du laboratoire WESSLING de Lyon (St Quentin Fallavier) est disponible sur le site www.cofrac.fr pour les résultats accrédités par ce laboratoire.

Le COFRAC est signataire des accords de reconnaissance mutuels de l'ILAC et de l'EA pour les activités d'essai.

Les organismes d'accréditation signataires de ces accords pour les activités d'essai reconnaissent comme dignes de confiance les rapports couverts par l'accréditation des autres organismes

d'accréditation signataires des accords des activités d'essai.

Ce rapport d'essai ne peut être reproduit que sous son intégralité et avec l'autorisation des laboratoires WESSLING.

Les laboratoires WESSLING autorisent leurs clients à extraire tout ou partie des résultats d'essai envoyés à titre indicatif sous format excel uniquement à des fins de retraitement, de suivi et d'interprétation

de données sans faire allusion à l'accréditation des résultats d'essai.

Les données fournies par le client sont sous sa responsabilité et identifiées en italique.

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES **EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE**

DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

Rapport d'essai n° : UPA22-034299-1
 Projet : D9592878/2201 - 0113/22/377/ECH



WESSLING

Quality of Life

WESSLING France
 Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
 BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
 Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)9 72 53 90 56
 labo@wessling.fr - www.wessling.fr

Le 09.09.2022

N° d'échantillon	22-131669-01	22-131669-02
Désignation d'échantillon	Echantillon 1	Echantillon 2

Analyse physique

pH - NF EN ISO 10523 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

pH	E/L	6,9 (A)	7,4 (A)		
Incertitudes de mesure (k=2 ; 95%)		± 8%	± 4%		
Température de mesure du pH	°C E/L	21,4	21,3		

Paramètres globaux / Indices

Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT) - NF EN ISO 9377-2 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Indice hydrocarbure C10-C40			<0,11 (A)		
Incertitudes de mesure (k=2 ; 95%)	mg/l E/L		± 50%		
LQ : 0,05					
Hydrocarbures > C10-C12	mg/l E/L		<0,11		
LQ : 0,05					
Hydrocarbures > C12-C16	mg/l E/L		<0,11		
LQ : 0,05					
Hydrocarbures > C16-C21	mg/l E/L		<0,11		
LQ : 0,05					
Hydrocarbures > C21-C35	mg/l E/L		<0,11		
LQ : 0,05					
Hydrocarbures > C35-C40	mg/l E/L		<0,11		
LQ : 0,05					

ST-DCO - ISO 15705 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

DCO (homogénéisé)					
Incertitudes de mesure (k=2 ; 95%)	mg/l E/L	17 (A)	23 (A)		
LQ : 15		± 45%	± 45%		

Analyse physico-chimique

MES (Filtre Munktell GF047C) - NF EN 872 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Matières en suspension (MES)	mg/l E/L	280 (A)	<2,0 (A)		
Incertitudes de mesure (k=2 ; 95%)		± 10%	± 17%		

Cations, anions et éléments non métalliques

Phénol total (indice) après distillation sur eau / lixiviat - NF EN ISO 14402 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Phénol (indice)					
Incertitudes de mesure (k=2 ; 95%)	mg/l E/L		<0,01 (A)		
LQ : 0,01			± 14%		

E/L : Eau/lixiviat

< : résultat inférieur à la limite de quantification

LQ : limite de quantification

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

Rapport d'essai n° : UPA22-034299-1
 Projet : D9592878/2201 - 0113/22/377/ECH



WESSLING

Quality of Life

WESSLING France
 Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
 BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
 Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)9 72 53 90 56
 labo@wessling.fr - www.wessling.fr

Le 09.09.2022

N° d'échantillon		22-131669-01	22-131669-02
Désignation d'échantillon	Unité	Echantillon 1	Echantillon 2

Informations sur les échantillons

Date de réception :	02.09.2022	02.09.2022
Type d'échantillon :	Eau résiduaire	Eau résiduaire
Date de prélèvement :	01.09.2022	01.09.2022
Heure de prélèvement :	16:00	16:00
Récepteur :	500ml PE WES005+250ml Verre WES020+60ml PE WES101+60ml PE/H2SO4 WES111	500ml PE WES005+250ml Verre WES020+250ml V/H2SO4 WES203+100ml V/H2SO4 WES109+60ml PE WES101+60ml PE/H2SO4 WES111
Température à réception (C°) :	5,6	5,6
Début des analyses :	02.09.2022	02.09.2022
Fin des analyses :	09.09.2022	09.09.2022
Préleveur :	client	client

CONTROLE DE LA QUALITE DES EAUX RESIDUAIRES
EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS DE L'ETOILE
DU 01/09/2022 AU 01/09/2022

Rapport d'essai n° : UPA22-034299-1
Projet : D9592878/2201 - 0113/22/377/ECH



WESSLING

Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie - 40 rue du Ruisseau
BP 50705 - 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20 - Fax +33 (0)9 72 53 90 56
labo@wessling.fr - www.wessling.fr

Le 09.09.2022

Informations sur vos résultats d'analyses :

Pour parfaire la lecture de vos résultats, les seuils sont susceptibles d'être augmentés en fonction de la nature chimique de la matrice.

L'extraction réalisée sur le contrôle interne d'eau dopée n'est pas incluse dans les exigences de la méthode ce qui peut potentiellement augmenter l'incertitude liée au résultat :

-Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT), Indice hydrocarbure C10-C40 : Valable pour l'échantillon 22-131669-02

Valeur de MES approximative en raison du Résidu Sec inférieur à 2 mg :

-MES (Filtre Munktell GF047C), Matières en suspension (MES) : Valable pour l'échantillon 22-131669-02

Valeur de MES approximative en raison du Résidu Sec supérieur à 50 mg :

-MES (Filtre Munktell GF047C), Matières en suspension (MES) : Valable pour l'échantillon 22-131669-01

Approuvé par :

Alexandra GUTTIN

Responsable Qualité et Sécurité

Le 09 septembre 2022

Industrial Services

DEKRA Industrial SAS
3 avenue du Pays d'Auge
CS 94822
80000 Amiens

Contact : Selim AYARI
T. direct : 07 77 73 52 66
E-Mail : selim.ayari@dekra.com
Date : 12/07/2021
Vérificateur : Selim AYARI

EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS

Le RELAIS 80
Rue Des Moulins Bleus
80830 L'ETOILE

Interlocuteur : Mr Vincent GAMBIEZ
Tel : 03 22 48 20 86
Mail : vgambiez@lerelais.org

Ref. Contrat : 2021 0141 5105
N° GESTAFF : 53540208

Missions signées : VTE : Vérifier évaluer, dans des conditions spécifiées, la conformité d'un objet par rapport à un référentiel technique.

Intervention sur site réalisée le : 21/07/2021

DIAGNOSTIC VISUEL DE LA RESISTANCE AU FEU DU BÂTIMENT LE RELAIS 80

BATIMENT LE RELAIS 80

Rue des Moulins Bleus
80830 L'ETOILE



Rédacteur :
Mr. Selim AYARI
Ingénieur chargé d'affaires

SOMMAIRE

I - OBJECTIF ET LIMITES DE LA PRESTATION	2
II - OUVRAGES CONCERNES	2
III - DOCUMENTS TRANSMIS.....	2
IV - DEROULEMENT DE L'INSPECTION	2
V - DESCRIPTION DE L'OUVRAGE ET CONTEXTE MISSION	3
VI - REGLEMENTATIONS APPLICABLES	4
VII - CONSTAT VISUEL GENERAL.....	5
VIII - CONSTAT DE CONFORMITE REGLEMENTAIRE	7
IX - REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE	9
X - CONCLUSION.....	23

I - OBJECTIF ET LIMITES DE LA PRESTATION

A la demande de « EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS » Représenté par M. Vincent GAMBIEZ, nous avons été missionnés afin d'émettre un diagnostic visuel sur la résistance au feu des parois et matériaux du site LE RELAIS à L'ETOILE situé au :

- Le RELAIS 80, rue des moulins bleus. 80830 L'ETOILE.

L'objectif de la mission est d'apporter des précisions, si possible, sur le degré de résistance au feu de la structure, parois verticales, réaction au feu des matériaux et la toiture du site.

Les éventuelles recommandations contenues dans ce rapport ne comportent aucun caractère obligatoire ou exhaustif, tout concepteur missionné ultérieurement pouvant évidemment proposer les alternatives techniques de son choix.

La mission n'est pas une prestation de contrôle technique construction au sens de la norme NFP 03-100.

La présente mission dont l'objet principale est d'établir un constat ne saurait être assimilée à une prestation partielle de maîtrise d'œuvre au sens strict du décret d'application du 29/11/1993 relatif à la loi MOP du 12/07/1985.

Les réglementations appliquées sont fonction des déclarations du maître d'ouvrage.

Les avis émis dans le cadre de cette mission ne peuvent être considérés comme une expertise au sens juridique du terme, ni utilisés comme point de départ de toute action contentieuse, ni directement employés pour la consultation d'entreprises en vue d'éventuels travaux, sauf à être joints à titre d'information en annexe du document principal élaboré par un concepteur.

II - OUVRAGES CONCERNES

Structure verticale (Murs et portes), toiture et enveloppe du site LE RELAIS 80 à L'ETOILE.

Le site est composé de 6 bâtiments. Les 6 bâtiments sont groupés en quatre cellules distinctes comme suit :

- **Bâtiment A** : Bureaux actuels, d'une surface de 470 m².
- **Bâtiment B et D** : Atelier, locaux technique et stockage d'une surface totale de 20535 m²
- **Bâtiment C** : Stockage d'une surface de 1155 m²
- **Bâtiment E** : Anciens bureaux d'une surface de 200 m²

III - DOCUMENTS TRANSMIS

Aucuns documents ne nous ont été transmis.

IV - DEROULEMENT DE L'INSPECTION

- La visite s'est déroulée le 21 Juillet 2021
- Les représentants de DEKRA étaient M. AYARI Selim
- Accompagnateur pour permettre l'accès aux locaux : M. GAMBIEZ

V - DESCRIPTION DE L'OUVRAGE ET CONTEXTE MISSION

- ✓ Bâtiment industriel – EBS LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS

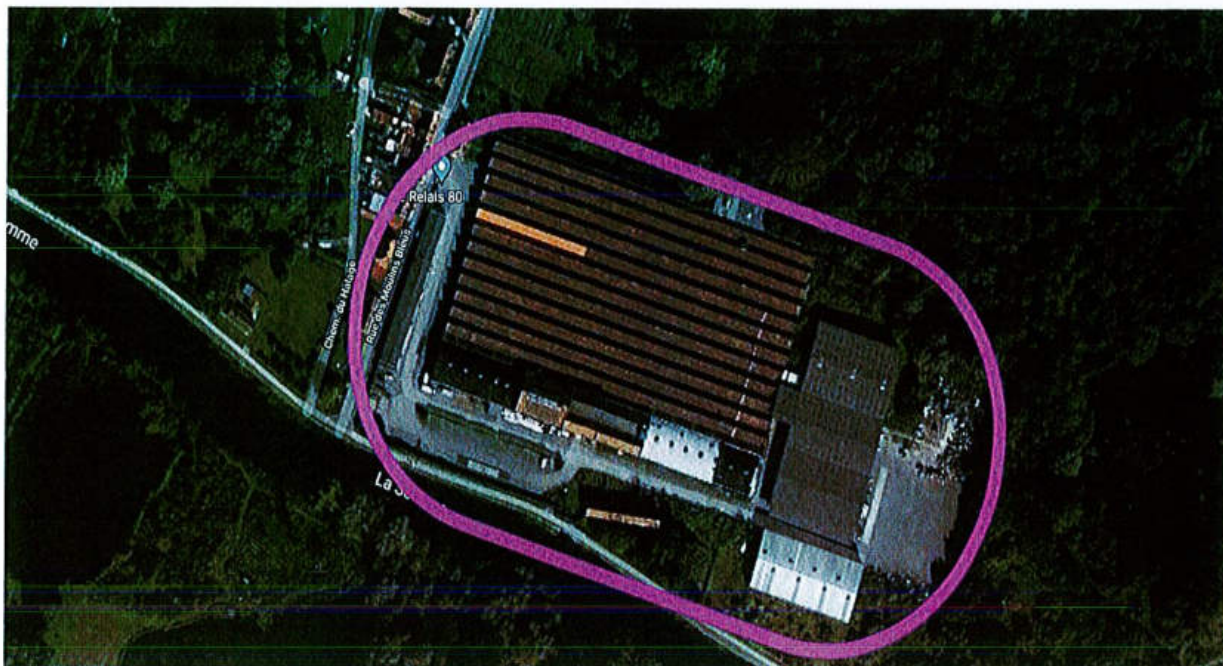


Figure 1 - Plan de localisation

Le plancher bas du dernier niveau accessible est situé à moins de 08 mètres du niveau du sol.

Le jour de notre visite nous avons pu accéder à l'intégralité des cellules du site ainsi que la zone administrative.

Modalités d'investigation retenues :

- Analyse de documents techniques associées aux parois, PVs éventuels des portes
- Examen visuel
- Relevés sur site

Moyens mis en œuvre par DEKRA :

- Ingénieur qualifié en sécurité
- EPI

Exclusion – Limite d'intervention :

- Notre prestation ne comporte pas de sondages destructifs et porte uniquement sur l'évaluation, dans la mesure du possible, du comportement au feu des structures apparentes. Il ne s'agit pas d'un diagnostic complet au titre de la sécurité, ni au titre de la solidité ou de l'accessibilité.
- Notre prestation ne comporte pas de vérification électriques, amiante, etc.
- Il n'est pas prévu la location d'une nacelle pour cette intervention.

VI - REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Ce local est destiné à recevoir uniquement des travailleurs et du personnel qualifié.

Il relève donc des réglementations suivantes :

- ✓ Domaine fonctionnel concerné : code du travail - ICPE – site industriel – arrêté du 06/06/2018
- ✓ Arrêté du 5 août 1992 modifié pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- ✓ Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatique sur les lieux de travail.

Référentiel ou protocole utilisé : contrôle visuel uniquement

VII - CONSTAT VISUEL GENERAL

Le jour de notre visite sur site nous avons pu contrôler visuellement la globalité des parois verticales du site ONDULYS à ROYE.

Sur le plan structurel, nous relevons les remarques suivantes :

- ✓ L'ossature générale des bâtiments « C » et « D » est en toiture charpente métallique sur une enveloppe en briques pleines et deux extensions sont en ossature porteuse en charpente métallique avec un bardage simple peau.
- ✓ La structure des bâtiments « A » et « E » est composée de murs en briques pleines et une toiture inclinée en charpente bois.
- ✓ La structure du bâtiment « B » est composée de mur en briques pleines et toiture en voûtes maçonnées.
- ✓ Les parois verticales intérieures, qui séparent les compartiments, sont sous deux formes : Une partie est en maçonnerie chaînée en parpaing creux (20 x 20 x 50 cm). L'autre partie est en briques pleines en terre cuite.
- ✓ Les parois verticales entre compartiments sont « tout hauteur » sur la globalité de la surface.
- ✓ La structure générale du bâtiment « A » est en bon état apparent.
- ✓ La structure générale (éléments porteurs verticaux et horizontaux) du bâtiment « B » est en mauvais état apparent. Lors de notre visite on remarque plusieurs fissures (filiformes et obliques) et des désaffleurements au niveau des murs porteurs ainsi que les voûtes. Les éléments métalliques au niveau du renforcement des voûtes sont très oxydés. Le bâtiment nécessite des mesures de protection contre les chutes de blocs de maçonneries des voûtes ainsi qu'une étude approfondie de sa stabilité structurelle (par des moyens autre que visuel) en vue d'une solution de travaux de réhabilitation lourde ou de démolition du bâtiment.
- ✓ Les structures en charpente métallique et bardage simple peau du bâtiment « C » sont généralement en bon état structurel, mais nécessite une intervention au niveau de la couche de traitement anti-rouille sur les éléments de charpente et une reprise partielle des zones de bardage déformées (généralement en partie basse probablement suite aux chocs avec les engins et/ou palettes).

- ✓ Bâtiment « D » : Les parois verticales, extérieures et intérieures, sont généralement en bon état apparent. Par contre la totalité de la toiture et à revoir au niveau du degré d'oxydation des éléments métallique qui est visuellement avancé ainsi qu'au niveau de l'étanchéité. On remarque lors de notre visite de la végétation qui s'est proliférer sur plusieurs zones de la toiture ainsi que plusieurs infiltrations actives (voir photos en chapitre reportage photographique).
- ✓ Le bâtiment « E » est abandonné depuis plusieurs années et actuellement sans utilisateur. Visuellement il est en mauvaise état structurelle et nécessite une étude approfondie par des moyens autre que visuelle en vue d'une préconisation de travaux de réhabilitation lourde.

Au niveau des portes et portes de recoupement, nous relevons les remarques suivantes :

- ✓ Type de matériaux : Portes métalliques coulissantes et rideaux plastiques.
- ✓ Absence de PV relatif au degré coupe-feu des portes.

On note la présence d'étiquettes mentionnant le dernier contrôle en date de janvier 2021 de la porte CF entre les deux zones de stockage au niveau du bâtiment B et D.

VIII - CONSTAT DE CONFORMITE REGLEMENTAIRE

Suite à notre visite des bâtiments concernés par le présent diagnostic, nous pouvons dresser un constat sur le respect des exigences suivantes :

Exigence réglementaire n°1 :

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivante :

- L'ensemble de la structure est R15
- Les matériaux sont de classe A2s1d0
- Les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3)

Exigence réglementaire n°2 :

Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Matériaux de classe A2s1d0
- Murs extérieurs E 30
- Murs séparatifs E 30
- Portes et fermetures E 30
- Toitures et couvertures de toiture BROOF (t3)

Exigence réglementaire n°3 :

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs :

- Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Résultats du constat par bâtiment :

Bâtiment A :

- ❖ Exigence réglementaire n°1 → **Satisfaisante**
- ❖ Exigence réglementaire n°2 → **Satisfaisante**
- ❖ Exigence réglementaire n° 3 → **Sans objet**

Bâtiment B :

- ❖ Exigence réglementaire n°1 → **Insatisfaisant**
- ❖ Exigence réglementaire n°2 → **Insatisfaisant**
- ❖ Exigence réglementaire n° 3 → **Insatisfaisant**

Bâtiment C :

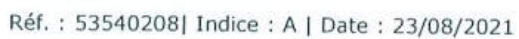
- ❖ Exigence réglementaire n°1 → **Satisfaisante**
- ❖ Exigence réglementaire n°2 → **Satisfaisante**
- ❖ Exigence réglementaire n° 3 → **Sans objet**

Bâtiment D :

- ❖ Exigence réglementaire n°1 → **Insatisfaisant**
- ❖ Exigence réglementaire n°2 → **Insatisfaisant** : sauf pour les murs (extérieurs et intérieurs) et quelques portes séparatifs (entre compartiments).
- ❖ Exigence réglementaire n° 3 → **Insatisfaisant**

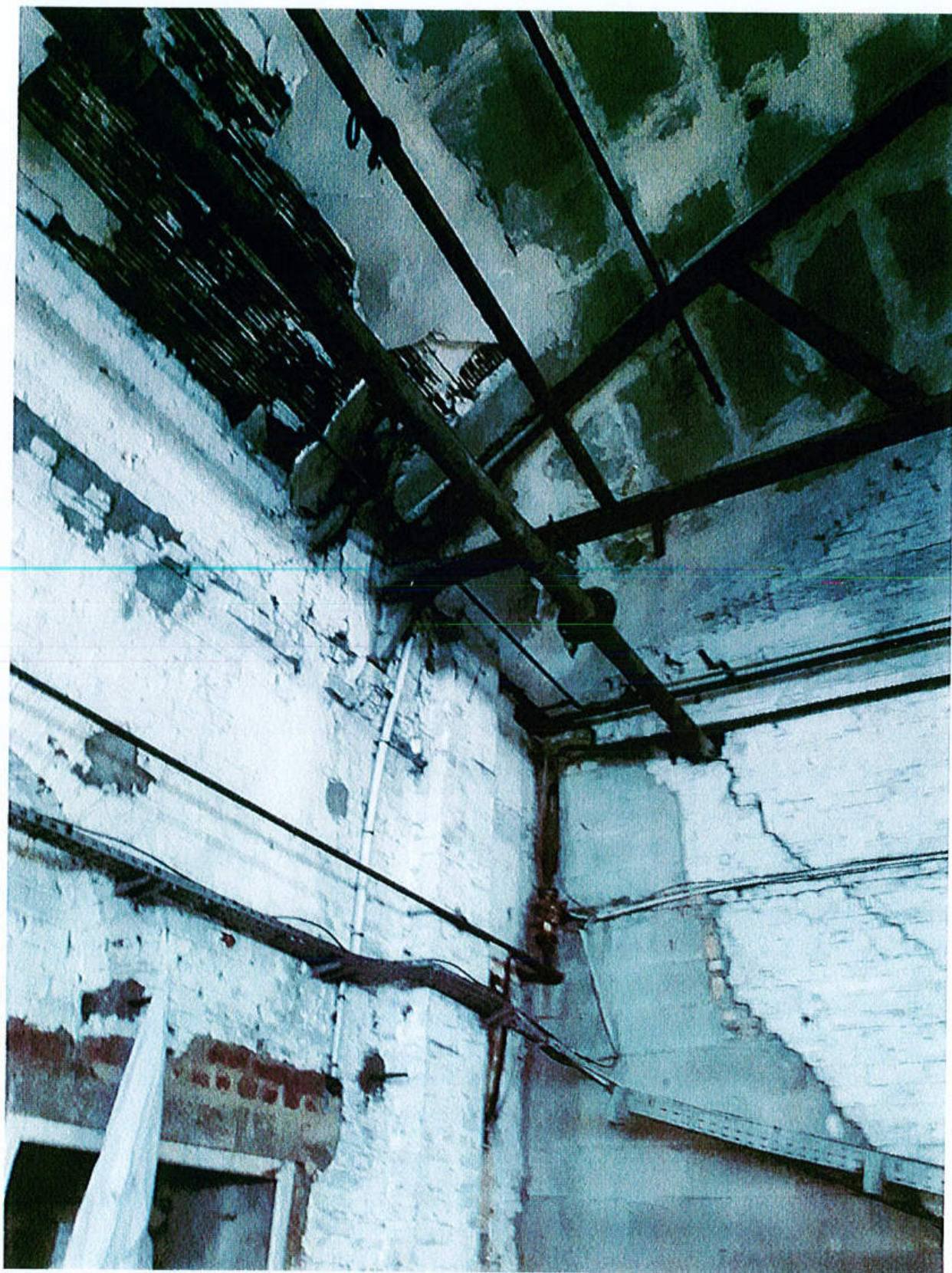
Bâtiment E :

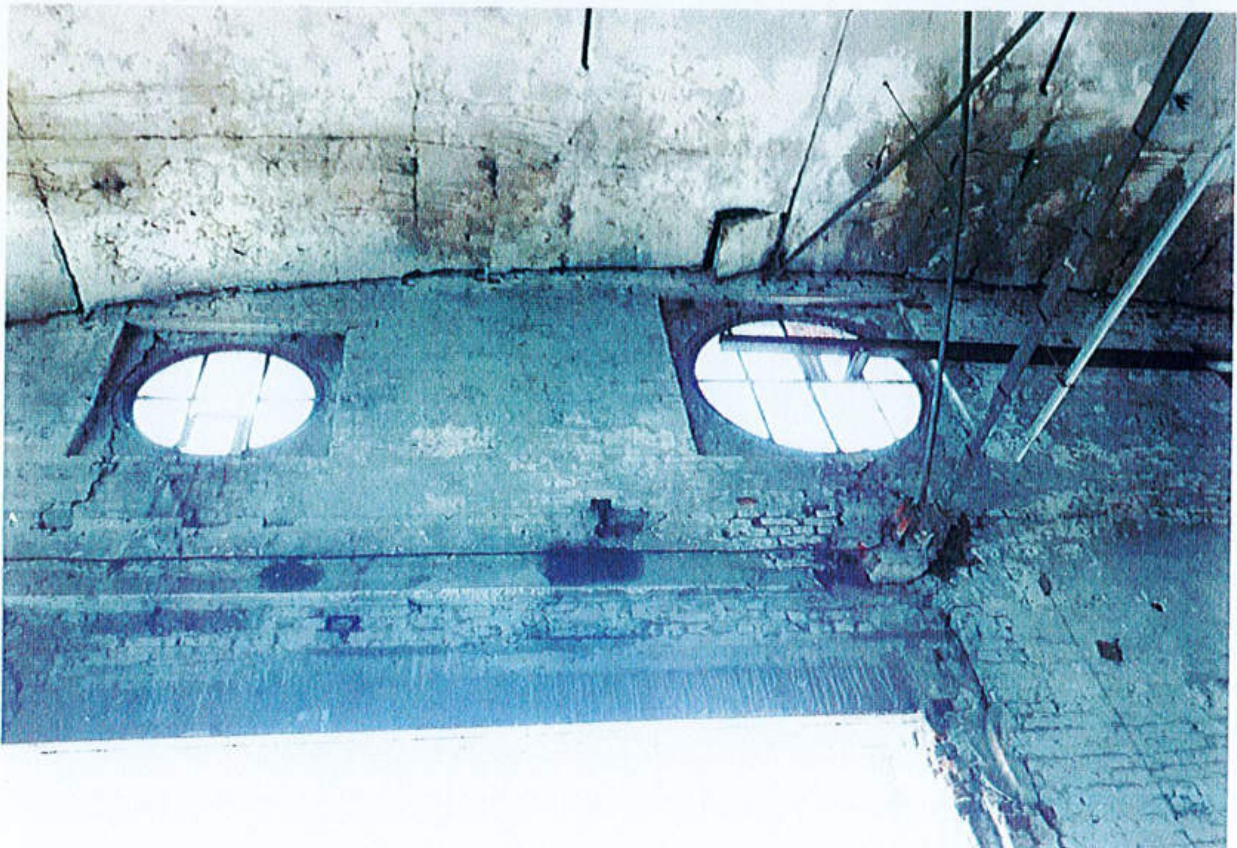
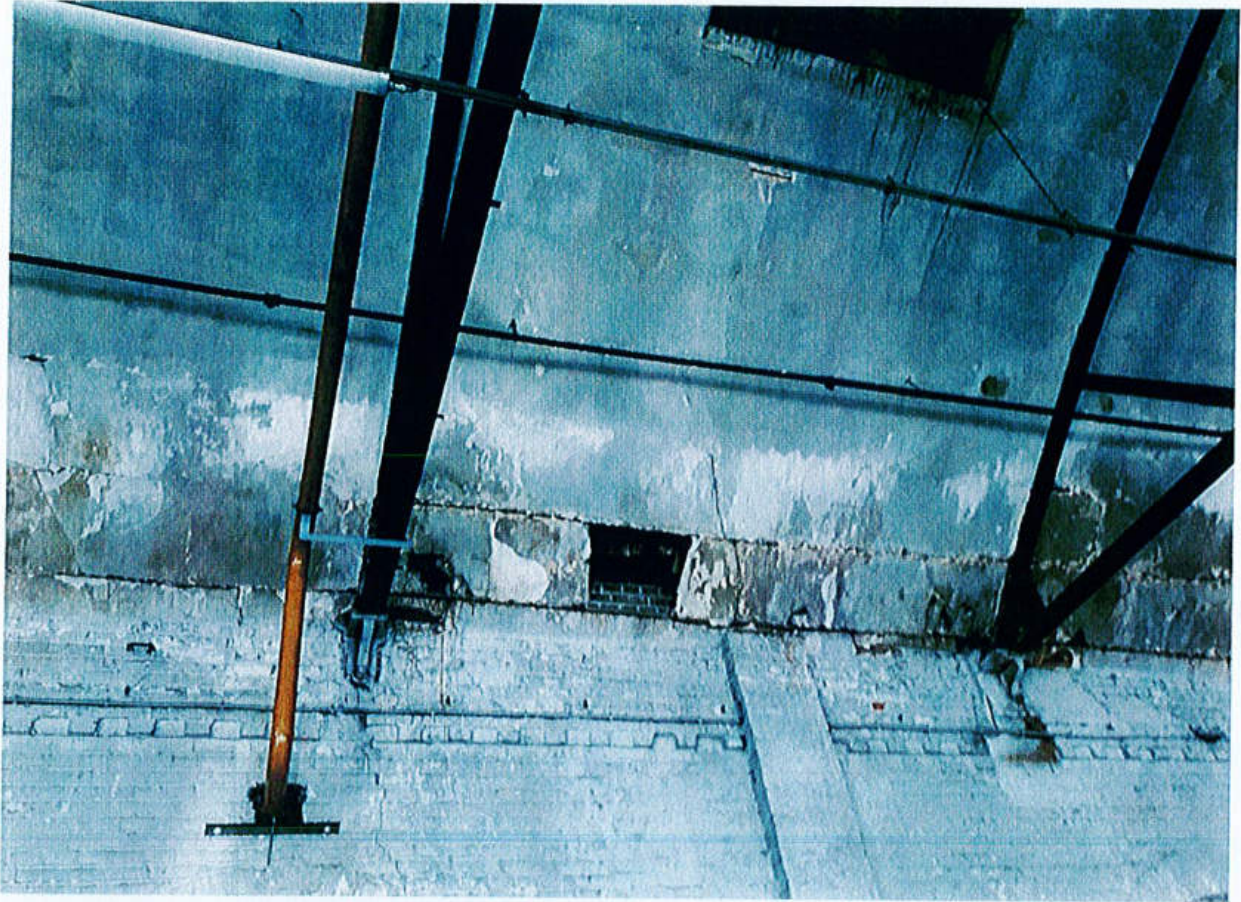
- ❖ Exigence réglementaire n°1 → **Insatisfaisant**
- ❖ Exigence réglementaire n°2 → **Insatisfaisant**
- ❖ Exigence réglementaire n° 3 → **Sans objet**



Bâtiment B







Bâtiment D



Présence d'infiltrations actives et développement de végétation sur la toiture.



Oxydation importante des éléments métalliques.
Corrosion visible à un stade avancé.



Absence de porte de recoupement CF sur plusieurs ouvertures.

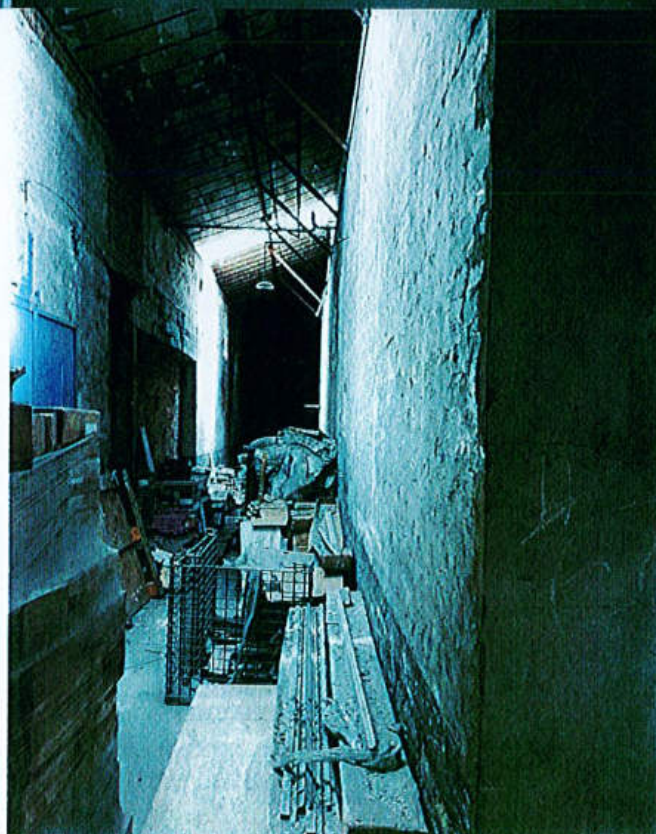




Porte CF conforme.



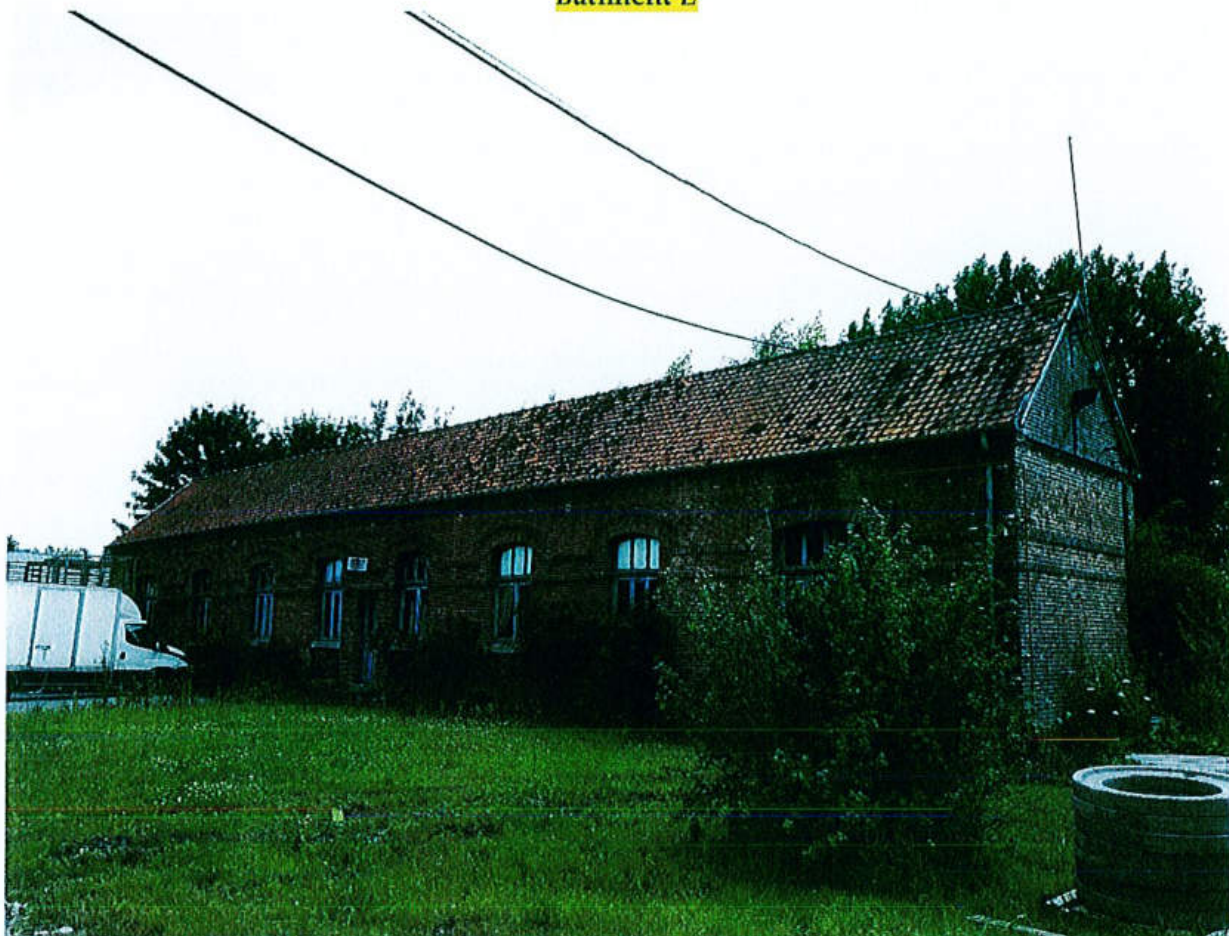








Bâtiment E



Photos des façades des bâtiment B et D



X - CONCLUSION

Suite à notre visite sur site, nous avons pu établir une synthèse sur le respect ou non des exigences de comportement au feu par bâtiment (résistance au feu de la structure, parois verticales et réaction au feu des matériaux et toiture), basé sur l'arrêté ICPE du 06/06/2018.

Cette synthèse était basé sur un diagnostic visuel uniquement.

Les valeurs reconnues de la résistance au feu de certains éléments de structures présentes sur site sont :

- ✓ Mur maçonné en parpaing creux (20 x 20 x 50 cm) est de 2h → CF 2h
- ✓ Mur maçonné en briques pleines en terre cuite est de 2h → CF 2h
- ✓ Bardage simple peau : Pas de résistance au feu reconnue → CF : Sans objet

Il ne nous est pas possible de confirmer que la résistance au feu des matériaux, ayant un bon degré CF, est assuré au vu de l'état structurel général des bâtiments (surtout au niveau des bâtiments B, D et E).

Compte tenu de tous ces éléments, on ne peut estimer satisfaisant le degré de résistance au feu, global du site. Mis à part les bâtiments A et C, qui nécessite des travaux d'entretien légers, les autres bâtiments nécessitent de gros travaux de remise en conformité au niveau de la réglementation sécurité incendie en vigueur et également sur le plan structurel (solidité des bâtiments).

FIN DU RAPPORT

MODELISATIONS INCENDIE FLUMILOG



www.dekra-industrial.fr

**DEKRA Industrial SAS – Audit et Conseil
QHSE**

AGENCE NORD PAS DE CALAIS

Parc Telmat - Bâtiment B

78 rue Gustave Delory - 59810 LESQUIN

Rédacteur : Benoît DEMOULIN

Tél. : 07 79 49 00 72 /

E-Mail : benoit.demoulin@dekra.com

LE RELAIS 80

Site de L'Etoile

Rue des Moulins Bleus,

80830 L'ETOILE

Interlocuteur : Vincent GAMBIEZ

vgambiez@lerelais.org

Date	Versión	Modifications	Contrôle qualité	
10/10/2022	A	Version initiale	Rédacteur	Benoit DEMOULIN

SOMMAIRE

I. CONTEXTE	2
II. QUANTIFICATION DES EFFETS THERMIQUES	3
II.1. Outil de modélisation	3
II.1.a. Présentation du logiciel	3
II.1.b. Limitations logicielles.....	5
II.2. Seuils réglementaires	6
III. INCENDIE DES ZONES DE STOCKAGE DU BATIMENT PRINCIPAL	7
III.1. Hypothèses de modélisation	7
III.2. Résultats	11
III.2.a. Modélisations des cellules de manière indépendante.....	11
III.2.b. Modélisation d'un incendie généralisé.....	17
IV. CONCLUSION.....	21
ANNEXES.....	22

FIGURES

Figure 1 : Vue aérienne du site du RELAIS 80 (source Le Relais).....	2
Figure 2 : Méthodologie de calcul FLUMILOG	4
Figure 3 : Localisation des zones de stockages.....	7
Figure 4 : Implantation de la cellule D1.....	8
Figure 5 : Implantation de la cellule D2.....	9
Figure 6 : Implantation de la cellule D3.....	9
Figure 7 : Implantation de la cellule B1	10
Figure 8 : Implantation de la cellule B1	10
Figure 9 : Implantation de la cellule C.....	11
Figure 10 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule D1	12
Figure 11 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule D2	12
Figure 12 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule D3	14
Figure 13 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule B1.....	14
Figure 14 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule B2.....	16
Figure 15 : Implantation de la cellule dans le cas d'un incendie généralisé	18
Figure 16 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – cas d'un incendie généralisé	19

TABLEAUX

Tableau 1 : Seuils d'effets thermiques réglementaires.....	6
Tableau 2 : Distances des flux thermiques – incendie généralisé	20

I. CONTEXTE

Cette étude a pour objet d'évaluer les flux radiatifs émis par l'incendie des différentes zones de stockage du site du RELAIS 80 situé à L'ETOILE (80). Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'établissement du dossier d'enregistrement 2714 et apportera notamment des précisions concernant les effets potentiels d'un incendie sur site.

L'établissement est spécialisé dans la collecte, le tri et la valorisation des textiles, linge de maison et chaussures (TLC). Le site est déjà classé à Déclaration pour la rubrique 1510.

Le stockage considéré est localisé dans le bâtiment repéré sur la figure ci-dessous.

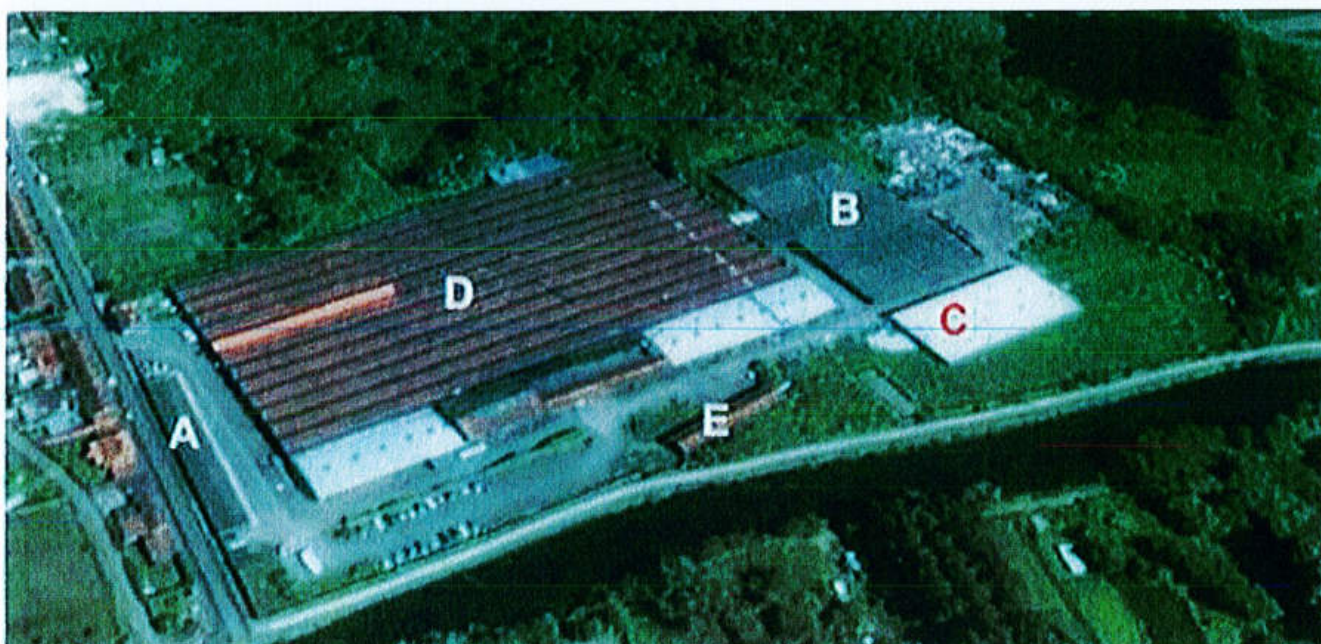


Figure 1 : Vue aérienne du site du RELAIS 80 (source Le Relais)

II. QUANTIFICATION DES EFFETS THERMIQUES

II.1. Outil de modélisation

II.1.a. Présentation du logiciel

Le logiciel Flumilog est utilisé pour le calcul des flux thermiques. Il s'agit d'un modèle développé par l'INERIS dans le cadre des études de dangers d'installations classées.

Il s'applique aux stockages de combustibles solides, notamment concernant les rubriques 1510, 1511, 1530, 2662 et 2663 de la nomenclature des ICPE. Depuis début 2016, l'outil intègre aussi les palettes de liquides inflammables comme les hydrocarbures et l'alcool.

L'outil a été construit sur la base d'une confrontation des différentes méthodes utilisées par différents centres techniques complétées par des essais à moyenne échelle et un essai à grande échelle. Cette méthode prend en compte les paramètres prépondérants dans la construction des entrepôts afin de représenter au mieux la réalité.

Flumilog permet de calculer les flux thermiques associés à l'incendie d'une cellule de stockage et d'étudier la propagation de l'incendie aux cellules voisines.

Les effets thermiques calculés sont associés au rayonnement émis par les flammes et reçu à distance par des cibles potentielles. Les résultats obtenus traduisent la distance maximale atteinte par les flux thermiques au cours de l'incendie. Le modèle permet de modéliser, de façon réaliste, l'évolution temporelle de l'incendie depuis l'inflammation jusqu'à son extinction par épuisement du combustible. Il prend en compte la structure et les parois des bâtiments en considérant le rôle d'écran thermique ainsi que la limitation de l'apport d'air au foyer de combustion.

Le point d'inflammation est considéré, de façon majorante, au centre géométrique du stockage (hors zone de préparation) et au niveau du sol. Ce mode de propagation conduit à la plus grande surface en feu le plus rapidement possible.

La propagation de l'incendie se fait par rayonnement au départ et ensuite par embrasement de la couche chaude quand l'incendie prend de l'ampleur. La couche chaude est constituée de fumées très chaudes qui ne sont pas évacuées par les exutoires. Cette couche chaude peut conduire à un flash over (embrasement généralisé des combustibles au dernier niveau de stockage).

Les différentes étapes de la modélisation sont présentées dans la figure suivante.

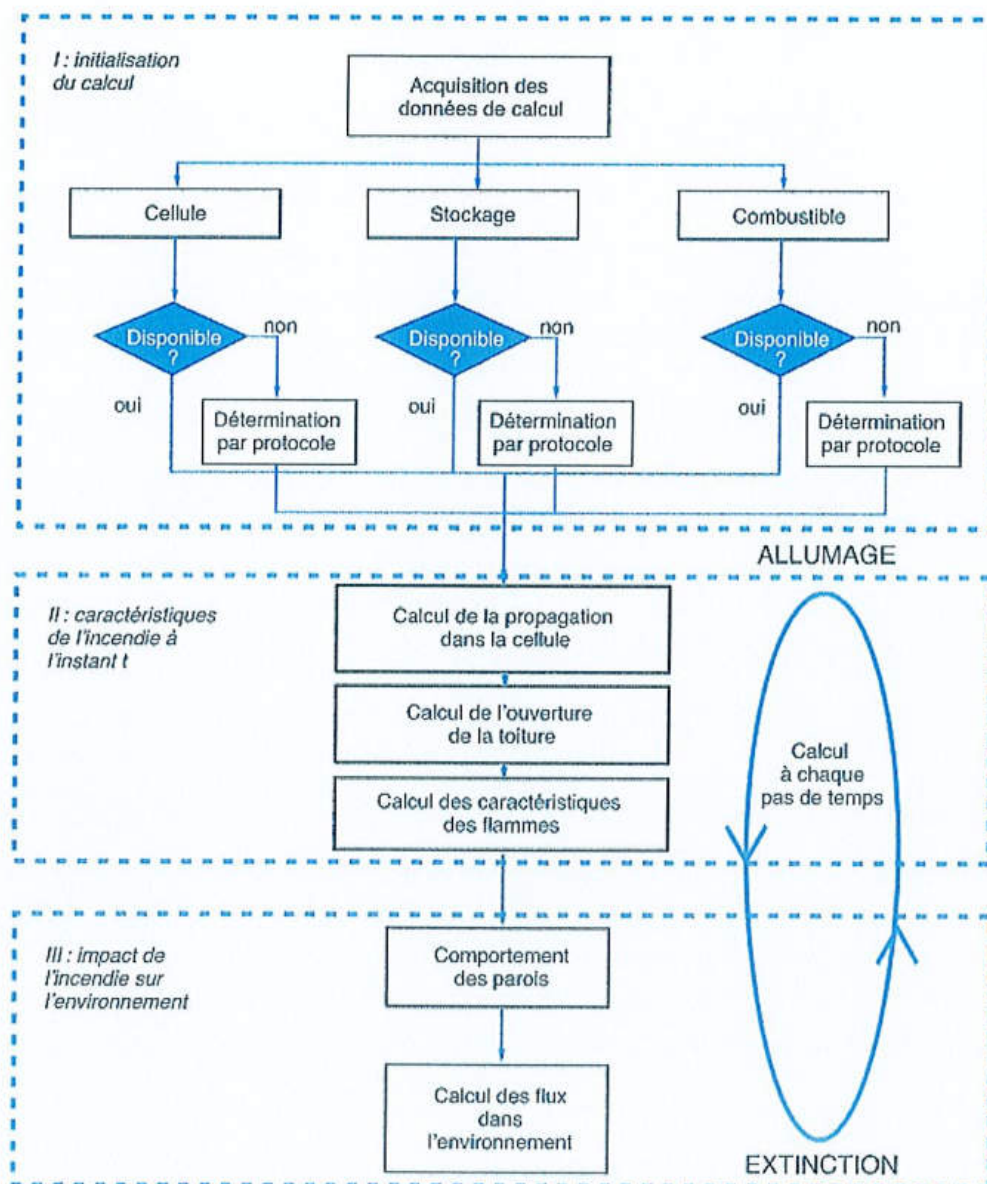


Figure 2 : Méthodologie de calcul FLUMILOG

II.1.b. Limitations logicielles

Les principales limitations intrinsèques à l'utilisation de l'outil FLUMILOG et impactant le choix des hypothèses de modélisation sont les suivantes :

- **Découpage en cellule :**

FLUMILOG est limité à la modélisation de trois cellules.

- **Organisation du stockage :**

FLUMILOG permet de modéliser uniquement des stockages comportant des racks ou îlots dans le cas de stockage en masse (sans que le mélange des deux modes de stockage ne soit possible) de taille identique disposés régulièrement dans la cellule (largeurs d'allées identiques).

- **Composition du stockage :**

Quel que soit le mode stockage retenu (rack ou masse), l'unité utilisée dans le logiciel FLUMILOG pour caractériser le stockage est la palette.

FLUMILOG permet de prendre une seule composition de palette par cellule. En outre, la palette FLUMILOG doit présenter une largeur inférieure ou égale à 1,2 m. Lorsque la palette réelle est de dimension supérieure, deux palettes plus petites équivalentes peuvent être considérées pour la modélisation.

- **Bâtiments :**

Seuls les bâtiments de forme simple (rectangulaire) ou présentant une géométrie complexe (angle tronqué en diagonale ou en équerre) si la troncature est inférieure au tiers de la longueur de la façade peuvent être modélisés.

- **Résultats**

Les résultats (distance aux effets thermiques) sont obtenus uniquement à partir des bords du bâtiment. Le comportement de l'incendie à l'intérieur du bâtiment n'est pas une donnée accessible.

II.2. Seuils réglementaires

Les valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques sont définies dans l'arrêté du 29 septembre 2005, dit PCIG, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Elles sont reprises dans le tableau ci-après.

Flux thermiques	Effets sur l'homme	Effets sur les structures
3 kW/m ²	SEI : Seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine »	
5 kW/m ²	SEL : Seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine »	Seuil des destructions de vitres significatives
8 kW/m ²	SELS : Seuil effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine »	Seuil des effets domino et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures
16 kW/m ²		Seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton
20 kW/m ²		Seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton

Tableau 1 : Seuils d'effets thermiques réglementaires

III. INCENDIE DES ZONES DE STOCKAGE DU BATIMENT PRINCIPAL

III.1. Hypothèses de modélisation



Figure 3 : Localisation des zones de stockages

Le bâtiment est composé de 4 cellules, dont les caractéristiques sont présentées ci-dessous :

Caractéristiques	Cellule D1	Cellule D2	Cellule D3	Cellule B1	Cellule B2	Cellule C
Surface cellule	680 m ²	2 000 m ²	1 730 m ²	1200 m ²	4600 m ²	1500 m ²
Palette type stockée	1510	1510	1510	1510	1510	1510
Dimensions de la cellule (m)	40x17x7,8	40x50x6,5	32x54x6,5	30x40x6	40x40x6	25x60x6

Les stockages sont tous réalisés en îlots de masse.

Les dispositions constructives des bâtiments abritant les différentes zones de stockages sont rappelées dans le tableau ci-dessous.

Bâtiment B : Surface = 3120 m ² Hauteur 6 m	Ossature porteuse en charpente métallique avec un bardage simple peau.
Bâtiment C : Surface = 1152 m ² Hauteur 6 m	Toiture charpente métallique Bardage simple peau
Bâtiment D :	
D1 = Aire dédiée à l'expédition = 680 m ²	mur en briques pleines et toiture en voûtes maçonnées avec renforcement métallique
D2 = Aire dédiée au PF l'export = 2000 m ²	Toiture charpente métallique sur une enveloppe en briques pleines
D3 = Aire dédiée au PF l'export = 1730 m ²	Toiture charpente métallique sur une enveloppe en briques pleines

Dans la mesure où l'entrepôt est divisé en plusieurs cellules séparées et éloignées, nous avons modélisé les conditions d'un incendie indépendamment pour chaque cellule et donc selon les cas suivants :

Les représentations des stockages sur le logiciel Flumilog sont les suivantes :

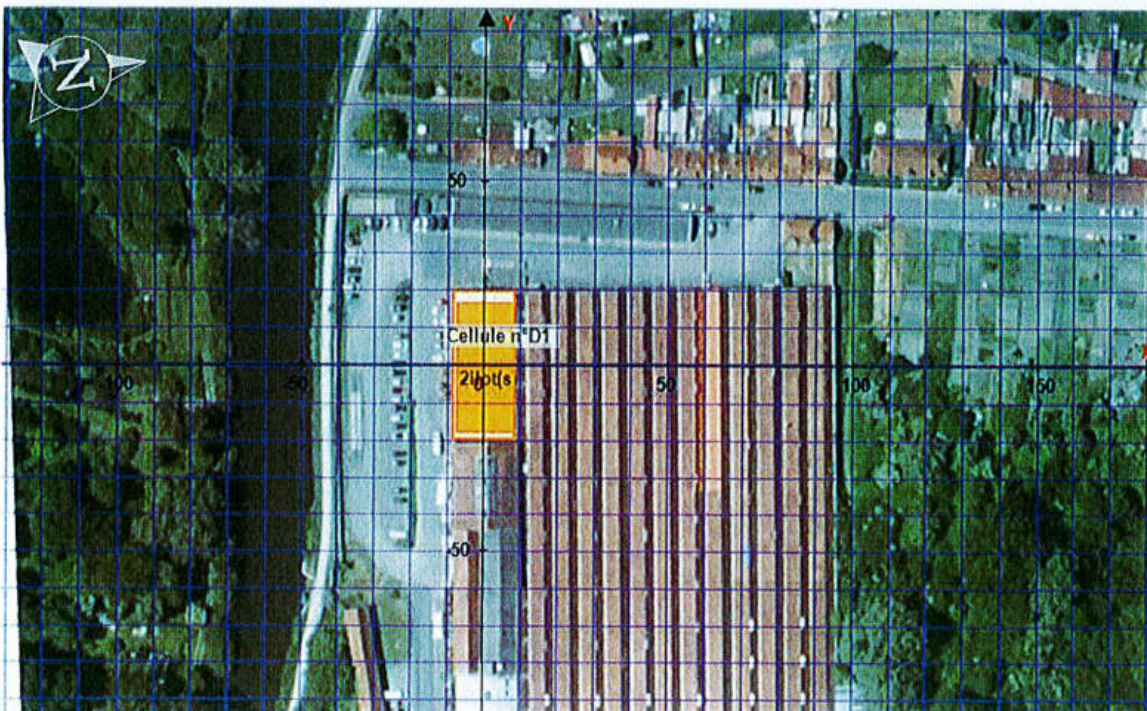


Figure 4 : Implantation de la cellule D1







Figure 9 : Implantation de la cellule C

III.2. Résultats

III.2.a. Modélisations des cellules de manière indépendante

Les notes de calcul complètes sont présentées en annexe 1

Les représentations FLUMILOG des effets thermiques telles que données dans la note de calcul sont représentées ci-dessous. (1 carreaux = 10 m). Rappelons qu'il s'agit ici des modélisations des cellules de l'entrepôt considérées indépendamment et en tenant compte des spécificités de stockage dans la mesure du techniquement possible avec FLUMILOG.

Figure 10 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule D1

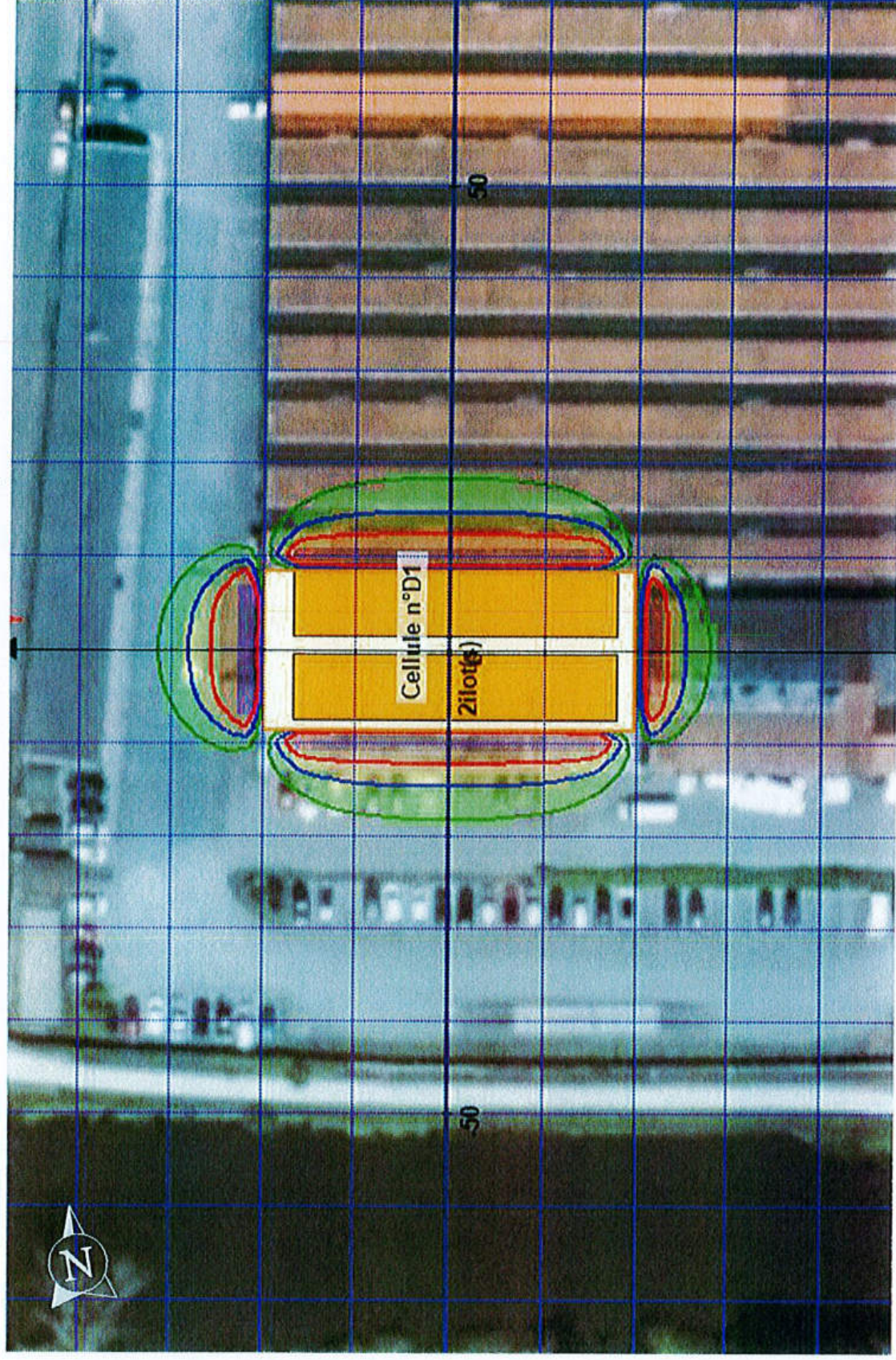


Figure 11 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule D2

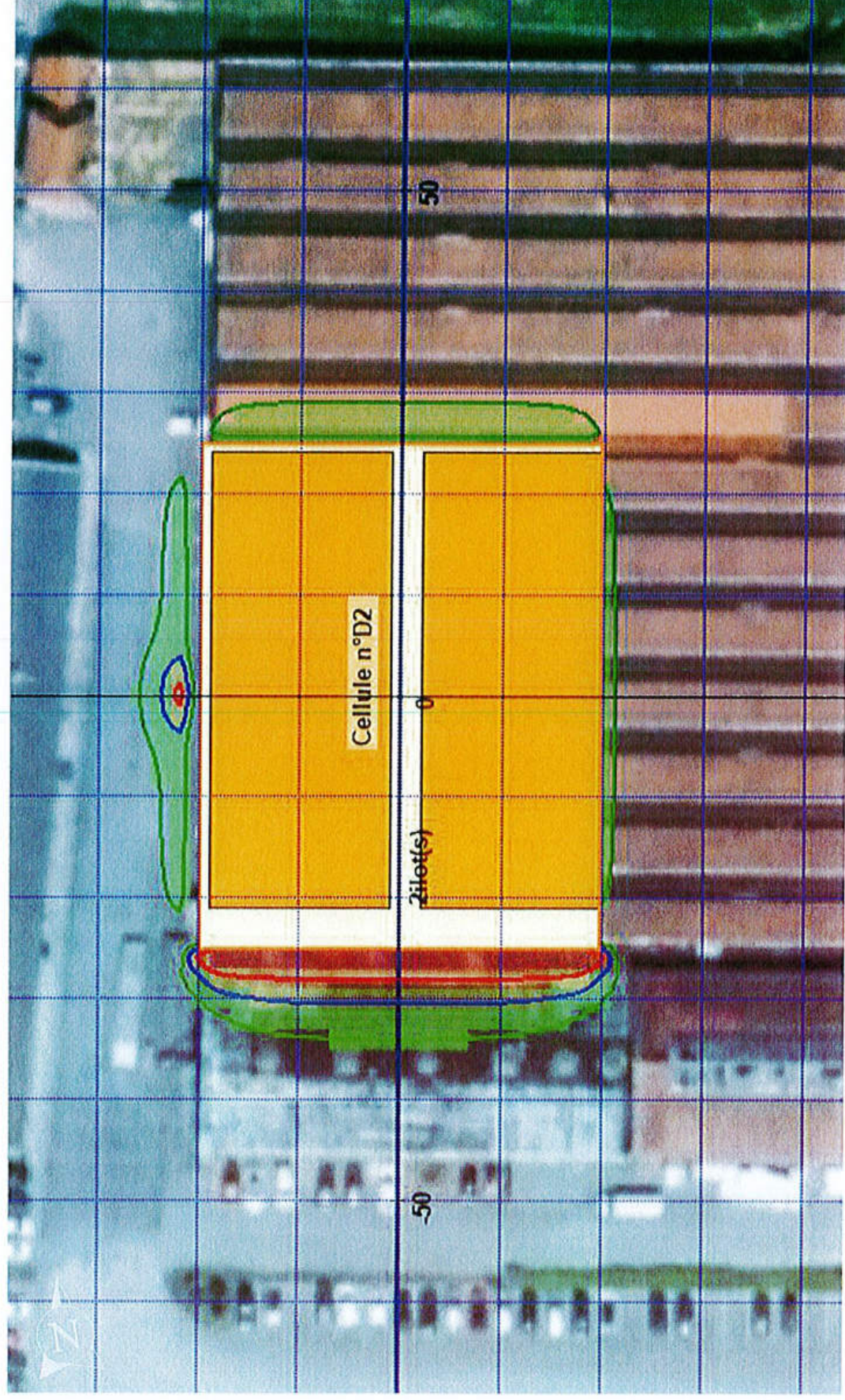


Figure 12 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule D3

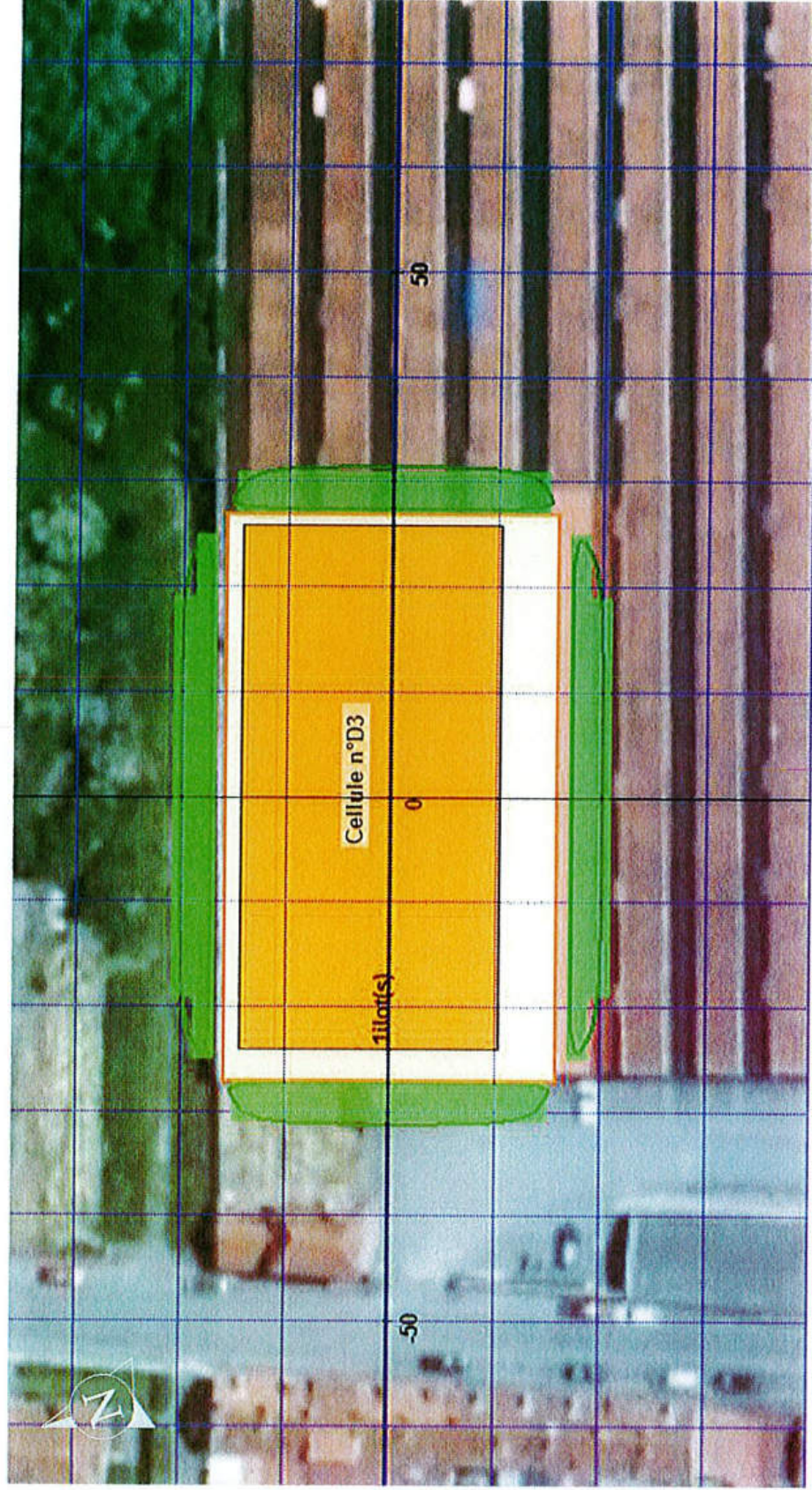


Figure 13 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule B1

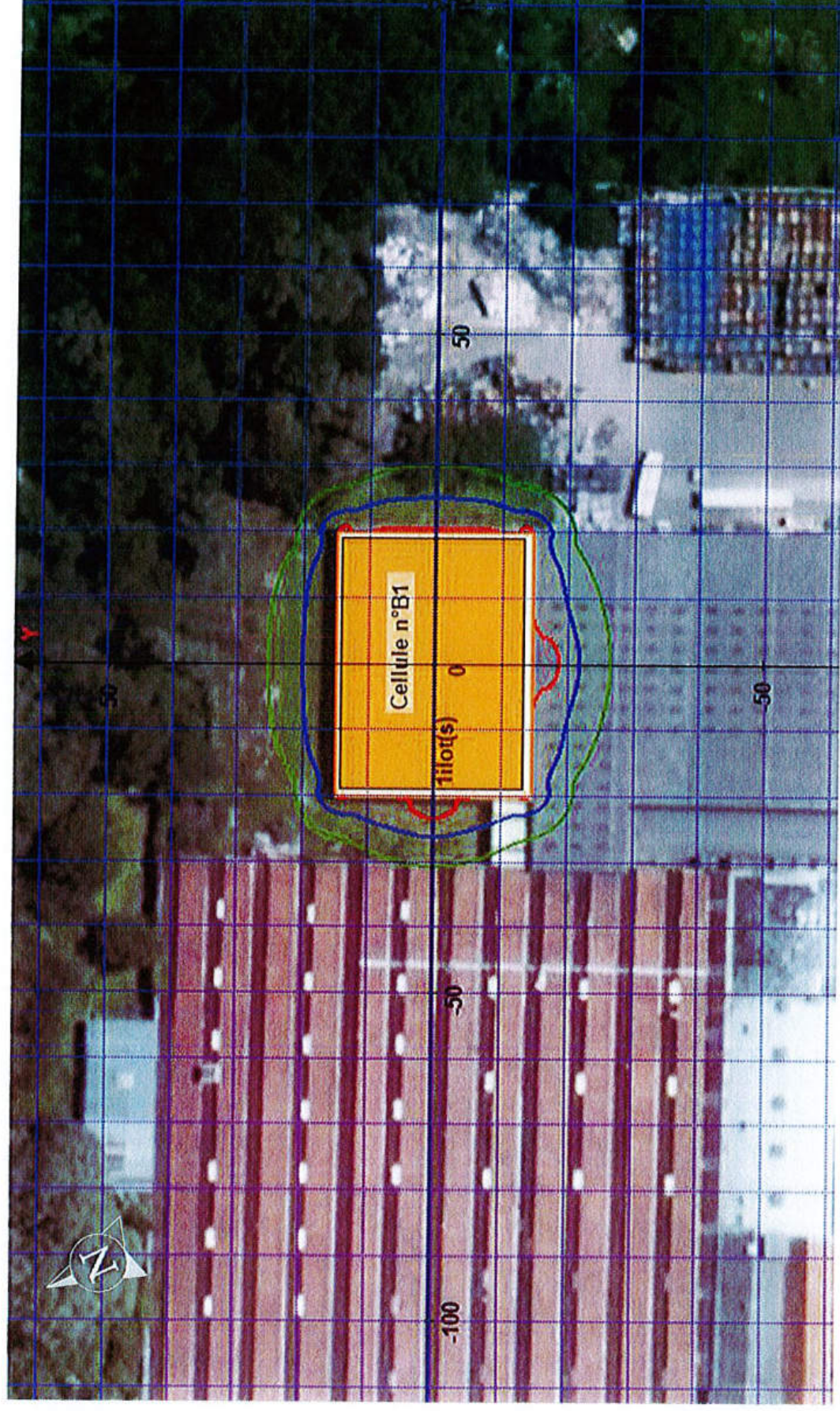
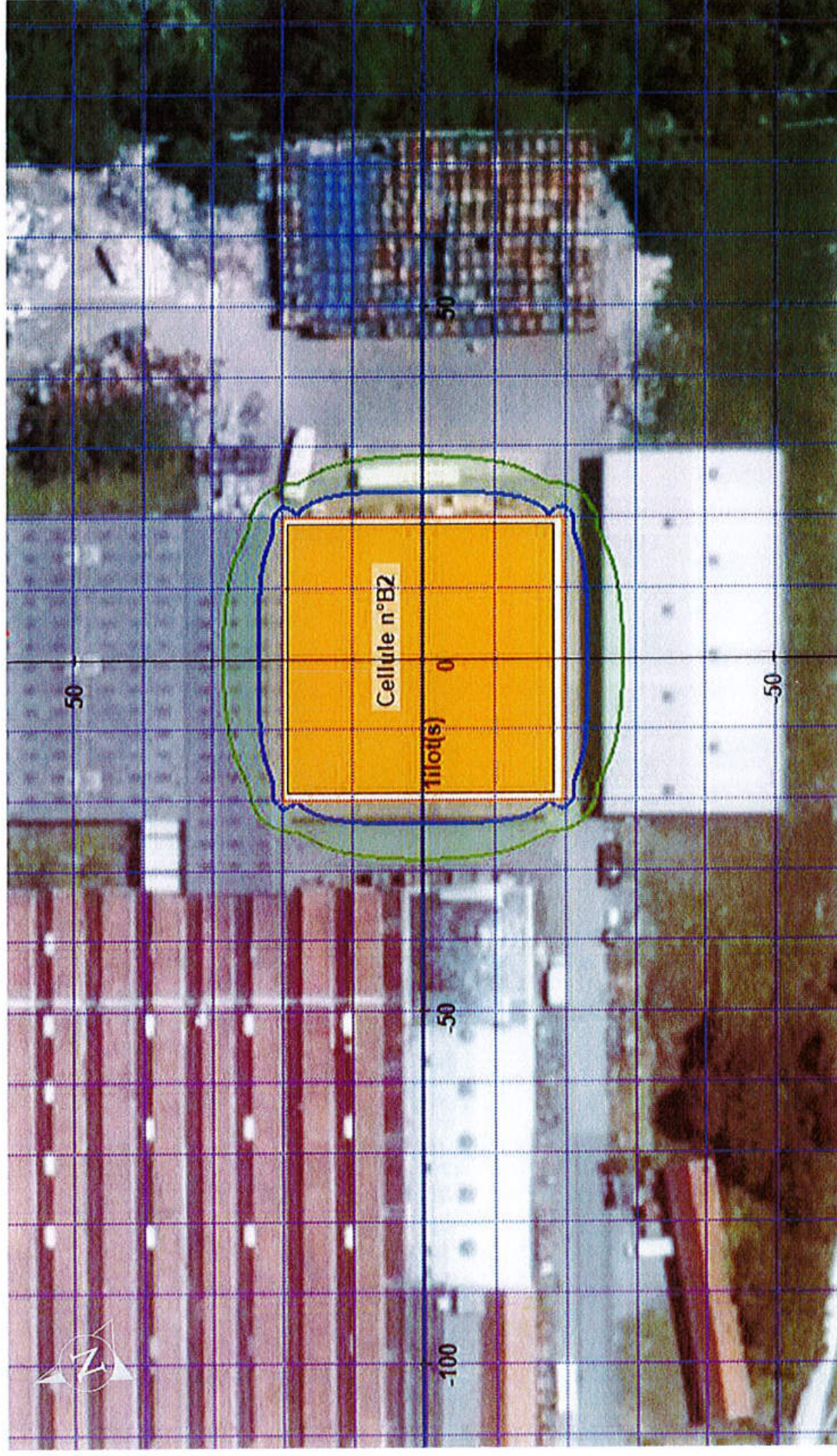


Figure 14 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – Cellule B2



La durée respective des incendies pour les différents scénarios de modélisation est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Scénario	Durée
Cellule D1	Durée de l'incendie: 64 min
Cellule D2	Durée de l'incendie : 93 min
Cellule D3	Durée de l'incendie : 94 min
Cellule B1	Durée de l'incendie : 125 min
Cellule B2	Durée de l'incendie : 115 min
Cellule C	Durée de l'incendie : 124 min

Hormis pour les scénarios d'incendie liés aux cellules D1 à D3, les durées d'incendie sont proches ou supérieures à 120 min. Cependant les cellules B1, B2 et C sont suffisamment éloignées les unes des autres et les seuils d'effets dominos modélisés montrent que la propagation d'un incendie d'une cellule à une autre n'est pas probable.

En revanche, les cellules D1 à D3 sont proches les unes des autres, il est donc nécessaire de modéliser un scénario d'incendie généralisé.

III.2.b. Modélisation d'un incendie généralisé

Comme énoncé précédemment, nous avons modélisé un incendie généralisé à l'échelle D1 à D3. Nous avons considéré une cellule unique puisque la tenue et la résistance des parois intérieures ne sont pas garanties. Ce postulat aura également pour effet de majorer les effets du scénario. Pour les besoins de cette modélisation, nous considérerons également une palette type 1510 pour les conditions de stockage.

Les notes de calcul complètes sont présentées en annexe 2.

La représentation de l'implantation de la cellule généralisée est indiquée ci-dessous.

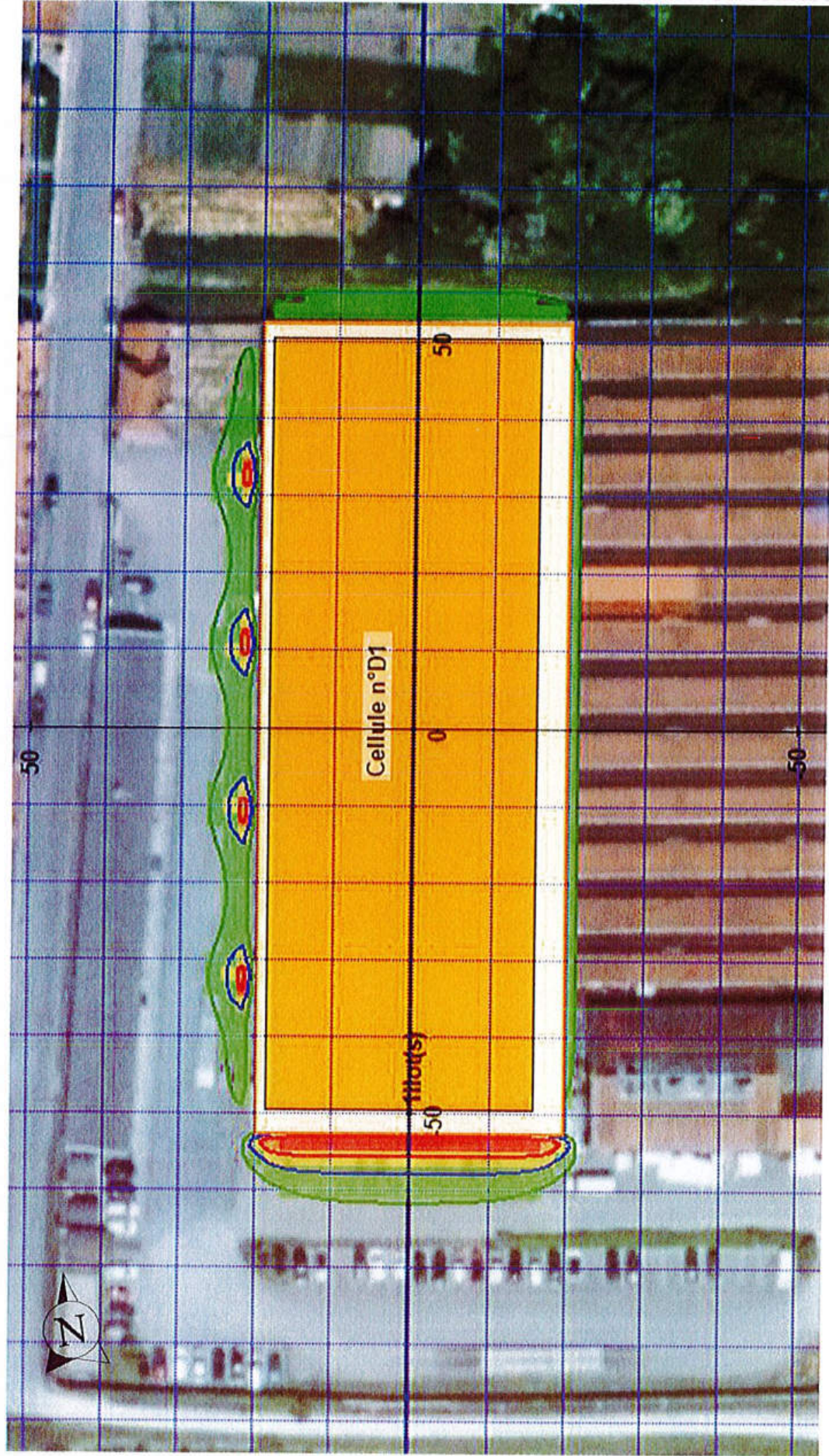


Figure 15 : Implantation de la cellule dans le cas d'un incendie généralisé

Pour le cas d'un incendie généralisé à 3 cellules, les résultats donnent la cartographie à la page suivante.

Dans ces conditions et dans le cas d'un incendie généralisé touchant successivement 3 cellules la durée d'incendie prévisible est de **103,0 min.**

Figure 16 : Représentation FLUMILOG des flux thermiques – cas d'un incendie généralisé



Les distances (m) d'effets thermiques maximales à partir des bords du bâtiment sont les suivantes :

Remarque : FLUMILOG préconise, pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Seuils des effets thermiques	Façade Ouest	Façade Nord	Façade Est	Façade Sud
SEI (3 kW/m ²)	10	5	/	15
SEL (5 kW/m ²)	5	/	/	10
SELS (8 kW/m ²)	5	/	/	5

Tableau 2 : Distances des flux thermiques – incendie généralisé

IV. CONCLUSION

Pour les incendies modélisés indépendamment pour chaque cellule, aucun seuil de flux thermiques ne sort des limites de propriété. Les cellules D1 à D3 étant proches, la modélisation d'un incendie a été réalisé. Cette modélisation a montré que les effets restent confinés au sein des limites de site.

ANNEXES

**ANNEXE 1 : NOTES DE CALCULS FLUMILOG – MODELISATION DES CELLULES
DE MANIERE INDEPENDANTE**

**ANNEXE 2 : NOTES DE CALCULS FLUMILOG – MODELISATION D'UN INCENDIE
GENERALISE**



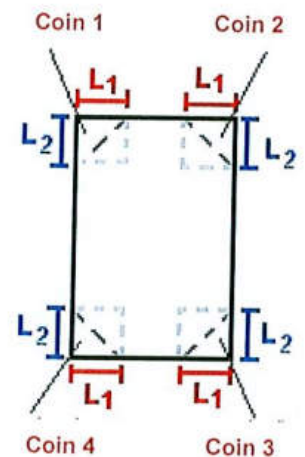
Interface graphique v.5.6.1.0
Outil de calculV5.6

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

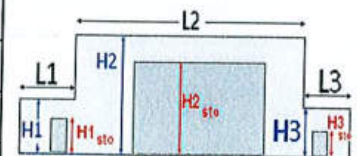
Utilisateur :	Benoit
Société :	DEKRA
Nom du Projet :	CelluleB1_1665153320
Cellule :	B
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	07/10/2022 à16:32:00avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	7/10/22

I. DONNEES D'ENTREE :Donnée CibleHauteur de la cible : **1,8 m**Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°B1				
Longueur maximum de la cellule (m)		30,0		
Largeur maximum de la cellule (m)		40,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)		6,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

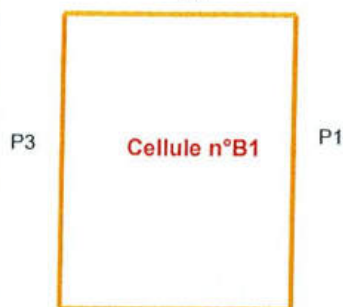


Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0

Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metalique simple peau
Nombre d'exutoires	6
Longueur des exutoires (m)	2,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

P4



P2

[illegible]

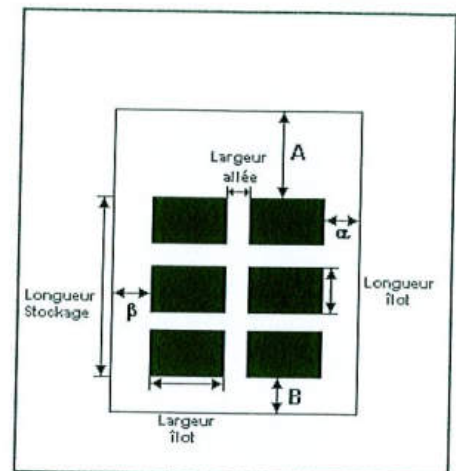
Stockage de la cellule : Cellule n°B1

Mode de stockage

Masse

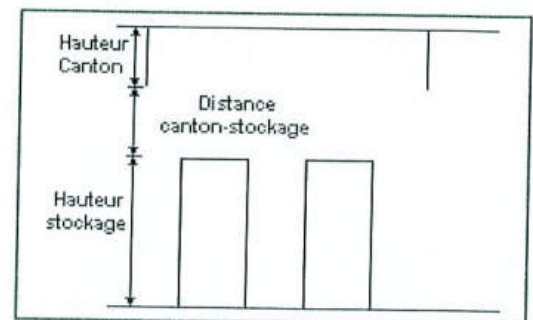
Dimensions

Longueur de préparation A	0,5 m
Longueur de préparation B	1,5 m
Déport latéral α	1,0 m
Déport latéral β	1,0 m
Hauteur du canton	1,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	38,0 m
Longueur des îlots	28,0 m
Hauteur des îlots	5,0 m
Largeur des allées entre îlots	0,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°B1

Dimensions Palette

Longueur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Largeur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Hauteur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Volume de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0


Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

1 Vue du dessus 2



(X1;Y1) (X2;Y2)

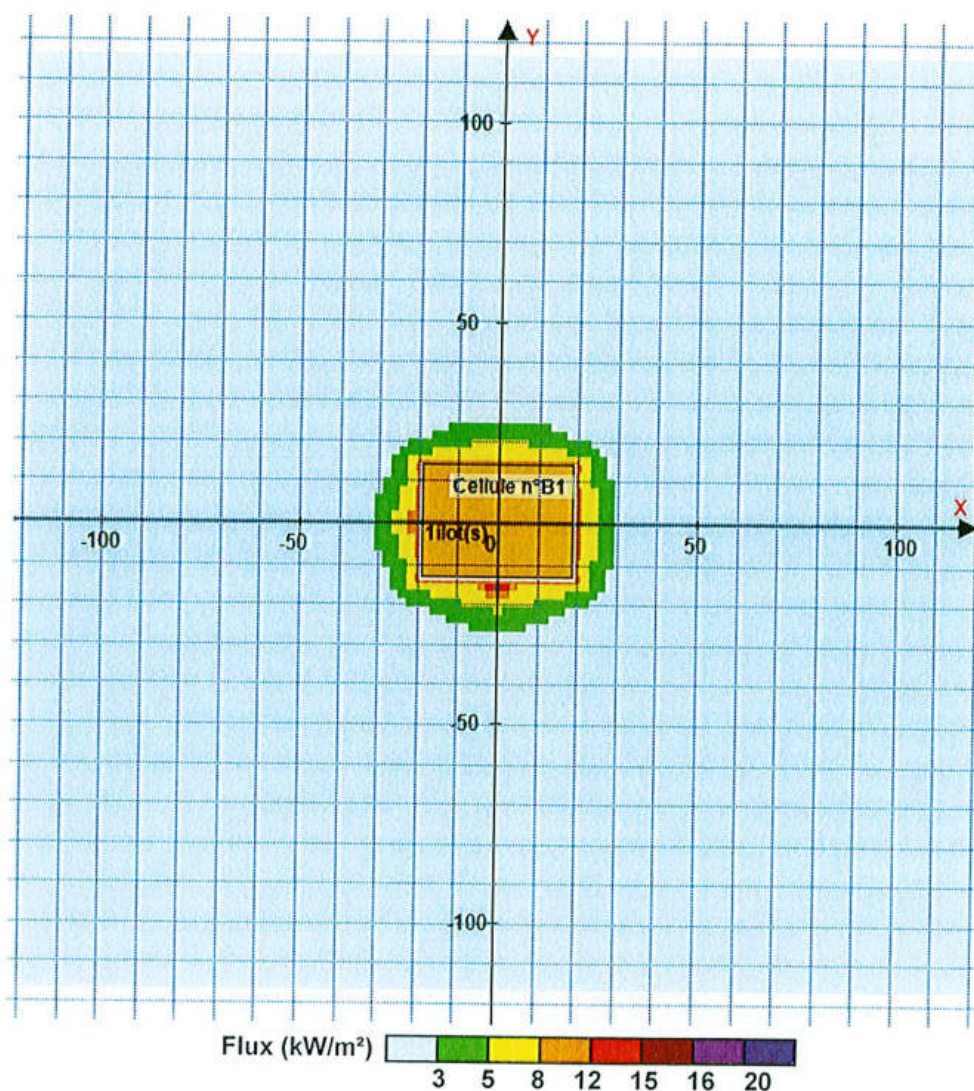
		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°B1**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°B1 **125,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV5.6

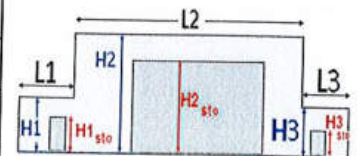
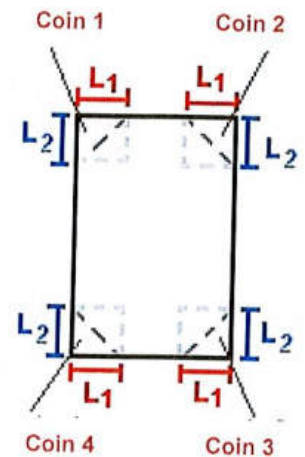
Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	Benoit
Société :	DEKRA
Nom du Projet :	CelluleB2_1665153326
Cellule :	B
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	07/10/2022 à16:34:40avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	7/10/22

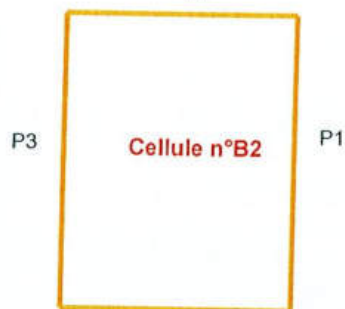
I. DONNEES D'ENTREE :Donnée CibleHauteur de la cible : **1,8 m**Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°B2				
Longueur maximum de la cellule (m)		40,0		
Largeur maximum de la cellule (m)		40,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)		6,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	

Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	0
Longueur des exutoires (m)	0,0
Largeur des exutoires (m)	0,0

P4



P2

Page 3

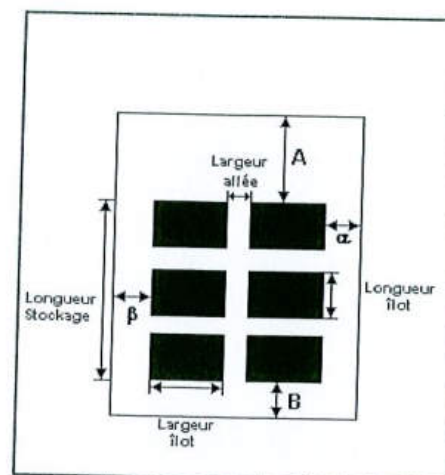
Stockage de la cellule : Cellule n°B2

Mode de stockage

Masse

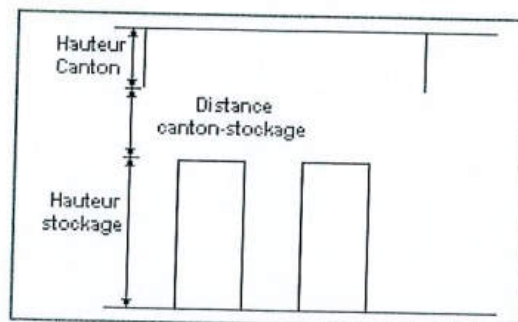
Dimensions

Longueur de préparation A	0,5 m
Longueur de préparation B	1,5 m
Déport latéral α	1,0 m
Déport latéral β	1,0 m
Hauteur du canton	1,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	38,0 m
Longueur des îlots	38,0 m
Hauteur des îlots	5,0 m
Largeur des allées entre îlots	0,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°B2

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0 min
Puissance dégagée par la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

1 Vue du dessus 2

(X1;Y1) (X2;Y2)

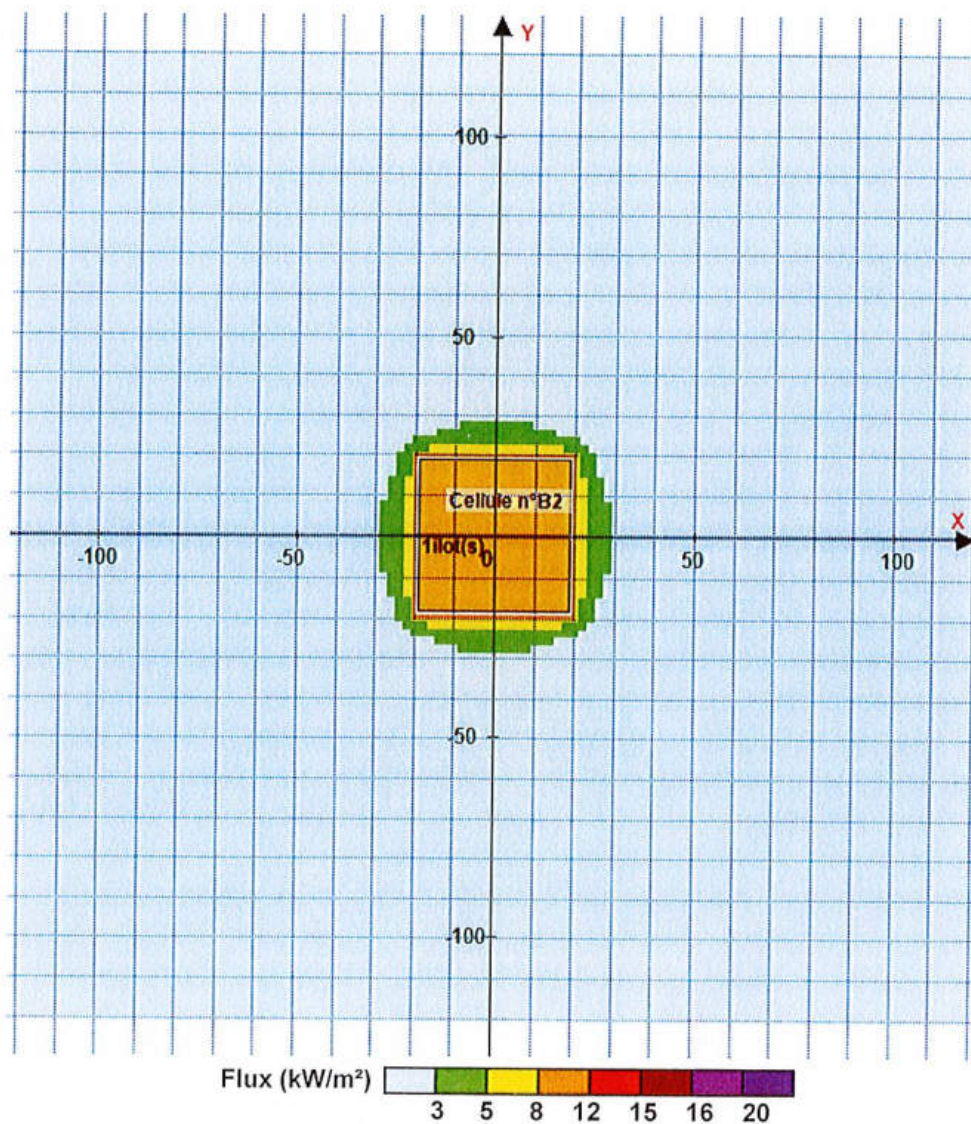
		Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
Merlon n°	Hauteur (m)	X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°B2**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°B2 **115,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé.

Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calcul V5.6

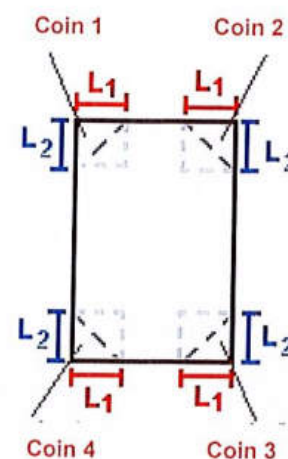
Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

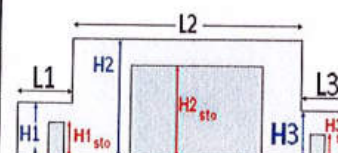
Utilisateur :	Benoît
Société :	DEKRA
Nom du Projet :	CelluleC_1665153304
Cellule :	B
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	07/10/2022 à 16:26:33 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	7/10/22

I. DONNEES D'ENTREE :Donnée CibleHauteur de la cible : **1,8 m**Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°C				
Longueur maximum de la cellule (m)		25,0		
Largeur maximum de la cellule (m)		50,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)		6,0		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

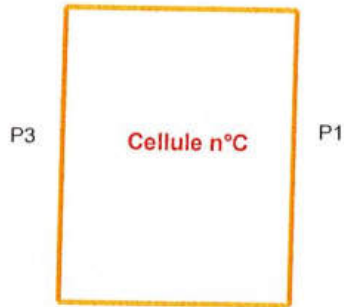


Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0

Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	metallique simple peau
Nombre d'exutoires	8
Longueur des exutoires (m)	1,5
Largeur des exutoires (m)	1,5

P4

Page 3

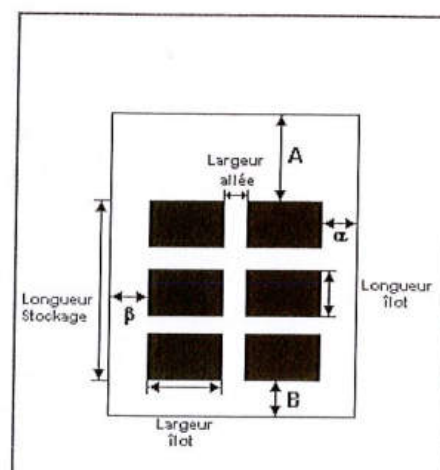
Stockage de la cellule : Cellule n°C

Mode de stockage

Masse

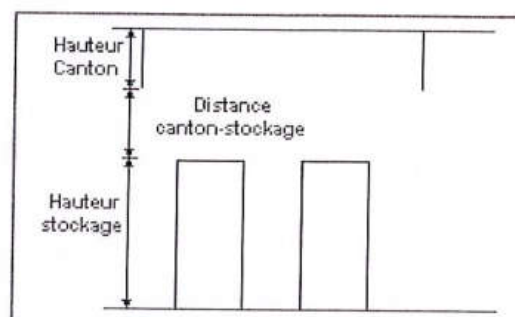
Dimensions

Longueur de préparation A	1,0 m
Longueur de préparation B	0,0 m
Déport latéral α	1,0 m
Déport latéral β	1,0 m
Hauteur du canton	0,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	48,0 m
Longueur des îlots	24,0 m
Hauteur des îlots	5,0 m
Largeur des allées entre îlots	0,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°C

Dimensions Palette

Longueur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Largeur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Hauteur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Volume de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

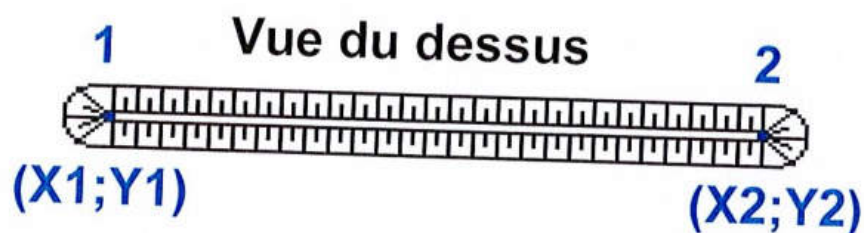
Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



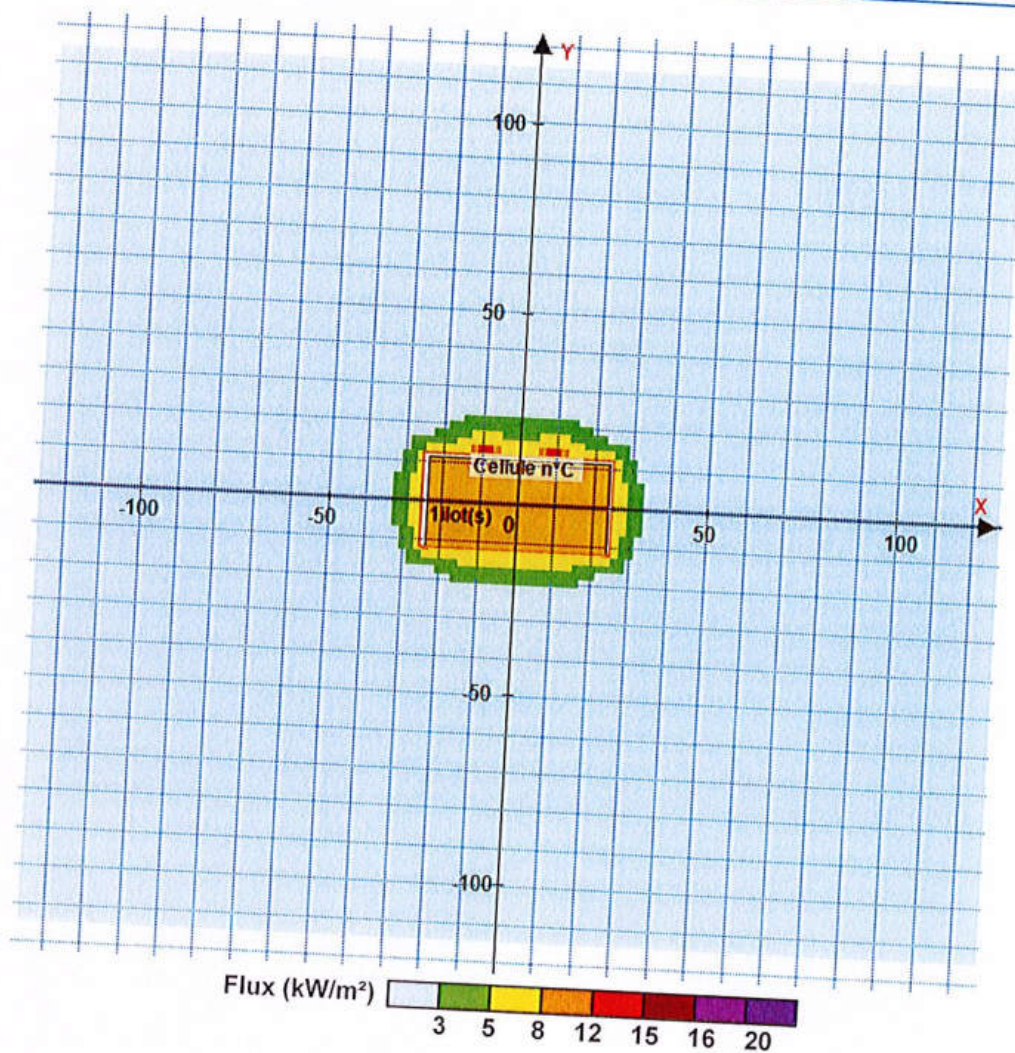
Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : Cellule n°C

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°C 124,0 min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

FLUMilog

Interface graphique v.5.6.1.0

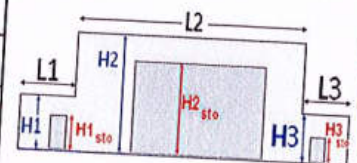
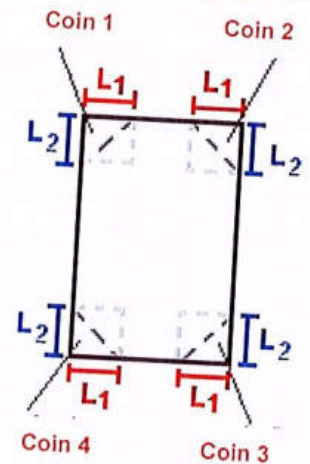
Outil de calcul V5.6

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	Benoit
Société :	DEKRA
Nom du Projet :	CelluleD1v2
Cellule :	D1
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	10/10/2022 à 18:11:05 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	10/10/22

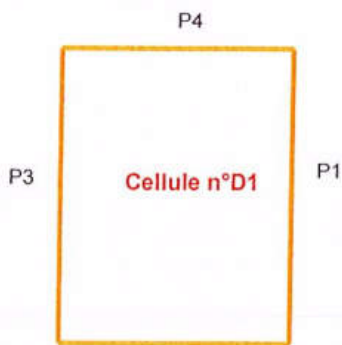
I. **DONNEES D'ENTREE :****Donnée Cible**Hauteur de la cible : **1,8 m****Géométrie Cellule1**

Nom de la Cellule :Cellule n°D1				
Longueur maximum de la cellule (m)		40,0		
Largeur maximum de la cellule (m)		17,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)		7,8		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	

**Toiture**

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	5
Longueur des exutoires (m)	2,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

Parois de la cellule : Cellule n°D1

[illegible]

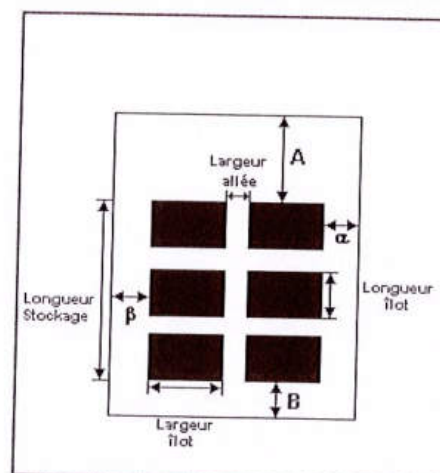
Stockage de la cellule : Cellule n°D1

Mode de stockage

Masse

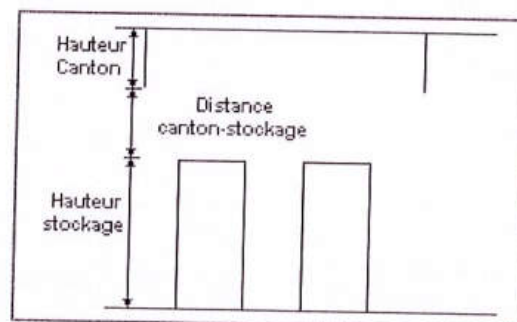
Dimensions

Longueur de préparation A	3,0 m
Longueur de préparation B	2,0 m
Déport latéral α	0,0 m
Déport latéral β	1,0 m
Hauteur du canton	2,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	2
Largeur des îlots	7,0 m
Longueur des îlots	35,0 m
Hauteur des îlots	2,0 m
Largeur des allées entre îlots	2,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°D1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0 min
Puissance dégagée par la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

1 Vue du dessus 2

(X1;Y1) (X2;Y2)

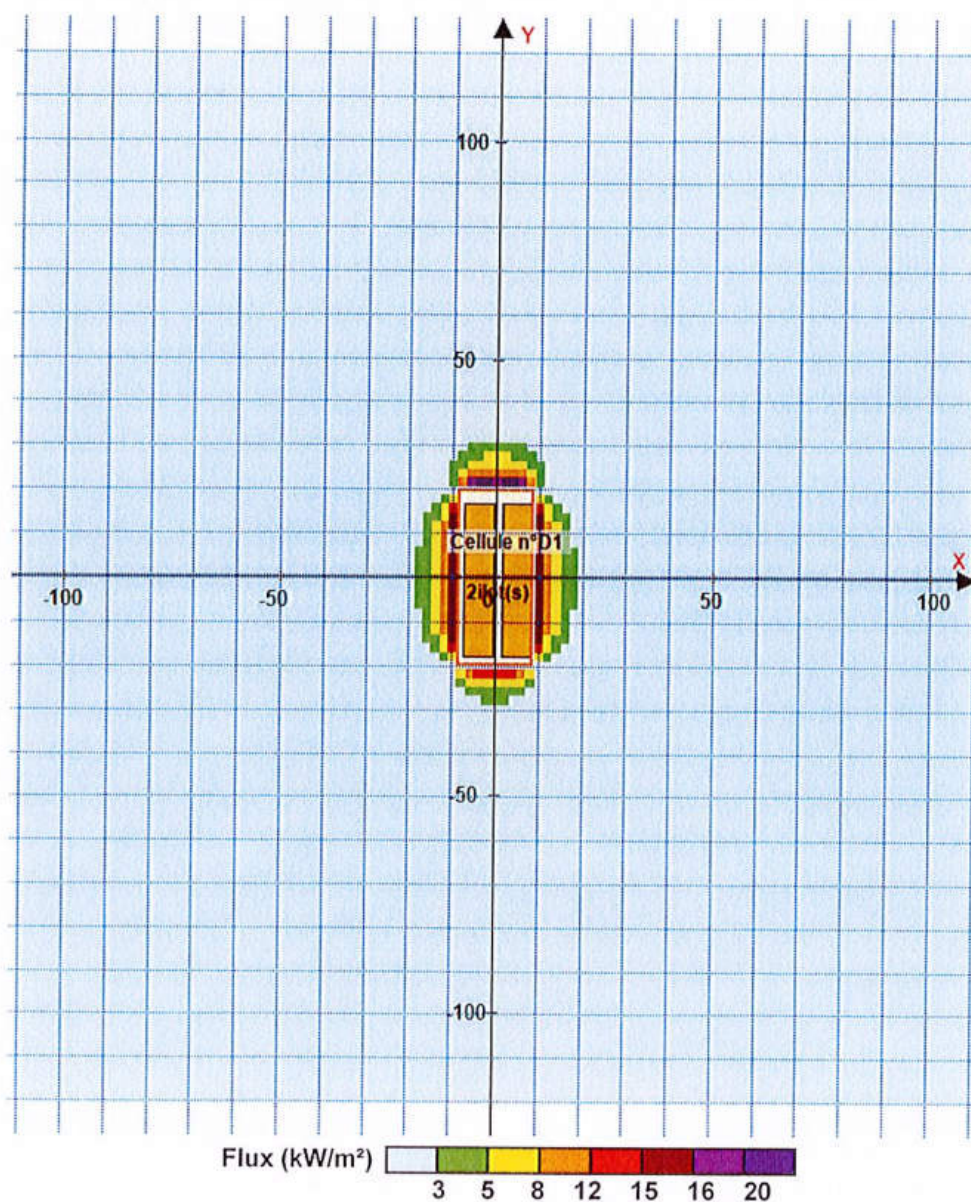
Page 5

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°D1**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°D1 **64,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calcul V5.6

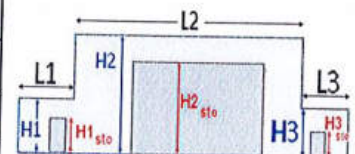
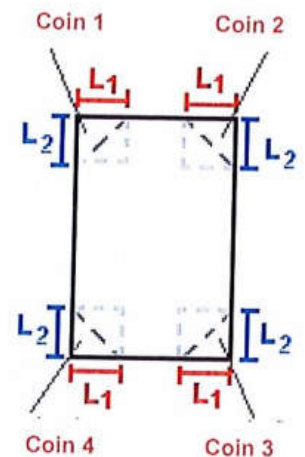
Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	Benoit
Société :	DEKRA
Nom du Projet :	CelluleD2_1665152644
Cellule :	D2
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	07/10/2022 à 16:15:53 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	7/10/22

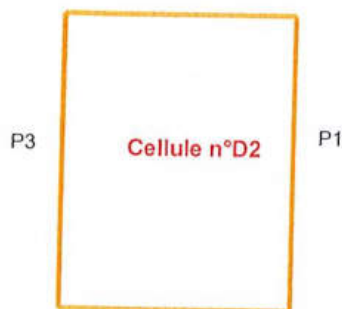
I. DONNEES D'ENTREE :Donnée CibleHauteur de la cible : **1,8 m**Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°D2				
Longueur maximum de la cellule (m)		40,0		
Largeur maximum de la cellule (m)		50,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)		6,5		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Hauteur complexe				
	1	2	3	
L (m)	0,0	0,0	0,0	
H (m)	0,0	0,0	0,0	
H sto (m)	0,0	0,0	0,0	

Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	7
Longueur des exutoires (m)	2,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

P4

Page 3

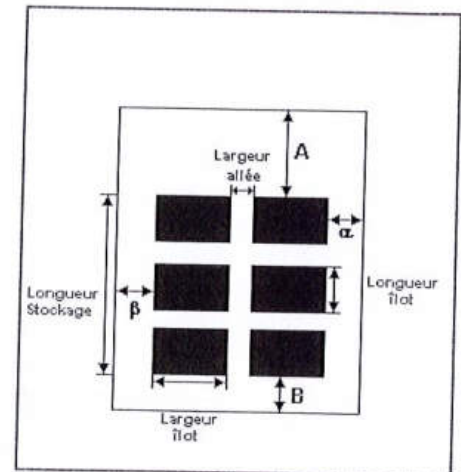
Stockage de la cellule : Cellule n°D2

Mode de stockage

Masse

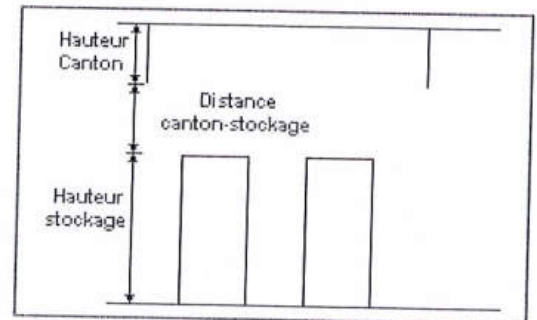
Dimensions

Longueur de préparation A	1,0 m
Longueur de préparation B	0,0 m
Déport latéral α	1,0 m
Déport latéral β	4,0 m
Hauteur du canton	1,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	2
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	45,0 m
Longueur des îlots	18,0 m
Hauteur des îlots	3,0 m
Largeur des allées entre îlots	3,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°D2

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Nom de la palette :	Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

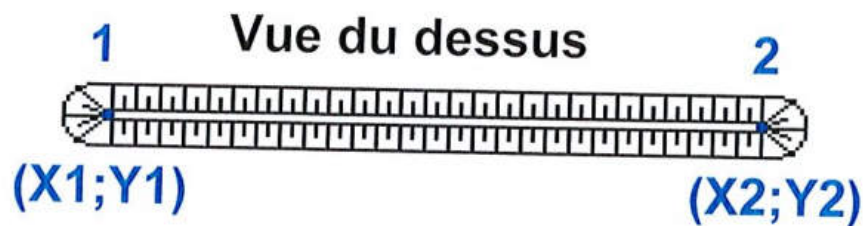
NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0 min
Puissance dégagée par la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



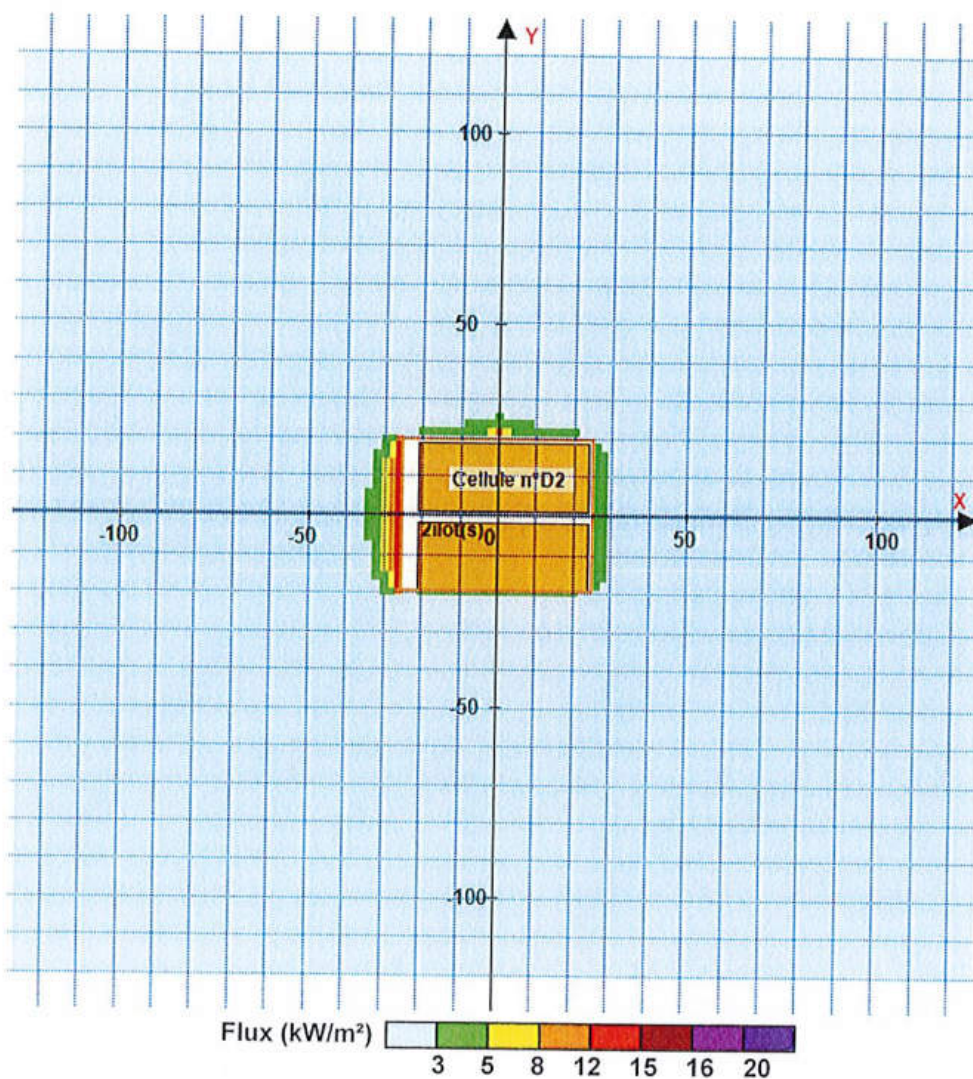
Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°D2**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°D2 **93,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV5.6

Flux Thermiques

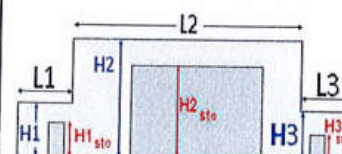
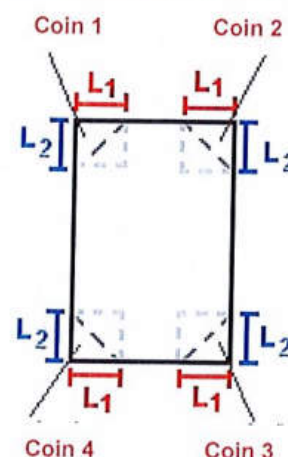
Détermination des distances d'effets

Utilisateur :	Benoît
Société :	DKI
Nom du Projet :	CelluleD3V2
Cellule :	D3
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	10/10/2022 à 17:11:02 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	10/10/22

I. DONNEES D'ENTREE :Donnée CibleHauteur de la cible : **1,8 m**Géométrie Cellule1

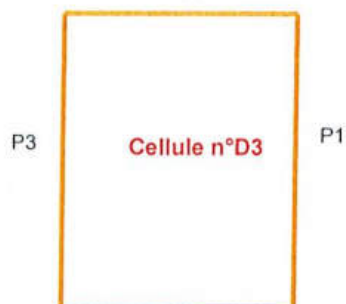
Nom de la Cellule :Cellule n°D3				
Longueur maximum de la cellule (m)		32,0		
Largeur maximum de la cellule (m)		54,0		
Hauteur maximum de la cellule (m)		6,5		
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0	
		L2 (m)	0,0	

Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0

Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	6
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

P4

Page 3

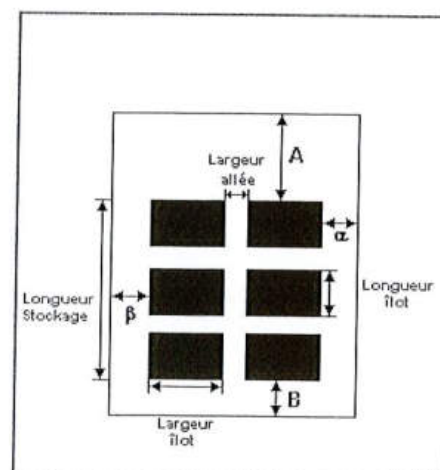
Stockage de la cellule : Cellule n°D3

Mode de stockage

Masse

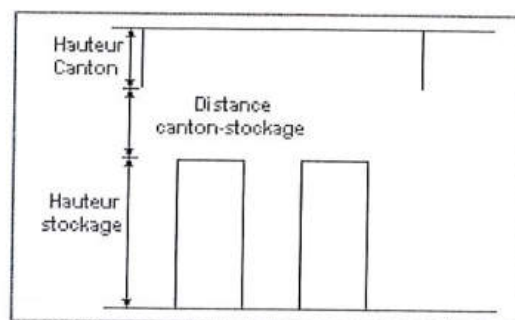
Dimensions

Longueur de préparation A	1,5 m
Longueur de préparation B	5,5 m
Déport latéral α	1,0 m
Déport latéral β	3,0 m
Hauteur du canton	2,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	50,0 m
Longueur des îlots	25,0 m
Hauteur des îlots	3,0 m
Largeur des allées entre îlots	0,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°D3

Dimensions Palette

Longueur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Largeur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Hauteur de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Volume de la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Nom de la palette : Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette : 45,0 min

Puissance dégagée par la palette : Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

1 Vue du dessus 2

(X1;Y1) (X2;Y2)

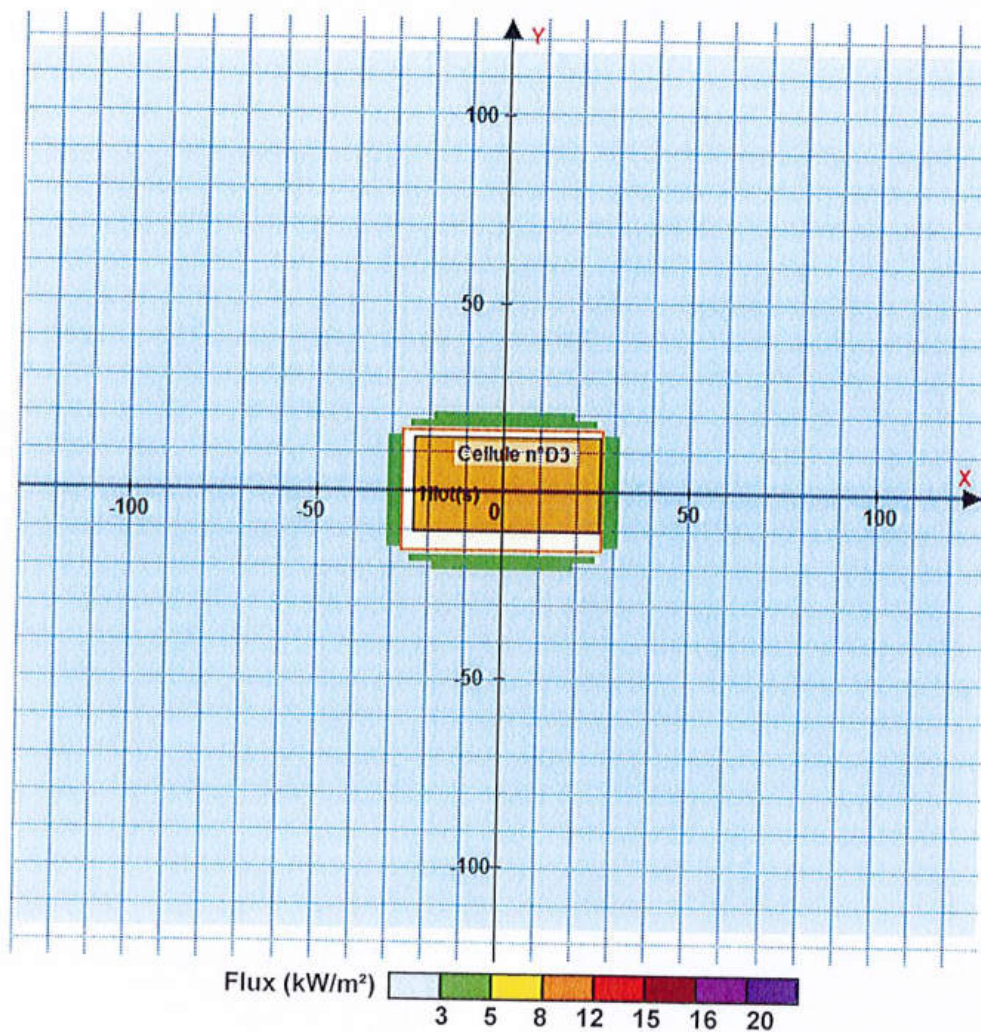
Page 5

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°D3**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°D3 **94,0** min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.



Interface graphique v.5.6.1.0

Outil de calculV5.6

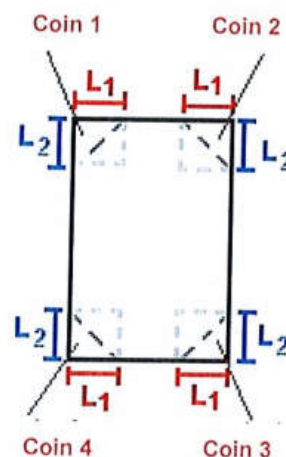
Flux Thermiques

Détermination des distances d'effets

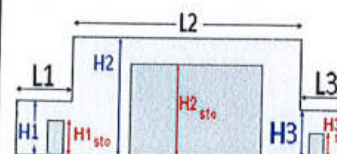
Utilisateur :	Benoit
Société :	DEKRA
Nom du Projet :	CellulegeneralV3
Cellule :	D1
Commentaire :	
Création du fichier de données d'entrée :	10/10/2022 à 18:58:29 avec l'interface graphique v. 5.6.1.0
Date de création du fichier de résultats :	10/10/22

I. DONNEES D'ENTREE :Donnée CibleHauteur de la cible : **1,8 m**Géométrie Cellule1

Nom de la Cellule :Cellule n°D1			
Longueur maximum de la cellule (m)		40,0	
Largeur maximum de la cellule (m)		105,0	
Hauteur maximum de la cellule (m)		6,5	
Coin 1	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 2	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 3	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0
Coin 4	non tronqué	L1 (m)	0,0
		L2 (m)	0,0

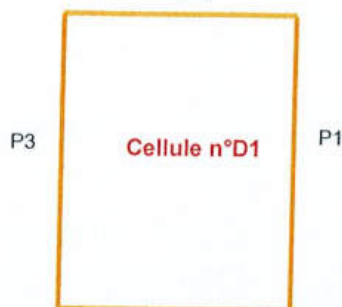


Hauteur complexe			
	1	2	3
L (m)	0,0	0,0	0,0
H (m)	0,0	0,0	0,0
H sto (m)	0,0	0,0	0,0

Toiture

Résistance au feu des poutres (min)	15
Résistance au feu des pannes (min)	15
Matériaux constituant la couverture	Fibrociment
Nombre d'exutoires	14
Longueur des exutoires (m)	3,0
Largeur des exutoires (m)	2,0

P4

Page 3

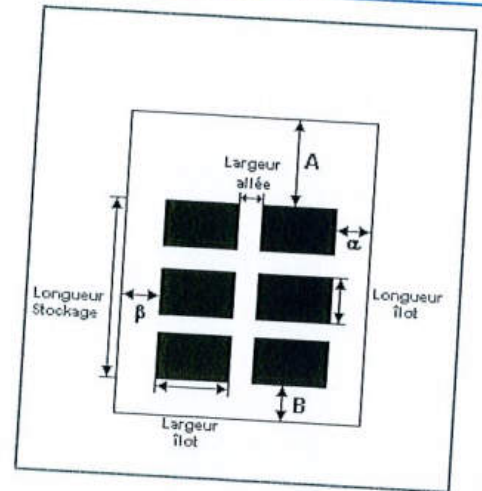
Stockage de la cellule : Cellule n°D1

Mode de stockage

Masse

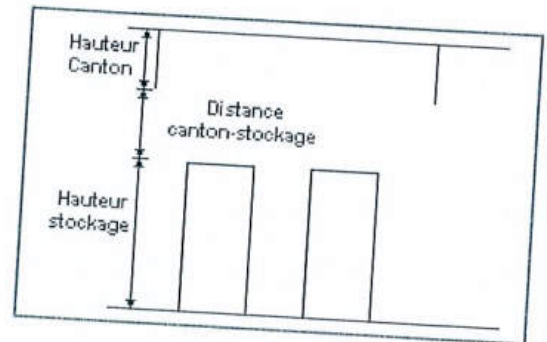
Dimensions

Longueur de préparation A	1,0 m
Longueur de préparation B	4,0 m
Déport latéral α	2,0 m
Déport latéral β	3,0 m
Hauteur du canton	2,0 m



Stockage en masse

Nombre d'îlots dans le sens de la longueur	1
Nombre d'îlots dans le sens de la largeur	1
Largeur des îlots	100,0 m
Longueur des îlots	35,0 m
Hauteur des îlots	3,0 m
Largeur des allées entre îlots	0,0 m



Palette type de la cellule Cellule n°D1

Dimensions Palette

Longueur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Largeur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Hauteur de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Volume de la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette
Nom de la palette :	Palette type 1510

Poids total de la palette : Par défaut

Composition de la Palette (Masse en kg)

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

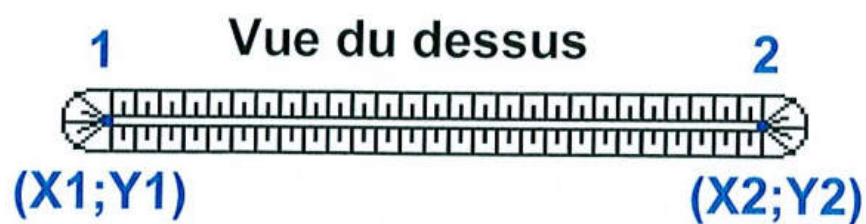
NC	NC	NC	NC
0,0	0,0	0,0	0,0

Données supplémentaires

Durée de combustion de la palette :	45,0 min
Puissance dégagée par la palette :	Adaptée aux dimensions de la palette

Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW

Merlons



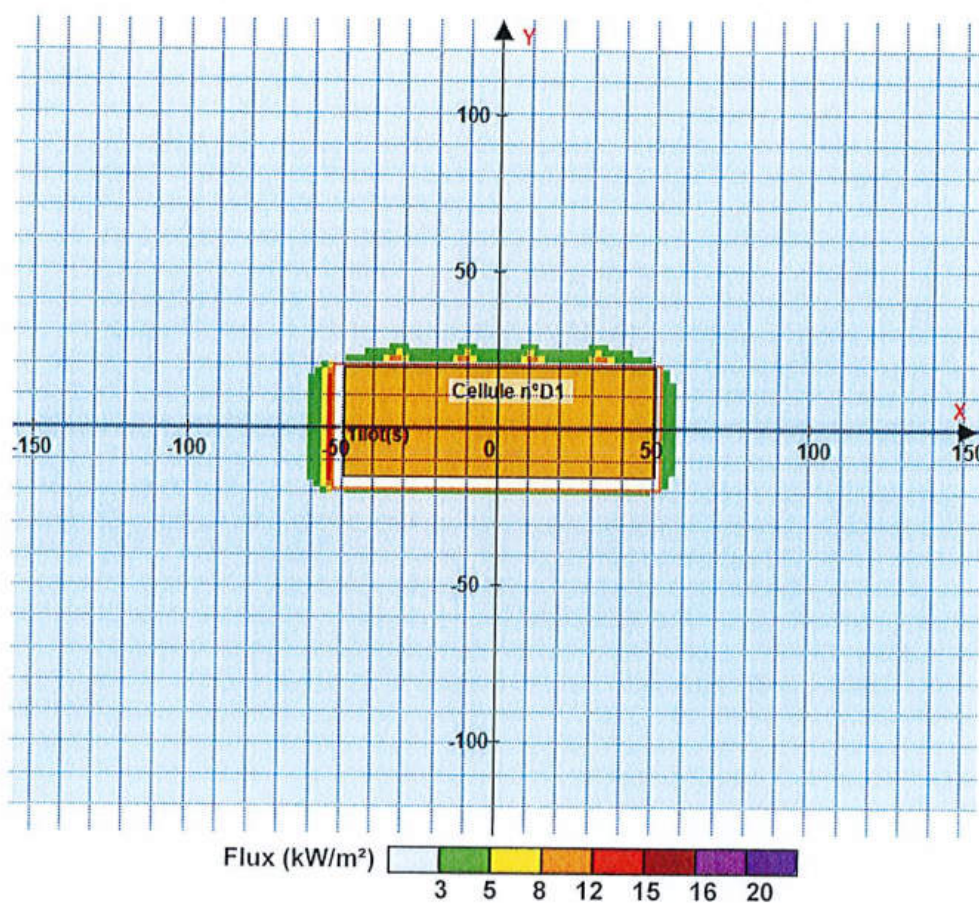
Merlon n°	Hauteur (m)	Coordonnées du premier point		Coordonnées du deuxième point	
		X1 (m)	Y1 (m)	X2 (m)	Y2 (m)
1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
12	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
17	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
18	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

II. RESULTATS :

Départ de l'incendie dans la cellule : Cellule n°D1

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°D1 103,0 min

Distance d'effets des flux maximum



Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

SOREHAL

LA DÉTECTION EFFICACE DEPUIS 1987

LE RELAIS

A l'attention de Mr GAMBIEZ

Rue des Moulins Bleus

80830 L'Étoile

Fretin le 15/09/2022

Mr GAMBIEZ,

Par la présente je vous informe que sur le site du RELAIS sis à L'Étoile (80830), notre prestation technique concernant l'installation d'un SSI (alarme incendie avec détection et évacuation) est terminée.

Le système est opérationnel.

La programmation définitive, la mise en service et la formation du personnel par le constructeur DEF sont programmées le Mercredi 21/09/2022 (sur la journée).

Une fois cette dernière étape effectuée, nous vous remettrons les documents techniques du SSI (DOE, dossier d'identité, synoptique, certificat APSAD, attestation de formation du personnel...).

Vous en souhaitant bonne réception.

Cordialement.

Frédéric LANCIE

SARL SOREHAL
533-559 rue de la Voyette - CRT n° 2
59273 FRETIN
Tél. 03 20 87 09 50
Fax 03 20 87 09 59



Service d'installation et de maintenance des
extincteurs
(référentiel I4 – NF285)



Service de maintenance des systèmes de
déenfumage naturel
(référentiel F17)



Service d'installation et de maintenance de
systèmes de détection intrusion
(NF 367 – I81) catégories ABC
et vidéosurveillance (NF 367 – I82)

Certifications délivrées par CNPP Cert – www.cnpp.com et AFNOR Certification – www.marque-nf.com

SOREHAL – SARL au capital de 7 775 € - RCS Lille B 340 580 786 – SIRET : 340 580 786 00069 – APE 4322A
533-559 Rue de la Voyette – CRT n° 2 – 59273 FRETIN – T. : 03.20.87.09.50

ATTESTATION DE PRESTATION

Le 13 Septembre 2022,
A Noyelles-Godault,

Je soussigné, Galaad BULTEZ, Directeur Commercial chez LUXANT Security,
atteste par la présente que nous avons mis à disposition de notre client le Relais
Nord Pas de Calais un agent SSIAP1 sur le site du R80 du 18/07/2022 au
15/09/2022, et ce tous les jours de 19h à 5h.

**GALAAD
BULTEZ
ID**

Signature
numérique de
GALAAD BULTEZ
ID
Date : 2022.09.13
20:07:14 +02'00'

LuxAnt Security



Sujet : Fwd: Preuve de la prestation SSIAP sur le site de L Etoile

De : Vincent GAMBIEZ <vgambiez@lerelais.org>

Date : 20/10/2022, 09:33

Pour : SCHMIDT Cecile - DREAL Hauts-de-France/UD-Somme/E2

<cecile.schmidt@developpement-durable.gouv.fr>, pduponchel

<pduponchel@lerelais.org>, VANDEVOORDE Guillaume - DREAL Hauts-de-France/UD-Somme <Guillaume.VANDEVOORDE@developpement-durable.gouv.fr>

Bonjour Mme Schmidt, Monsieur Vandevoorde,

Comme évoqué lors de votre visite, nous confirmons la présence d'un agent SSIAP sur le site en dehors des présences des salariés (tous les jours de 21h à 5h, les Samedis et Dimanche ainsi que les jours fériés).

Nous avons contractualisé jusqu'au 30 Novembre, ce contrat sera bien évidemment prolongé pour assurer la surveillance du site de manière pérenne. Merci de me confirmer que vous avez bien reçu le document.

Cordialement

Vincent GAMBIEZ

Le Relais Nord Pas De Calais, Entreprise à But Socio-économique

Chemin des Dames

62700 Bruay la buissière -

Mobile : 06 80 65 29 40

Nous avons raison de croire en l'homme - www.lerelais.org

—Pièces jointes : —

siap-r80.pdf

116 Ko

Portion de message joint

60 octets

Site concerné
LE RELAIS 80-S
rue des moulins bleues
80830 L'ETOILE

LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS
1987 rue Chemin des Dames
ZAL du Possible
62700 BRUAY LA BUISSIÈRE

Prestation : P-SURVEILLANCE SITE du 17/10/2022 au 30/11/2022

Merci de bien vouloir nous retourner le présent devis validé "bon pour accord" avec tampon et signature, pour la mise en place effective de la prestation.

P-SURVEILLANCE SSIAP JOURS OUVRES (SSIAP 1)

Du 17/10/2022 au 30/11/2022, de 21:00 à 05:00 - 1 Agent - lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Sauf les jours fériés
Total : 248.00 heures

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
Heures Jour ouvré nuit	238.00	20.76 €	4 940.88 €	20.00%
Heures Jour férié nuit	10.00	41.51 €	415.10 €	20.00%

P-SURVEILLANCE SSIAP WK NUIT (SSIAP 1)

Du 17/10/2022 au 30/11/2022, de 21:00 à 09:00 - 1 Agent - samedi et dimanche.
Total : 144.00 heures

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
Heures Jour ouvré jour	18.00	18.70 €	336.60 €	20.00%
Heures Jour ouvré nuit	54.00	20.76 €	1 121.04 €	20.00%
Heures Dimanche jour	18.00	20.57 €	370.26 €	20.00%
Heures Dimanche nuit	54.00	22.83 €	1 232.82 €	20.00%

P-SURVEILLANCE SSIAP WK JOUR (SSIAP 1)

Du 17/10/2022 au 30/11/2022, de 09:00 à 21:00 - 1 Agent - samedi et dimanche.
Total : 144.00 heures

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
Heures Jour ouvré jour	72.00	18.70 €	1 346.40 €	20.00%
Heures Dimanche jour	72.00	20.57 €	1 481.04 €	20.00%

Site concerné
LE RELAIS 80-S
rue des moulins bleues
80830 L'ETOILE

LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS
1987 rue Chemin des Dames
ZAL du Possible
62700 BRUAY LA BUISSIÈRE

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
P-SURVEILLANCE SSIAP JOURS FERIES (SSIAP 1) Du 17/10/2022 au 30/11/2022 Total : 48.00 heures Mardi 01/11/2022 de 09:00 à 21:00 Mardi 01/11/2022 de 21:00 à 09:00 Vendredi 11/11/2022 de 09:00 à 21:00 Vendredi 11/11/2022 de 21:00 à 09:00				
Heures Jour ouvré jour	6.00	18.70 €	112.20 €	20.00%
Heures Jour ouvré nuit	12.00	20.76 €	249.12 €	20.00%
Heures Jour férié jour	24.00	37.40 €	897.60 €	20.00%
Heures Jour férié nuit	6.00	41.51 €	249.06 €	20.00%

TOTAL : 584.00 Heures

Informations de paiement

Mode de règlement : Virement à 30 jours fin de mois

N°-14 : BUL/202210128

Total NET HT 12 752.12 €

TVA 20.00%
sur un sous-total NET de 12 752.12 €
2 550.42 €

Total NET TTC 15 302.54 €

BON POUR ACCUSE

FAIT A : le

signature client

LE RELAIS
nous avons raison de croire en l'Homme
EBS LE RELAIS NORD PAS-DE-CALAIS
Z.A.L du Possible « LE RELAIS »
Chemin des Dames 62700 BRUAY LA BUISSIÈRE
Tél. : 03 21 01 77 77 / Fax : 03 21 62 02 78
E-mail : le.relais@lerelais.org
SIRET : 333 684 124 0014 NAF : 3832Z
RCS Arras : 333 684 124 TVA : FR 65 333 684 124

Site concerné
LE RELAIS 80-S
rue des moulins bleues
80830 L'ETOILE

LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS
1987 rue Chemin des Dames
ZAL du Possible
62700 BRUAY LA BUISSIÈRE

Prestation : S-SURVEILLANCE SITE du 01/12/2022 au 31/12/2022

Merci de bien vouloir nous retourner le présent devis validé "bon pour accord" avec tampon et signature, pour la mise en place effective de la prestation.

S-SURVEILLANCE JOUR OUVRE (SSIAP 1)

Du 01/12/2022 au 31/12/2022, de 21:00 à 05:00 - 1 Agent - lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.
Total : 176.00 heures

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
Heures Jour ouvré nuit	176.00	20.76 €	3 653.76 €	20.00%

S-SURVEILLANCE WK JOUR (SSIAP 1)

Du 01/12/2022 au 31/12/2022, de 09:00 à 21:00 - 1 Agent - samedi et dimanche.
Total : 108.00 heures

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
Heures Jour ouvré jour	60.00	18.70 €	1 122.00 €	20.00%
Heures Dimanche jour	36.00	20.57 €	740.52 €	20.00%
Heures Dimanche férié jour	12.00	41.14 €	493.68 €	20.00%

S-SURVEILLANCE WK NUIT (SSIAP 1)

Du 01/12/2022 au 31/12/2022, de 21:00 à 09:00 - 1 Agent - samedi et dimanche.
Total : 108.00 heures

DÉSIGNATION	QTÉ	PRIX UNITAIRE	TOTAL HT	TVA
Heures Jour ouvré jour	12.00	18.70 €	224.40 €	20.00%
Heures Jour ouvré nuit	39.00	20.76 €	809.64 €	20.00%
Heures Dimanche jour	9.00	20.57 €	185.13 €	20.00%
Heures Dimanche nuit	27.00	22.83 €	616.41 €	20.00%
Heures Dimanche férié jour	6.00	41.14 €	246.84 €	20.00%
Heures Dimanche férié nuit	15.00	45.67 €	685.05 €	20.00%

TOTAL : 392.00 Heures

Site concerné
LE RELAIS 80-S
rue des moulins bleues
80830 L'ETOILE

LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS
1987 rue Chemin des Dames
ZAL du Possible
62700 BRUAY LA BUISSIÈRE

Informations de paiement

Mode de règlement : Virement à 30 jours fin de mois

N°-14 : BUL/202211170

Total NET HT	8 777.43 €
TVA 20.00%	1 755.49 €
sur un sous-total NET de 8 777.43 €	
Total NET TTC	10 532.92 €

BON POUR ACCORD

FAIT A **LE RELAIS**
nous avons raison de croire en l'Homme
signature client

EBS LE RELAIS NORD PAS-DE-CALAIS

Z.A.L du Possible « LE RELAIS »

Chemin des Dames 62700 BRUAY LA BUISSIÈRE

Tel : 03 21 61 77 77 / Fax : 03 21 62 02 72

E-mail : lerelais@lerelais.org

SIRET : 335 634 124 000 14 NAF : 8051A

RCS Arras : 633 604 124 TVA : FR 65 124 000 14

LUXANT SECURITY - 34 RUE BEAUMONT - 62950 - NOYELLES GODAULT - Tél : 0321136430 - Fax : 0321136431

LUXANT SECURITY - RCS 47837269100038 APE 8010Z- Autorisation d'exercice : AUT-062-2112-06-02-20130330550 - Article L612-14 CSI Modifié par LOI n°2014-742 du 1er juillet 2014- art 7 : " L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient . N° TVA intracommunautaire: FR78 478372691

Sujet : RE: Compte rendu de la visite du SDIS 80 -site le Relais à L'Étoile

De : "DUPUIS, Bertrand" <Bertrand.DUPUIS@sdis80.fr>

Date : 04/11/2022, 17:16

Pour : Vincent GAMBIEZ <vgambiez@lerelais.org>

Copie à : pduponchel <pduponchel@lerelais.org>

Monsieur Gambiez,

Suite à la transmission des nouveaux éléments et notre conversation téléphonique, je vous prie de trouver en PJ le nouveau calcul de D9 pour les besoins en eau de votre établissement (avec la prise en compte de la présence d'un gardien assurant une présence sur site H24 365J/an lorsque vos employés ne sont pas sur site).

Quelques précisions (en partant du principe que le plan transmis est orienté au nord) :

- la partie stockage située au nord ouest du plan n'a pas été prise en compte dans le calcul de stockage car il s'agit de stockage de matière ferreuse, classées en risque 1 et donc non majorante par rapport au vêtements ;
- la plus grande surface de production non recoupée par des murs coupe feu 2 heures sera donc la ligne de tris des vêtements
- les stockages extérieurs à l'est sont isolés du reste des bâtiments par un mur coupe-feu 2 heures

Je vous invite, comme évoqué, à revoir le plan de stockage intérieur pour que les vêtements stockés à l'arrière de la zone des magasins soient stockés dans la zone centrale de 3802m².

Concernant la présence d'un ERP dans les murs, voici ce que précise l'arrêté générale du 06/06/2018 dans son article 5 :

"Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées : (...)

- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, (...), d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).

Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120."

J'espère que ces éléments vous serviront dans le cadre de vos travaux et vous souhaite une bonne fin de journée et un bon week end.

Cordialement,

Application D9 calcul du besoin en eau

Critère	Coef proposé	Activité	Stockage
Hauteur de stockage			
jusqu'à 3 m	0	0,1	0,1
jusqu'à 8 m	0,1		
jusqu'à 12 m	0,2		
jusqu'à 30 m	0,5		
jusqu'à 40 m	0,7		
au-delà de 40 m	0,8		
Type de construction			
Ossature stable au feu > 1 h	(-0,1)	0,1	0,1
Ossature stable au feu > 30 mn	0		
Ossature stable au feu < 30 mn	0,1		
Matériaux aggravants			
Présence d'au moins un des matériaux aggravants	0,1	0	0
Type d'intervention interne			
Accueil 24/24 (présence)	(-0,1)	0,1	0,1
DAI généralisée + télésurv			
vers poste secours interne	(-0,1)		
Sscc sécu incendie interne			
24/24	(-0,3)		
Somme des coefficients	0,1	0,1	
Somme + 1	1,1	1,1	
Surface de référence (en m²)	4088	7724	
Débit de base	269,808	509,784	en m3/h
Catégorie de risque			
Risque faible, 1, 2 ou 3	0,5, 1, 2 ou 3	2	
Sprinkler			
Installation sprinklée (/2)	1	0	
Installation non sprinklée	0		
Débit brut requis	269,808	764,676	en m3/h
Débit requis (arrondi multiple de 30)	270	750	en m3/h
Volume requis sur 2h	540	1500	en m3
Le résultat est arrondi au multiple de 30 supérieur			
			Cumul
			1034,484 en m3/h
			1020 en m3/h
			2040 en m3

Suite à la mise à jour du calcul D9 réalisé par le SDIS, en tenant compte des hypothèses annoncées (à savoir pas de stockage dans les aires de 2480 et 1910 m² à l'entrée du bâtiment D et mise en place d'un mur coupe feu au sein du bâtiment D), le besoin en eau calculé du site est de 2 040 m³/h pour un incendie d'une durée de deux heures.

CALCUL DU DIMENSIONNEMENT DE LA RETENTION DES EAUX D'EXTINCTION

Ce calcul est réalisé sur la base du calcul D9A du CNPP de juin 2020.

Calcul des rétentions des eaux d'extinction D9A			
Besoins pour la lutte extérieure	Résultat guide pratique D9 : (besoins x 2 h au minimum)		Entrepôt
			2 040
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	Sprinkleurs	Volume réserve intégrale de la source principale ou besoin x durée théorique max de fonctionnement	0
	Rideau d'eau	Besoins x 90 min	0
	RIA	À négliger	0
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15 -25 min)	0
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis	0
	Colonne humide	Débit x temps de fonctionnement requis	0
Volume d'eau liés aux intempéries	10 l/m² de surface de drainage (31 870 m²)		319
Présence stock de liquides	20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume		Pas de stockage de liquides de grand volume
Volume total de liquide à mettre en rétention			2 360

La capacité théorique de rétention des eaux d'extinction est estimée à 2 360 m³.

CONCLUSION

Le calcul D9 réalisé selon le guide CNPP de juin 2020 montre le débit théorique d'eau d'extinction d'un incendie durant 2 heures est de **2 040 m³/h (voir fichier joint pour le calcul D9)**.

Le calcul de dimensionnement de rétention des eaux d'extinction a été estimé à **2 360 m³**.

SURFACE UTILE DES TRAPPES DE DESENFUMAGE

Batiment D					
Nombre	Superficie unitaire	Superficie totale	2% de la surface	1 DENFC pour 250 m2	
Bâtiment stockage petites balles (880 m2)					
12	2,64	31,68	17,6	4	
Local Tri partenariat (598 m2)					
5	2,64	13,2	11,96	2	
Atelier tri tapis + aci + local grosses presses (4088 m2)					
18	2,64	49,7675	81,76	16	
1	2,2475				
Secteur petites presses + stocks GB (3802 m2)					
18	2,64	47,52	76,04	15	

Bâtiment B (2620 m2)					
1440	4	4,1616	16,6464	52,4	10
1180	0	0	0		



APAVE NORD OUEST
AGENCE AMIENS/ABBEVILLE
Espace Industriel Nord
29 RUE DE LA CROIX DE PIERRE
80084 AMIENS
TEL. : 03 22 54 73 80

**EBS LE RELAIS NORD PAS DE
CALAIS LE RELAIS 80
RUE DES MOULINS BLEUS
80830 L'ETOILE**
Contact : KOCUIBA Philippe

Vérification des actions correctrices
sur les installations électriques DE :
EBS
**LE RELAIS NORD PAS DE CALAIS RELAIS 80 RUE DES
MOULINS BLEUS 80830 L'ETOILE**

N° de rapport :
Date : 21/10/2022

Annule et remplace le rapport :
N° 22038714 du 24/08/2022

Lieu d'intervention :

**EBS LE RELAIS NORD PAS DE
CALAIS RELAIS 80
RUE DES MOULINS BLEUS
80830 – L'ETOILE**

Destinataire rapport :
KOCUIBA Philippe

Date d'intervention :
du 21/10/2022 au 21/10/2022

Intervenant :
LEMAY GERALD
gerald.lemay@apave.com

Signature

SOMMAIRE

1. CADRE CONTRACTUEL DE L'INTERVENTION – REFERENCE OFFRE :	2
1.1. Objectif de l'intervention- Méthodologie	2
1.2. Installation(s), Matériel(s), Equipement(s), objet(s) de l'intervention	2
1.3. Référentiel(s)	2
1.4. Limite contractuelle d'intervention	2
1.5. Moyens à mettre à disposition	2
2. DEROULEMENT DE L'INTERVENTION	3
2.1. Personnes présentes	3
2.2. Moyens mis à disposition par le client	3
2.3. Limite(s) opérationnelle(s) d'intervention	3
2.4. Matériels de mesure et d'essais	3
2.5. Logiciels	3
3. SYNTHESE DES ACTIONS CORRECTRICES SUR LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES	4

1. CADRE CONTRACTUEL DE L'INTERVENTION – REFERENCE OFFRE :**1.1. Objectif de l'intervention- Méthodologie**

S'assurer d'une part de la prise en compte des observations formulées dans un rapport de vérification réglementaire d'une installation électrique, d'autre part de la conformité de la solution retenue et de sa bonne réalisation, et ce vis-à-vis des prescriptions des référentiels.

Cette prestation est habituellement appelée 'vérification des actions correctives'.

Si l'action corrective correspond à une modification de structure au sens de l'article 2 de l'arrêté du 26 décembre 2011, elle ne fera pas l'objet de la présente vérification, mais devra faire l'objet d'une prestation complémentaire de type VIMS.

La suite donnée à l'observation est renseignée avec le qualificatif suivant :

- levée
- non levée (travaux non entrepris)
- levée en partie
- levée mais une nouvelle observation sur le même objet ou un objet connexe a été introduite
- levée de l'observation invérifiable lors de la mission

Ce rapport de vérification ne se substitue pas au(x) rapport(s) de vérification tel que défini par la réglementation, néanmoins il peut s'y référer.

1.2. Installation(s), Matériel(s), Equipement(s), objet(s) de l'intervention

Référence du rapport de vérification porteur des observations à lever : 22038714 en date du 24/08 au 26/08/2022

Le périmètre ne peut excéder celui de la prestation ci-dessus mentionnée qui a conduit à formuler les observations ou écarts.

1.3. Référentiel(s)**Dispositions d'origine réglementaire**

- Article R. 4215-1 à 17 et Article R. 4226-2 à 21 du Code du Travail.
- Arrêtés d'application appelés le cas échéant par ces articles lorsqu'ils s'appliquent.

Dispositions d'origine normative

- NF C13-100
- NF C13-200.
- NF C15-100.

1.4. Limite contractuelle d'intervention

La vérification a pour but de lever les réserves du rapport et de l'APSAD Q18.

La prestation ne prend pas en compte les nouvelles installations qui doivent faire l'objet d'une vérification initiale au titre de l'art. R4226-14 du code du travail

1.5. Moyens à mettre à disposition

Accompagnement et moyens d'accès sécurisés

2. DEROULEMENT DE L'INTERVENTION

2.1. Personnes présentes

M. KOCUIBA Philippe

2.2. Moyens mis à disposition par le client

- ☐ Schémas et plans
- ☐ Notes de calculs
- ☐ ...

2.3. Limite(s) opérationnelle(s) d'intervention

Pas de mise hors tension possible.

2.4. Matériels de mesure et d'essais

- ☒ Mesureur de continuité et d'isolement
- ☐ Multimètre
- ☐ Telluromètre
- ☒ Testeur de dispositif à courant différentiel résiduel (DDR)
- ☒ Testeur de contrôleur permanent d'isolement

2.5. Logiciels

- ☒ Sans objet
- ☐ Voir ci-après

3. SYNTHESE DES ACTIONS CORRECTRICES SUR LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

N° Rap	Localisation	Identification	Observations	Préconisation	Suites
1	Stockage		Identification incomplète des circuits de l'armoire électrique	A remettre à niveau	LEVÉE
2	Stockage		Identification incomplète du ou des circuit(s)	A remettre à niveau	LEVÉE
3	Stockage		Remettre en état la serrure de l'armoire. , La porte de l'armoire électrique n'est pas verrouillée	Poser un verrou dont la clef ne sera confiée qu'aux personnes autorisées et habilitées suivant la NF C18-510	LEVÉE
N° Rap	Localisation	Identification	Observations	Préconisation	Suites
1	EBS LE RELAIS 80 Ensemble de l'établissement		Déposer les anciennes installations inutilisées.		LEVÉE EN PARTIE
50	EBS LE RELAIS 80 Poste de livraison		Les consignes d'accès au poste (ou emplacement) HT ne sont pas affichées	Les apposer à l'extérieur des portes	LEVÉE
51	EBS LE RELAIS 80 Poste de livraison		La pancarte d'avertissement du poste haute tension est absente	A mettre en place sur la porte d'accès	LEVÉE
	EBS LE RELAIS 80 Poste de livraison		Pour des raisons d'exploitation, l'examen hors tension des cellules HT n'a pas été effectué	Les compléments peuvent être effectués lors de l'arrêt technique. Nous sommes à votre disposition pour définir les modalités contractuelles de ces compléments de vérifications	POUR MEMOIRE

	EBS LE RELAIS 80 Poste de livraison	distribution 3X230 Volts	Armoire (coffret) non inspecté (ouverture de la porte d'accès asservi à la mise hors tension)	Faire réaliser les compléments nécessaires	POUR MEMOIRE
5	EBS LE RELAIS 80 Hall G	tableau tapis 2	Identification incomplète des circuits de l'armoire électrique	A remettre à niveau	LEVÉE
6	EBS LE RELAIS 80 Hall G	tableau tapis 2	Assurer le fixation des borniers et des câbles, Fixation non assurée	A refixer durablement	LEVÉE
7	EBS LE RELAIS 80 Hall G	tableau tapis 2	Assurer les fixations des appareillages, borniers, et câbles de l'armoire électrique, Fixation non satisfaisante	A fixer	LEVÉE
8	EBS LE RELAIS 80 Hall G	tableau tapis 2	Câble inutilisé, extrémité nue hors tension	A supprimer d'urgence	LEVÉE
9	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Tableau zone de coupe	Fixation défectueuse de l'armoire	A refixer durablement	LEVÉE
10	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Tableau zone de coupe	Connexions inadaptées en amont et en aval de l'interrupteur sectionneur principal	Utiliser des cosses pour la connexion des conducteurs	LEVÉE
11	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Tableau zone de coupe	Section des conducteurs d'alimentation du répartiteur 63 A inadaptée	Utiliser des conducteurs de section 10 ^{mm} ² minimum	LEVÉE
12	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Tableau zone de coupe	Revoir la connexion du conducteur de protection en amont de l'armoire électrique, Le conducteur de protection du circuit n'est pas raccordé	A relier au circuit de protection.	LEVÉE
	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Tableau zone de coupe	Absence de schémas	A réaliser et à mettre à disposition dans l'armoire	NON LEVÉE

21	EBS LE RELAIS 80 Hall G Bureau chauffage	tableau chauffage	Câble inutilisé, extrémité nue hors tension	A supprimer d'urgence	LEVÉE
22	EBS LE RELAIS 80 Hall G Bureau chauffage	tableau chauffage	Armoire électrique non entretenu	A nettoyer	LEVÉE
23	EBS LE RELAIS 80 Hall G Bureau chauffage	tableau chauffage	Remettre en état les verrouillages de l'armoire électrique, La porte de l'armoire électrique n'est pas verrouillée	Faire refermer les portes par les personnes habilitées	LEVÉE
29	EBS LE RELAIS 80 Hall Q	Tableau Hall Q	La porte de l'armoire électrique n'est pas verrouillée	Faire refermer les portes par les personnes habilitées	LEVÉE
30	EBS LE RELAIS 80 Hall E	tableau hall E	Identification incorrecte de l'appareillage	A remettre à jour ou compléter	LEVÉE
31	EBS LE RELAIS 80 Hall E	tableau hall E	Identification incomplète du ou des circuit(s)	A remettre à niveau	LEVÉE
44	EBS LE RELAIS 80 Local tableau général	tableau général 3X230V	Non fonctionnement du Contrôleur Permanent d'isolement	A remettre en état	NON LEVÉE
49	EBS LE RELAIS 80 Hall S et T stock chaussures	tableau éclairage	Identification incorrecte de l'appareillage	A remettre à jour ou compléter	LEVÉE
56	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux office	tableau office	Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel à haute sensibilité	Installer un DDR de seuil 30mA pour les circuits de prises non équipés	LEVÉE
57	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux office	tableau office	Dysfonctionne- ment du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité	A réviser, réparer ou remplacer	LEVÉE
59	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux circulation	tableau circulation	Absence de repérage pour deux disjoncteurs	A mettre en place	LEVÉE
4	EBS LE RELAIS 80 Hall G	tableau hall G Non identifié (Mutileur)	Continuité à la terre inexistante de la masse	Remplacer le câble d'alimentation par un modèle avec conducteur de protection	LEVÉE

25	EBS LE RELAIS 80 Hall F (extension presses)	tableau Hall F Alim Pc bobine	Protection de surintensités du circuit non- conforme	Remplacer le dispositif de protection par un autre assurant la protection des deux phases	LEVEE
27	EBS LE RELAIS 80 Hall H	tableau Hall H prise	Non fonctionnement du dispositif différentiel	A réviser ou remplacer par un modèle équivalent	LEVEE
32	EBS LE RELAIS 80 Hall E	tableau hall E non identifié	Protection contre les surintensités inexistantes pour le circuit de commande du contacteur	A mettre en place	NON LEVEE
33	EBS LE RELAIS 80 Hall E	tableau hall E non identifié	L'interrupteur différentiel n'est pas correctement protégé contre les surcharges	La somme des réglages des dispositifs de protection aval dépassant l'intensité assignée de l'interrupteur, installer en amont un dispositif de protection calibré à cette valeur	NON LEVEE
34	EBS LE RELAIS 80 Hall E	tableau hall E non identifié	La couleur bleu est à réserver au conducteur de neutre	Baguer en noir les conducteur bleu utilisé comme phase	LEVEE
36	EBS LE RELAIS 80 Hall D MEUBLES	COFFRET ECLAIRAGE Circuit pc	Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel à haute sensibilité	Installer un DDR de seuil 30mA	NON LEVEE
40	EBS LE RELAIS 80 Hall B	tableau hall B Non identifié	Identification incorrecte de l'appareillage	A remettre à jour ou compléter	LEVEE
42	EBS LE RELAIS 80 Hall A Sous sol	tableau sous-sol Hall A Non identifié (Thermostat)	Continuité à la terre inexistante du câble 3G1,5 R2V	S'assurer que le conducteur de protection n'est pas utilisé (Thermostat sans masse accessible), le cas échéant l'enrouler en attente dans le tableau, et	LEVEE

				l'identifier.	
45	EBS LE RELAIS 80 Local tableau général	tableau général 3X230V Non identifié	Départ non identifié " coupe " en conducteur de section de 25 mm ² incorrectement protégé	Installer une protection de calibre adapté soit 63A maximum.	NON LEVEE
46	EBS LE RELAIS 80 Local tableau général	tableau général 3X230V Non identifié	Les connexions sont inadaptées en aval du disjoncteur	Privilégier l'utilisation de cosses	NON LEVEE
47	EBS LE RELAIS 80 Sanitaires inutilisés	Tableau Q5 Pc local BT et sanitaires	Non fonctionnement du dispositif différentiel	A réviser ou remplacer par un modèle équivalent	LEVEE
53	EBS LE RELAIS 80 Hall K	tableau hall K éclairage auvent	RO2V 3x1,5 mm ² branché en 3 et 4, Le courant assigné de l'appareillage est inadapté	A remplacer	LEVEE
54	EBS LE RELAIS 80 Hall K	tableau hall K DJ DAD	Le raccordement du dispositif de protection ne respecte pas les règles de l'art	A modifier, en respectant les dispositions du §526	LEVEE
58	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux office	tableau office Pouvoir de coupure minimum de 6KA	Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection	A remplacer	LEVEE
60	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux circulation	tableau circulation général (en aval disjoncteur 20A du tableau office)	Pouvoir de coupure de 6KA minimum, Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection	A remplacer	LEVEE
62	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux Salle polyvalente	tableau AREMA zone N Eclairage sécurité	Dysfonctionneme nt du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité	A réviser, réparer ou remplacer	LEVEE
63	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux Salle	tableau AREMA zone N Pc 2 friteuse droite	Câble d'alimentation friteuse gauche	A remplacer , Placer les câbles sous	LEVEE

	polyvalente		et droite, Matériel(s) inadapté(s) aux influences externes	goulottes	
2	EBS LE RELAIS 80 Extérieur	Appareil CE	Portail automatique à l'entrée du site (Cables à protéger et fixer), Le mode de pose de la canalisation n'est pas admis	Respecter les dispositions prévues par la norme NF C 15 100	LEVEE
3	EBS LE RELAIS 80 Hall J	Bloc(s) autonome(s) d'éclairage de sécurité	Dysfonctionnement du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité	A réviser, réparer ou remplacer	LEVEE
13	EBS LE RELAIS 80 Hall G	chaînes de tri 1 Convecteur infrarouge	Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohms) du conducteur de protection	Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE	NON LEVEE
14	EBS LE RELAIS 80 Hall G	chaînes de tri 1 Convecteur infrarouge	Assurer la fixation correcte des câbles d'alimentations., Le mode de pose de la canalisation n'est pas correcte	La canalisation n'ayant pas le degré de protection IK 07, elle devrait posséder une protection mécanique à la traversée de paroi.	LEVEE
15	EBS LE RELAIS 80 Hall G	chaînes de tri 2 tapis	Câpot ventilateur moteur a remettre en place du tapis monté, Equipement en mauvais état	Le réparer ou le remplacer	LEVEE
16	EBS LE RELAIS 80 Hall G	chaînes de tri 2 Convecteur infrarouge	Assurer la fixation correcte des câbles d'alimentations., Le mode de pose de la canalisation n'est pas correcte	La canalisation n'ayant pas le degré de protection IK 07, elle devrait posséder une protection mécanique à la traversée de paroi.	LEVEE

17	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Atelier coupe Prise(s) de courant	Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel à haute sensibilité	Installer un DDR de seuil 30mA	LEVÉE
18	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Bureau coupe Appareil(s) d'éclairage	Absence d'interconnexion de la structure métallique du bureau au circuit principal de protection	A réaliser	LEVÉE
19	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Prise(s) de courant	une prise ondulée à remettre en état, coté presses extension, Détérioré (e)	A remplacer ou à réparer	LEVÉE
20	EBS LE RELAIS 80 Hall G	Balance (sur PC)	Poste de travail accès Hall E, Fiche de courant détériorée, présentant des risques de contact direct	A remplacer	LEVÉE
24	EBS LE RELAIS 80 Hall G Bureau chauffage	Convecteur	Fixation défectueuse	A refixer durablement	LEVÉE
26	EBS LE RELAIS 80 Hall F (extension presses)	Appareil(s) d'éclairage masse inac	Câble avec connexions accessibles (bornes automatiques) à proximité de l interrupteur éclairage	A placer sous boîtier de degré IP adapté à l'environneme nt (mini IP2x)	LEVÉE
28	EBS LE RELAIS 80 Hall H	Bloc(s) autonome(s) d'éclairage de sécurité	Dysfonctionneme nt du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité	A réviser, réparer ou remplacer	LEVÉE
35	EBS LE RELAIS 80 Hall E	Bloc(s) autonome(s) d'éclairage de sécurité	Dysfonctionneme nt du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité	A réviser, réparer ou remplacer	LEVÉE

	EBS LE RELAIS 80 Hall E	Autotransformateur	Circuit Disjoncteur 125 A / transformateur, Les notes de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection, bien que prévu au contrat, ne nous a pas été transmis ou est incomplet, ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission.	En l'absence de note de calcul nous avons estimé les différents courants en comparaison des valeurs fournies dans le guide UTE C 15 105, nous sommes à votre disposition pour procéder à une vérification par note de calcul.	LEVÉE
37	EBS LE RELAIS 80 Hall D MEUBLES	Prise(s) de courant porte	Absence de protection des prises de courant par dispositif différentiel (DDR) à haute sensibilité	Installer un dispositif différentiel de seuil 30mA sur l'alimentation de ces prises	LEVÉE
38	EBS LE RELAIS 80 Hall D MEUBLES	Chaudière	Continuité à la terre inexistante de la masse	Masse sous tension supérieure à 50 Volts. Mesure d'isolement non réalisée car impossible sans démontage.	NON LEVÉE
39	EBS LE RELAIS 80 Hall D MEUBLES Sanitaire (inutilisé)	Appareil(s) d'éclairage	Verrine (ou vasque) absente	A remettre en place	LEVÉE
41	EBS LE RELAIS 80 Hall B	Appareil(s) d'éclairage inactif > 4 m	Eléments de chemins de câbles détériorés	A remettre en état.	LEVÉE
43	EBS LE RELAIS 80 Hall A Sous sol	Autotransformateur 25KVA/230/400Volts	Absence de dispositif différentiel	A installer	NON LEVÉE
48	EBS LE RELAIS 80 Sanitaires inutilisés	Appareil(s) d'éclairage hall masse inactif	Tube IRO ligne interrupteur, Fixation non satisfaisante	A fixer	LEVÉE
52	EBS LE RELAIS 80 Hall P Atelier maintenance	Prise(s) de courant(établis)	Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel à haute sensibilité	Installer un DDR de seuil 30mA	LEVÉE

55	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux bureau ressource humaine	Prise(s) de courant	Prise bureau milieu sous bureau, Continuité à la terre défectueuse (supérieure à 2 ohms) de la broche de terre de la prise de courant	Remplacer la liaison d'alimentation par une autre avec conducteur de protection	LEVÉE
61	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux Réfectoire + sanitaires femme	réfectoire Bloc(s) autonome(s) d'éclairage de sécurité	Dysfonctionnement du dispositif de mise au repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité	A réviser, réparer ou remplacer	LEVÉE
64	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux Salle polyvalente	Prise(s) de courant	Prise Legrand 59903, Fixation défectueuse	A refixer durablement	LEVÉE
65	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux Salle polyvalente Cuisine	Appareil(s) d'éclairage	Bloc prises au dessus du plan de travail près de la porte, et 2 prises de droite près du frigo, Le conducteur de protection du circuit n'est pas raccordé	A relier au circuit de protection.	LEVÉE
66	EBS LE RELAIS 80 Locaux sociaux et bureaux Salle polyvalente Cuisine	Prise(s) de courant	Prises frigo et blocs prises fond droit, Continuité défectueuse (supérieure à 2 ohms) du conducteur de protection	Vérifier les connexions, rétablir la continuité du PE	LEVÉE

Hall G	tableau G1		pc 1	DDR	2/2	16	30	NE	
Hall G	tableau G1		pc 2	DDR	2/2	16	30	NE	
Hall G	tableau G1		pc 3	DDR	2/2	16	30	NE	
Hall G	tableau G1		pc 4	DDR	2/2	16	30	NE	
Hall G	tableau G1		pc 5	DDR	2/2	16	30	NE	
Hall G	tableau G1		Non identifié	IDR		25	30	NE	

Hall G	tableau chauffage		Chauffage zone D	DDR	3/3	15	300	NE	
--------	-------------------	--	------------------	-----	-----	----	-----	----	--

Hall G	tableau chauffage		aérotherme (bureau tapis)	DDR	2/2	20	300	NE	
--------	-------------------	--	---------------------------	-----	-----	----	-----	----	--

Hall G	tableau bureau		général	IDR	2/0	40	30	NE	
--------	----------------	--	---------	-----	-----	----	----	----	--

Hall B	tableau hall B		Non identifié	DDR	2/1	16	30	NE	
--------	----------------	--	---------------	-----	-----	----	----	----	--

Local tableau général	tableau général 3X230V		zone B	DDR	3/3	100	3000	NE	0,060
Local tableau général	tableau général 3X230V		zone N bureaux locaux sociaux	DDR	3/3	100	3000	NE	
Local tableau général	tableau général 3X230V		zone P logement (locaux sociaux)	DDR	3/3	125	30	NE	
Local tableau général	tableau général 3X230V		Hall K.	DDR	3/3	200	3000	NE	
Local tableau général	tableau général 3X230V		coffret K	DDR	2/2	25	300	NE	
Local tableau général	tableau général 3X230V		poste et alarme	IDR	2/0	25	300	NE	

Sanitaires inutilisés	Tableau		Q1 Commande	DDR	2/2	10	300	NE	
-----------------------	---------	--	-------------	-----	-----	----	-----	----	--

Locaux compresseurs	tableau 1 compresseur		général	DDR	3/3	63	30	NE	
---------------------	-----------------------	--	---------	-----	-----	----	----	----	--

Accès poste de livraison	tableau bureau		général tableau	IDR	2/0	40	30	NE	
--------------------------	----------------	--	-----------------	-----	-----	----	----	----	--

Locaux sociaux et bureaux	tableau office		général tableau	IDR	4/0	40	300	NE	
---------------------------	----------------	--	-----------------	-----	-----	----	-----	----	--

Locaux sociaux et bureaux	tableau office		pc pont bascule	DDR	2/2	20	30	NE	
---------------------------	----------------	--	-----------------	-----	-----	----	----	----	--

Locaux sociaux et bureaux	tableau détection gaz		général	IDR	2/0	40	30	NE	
Locaux sociaux et bureaux	tableau AREMA zone N								
Locaux sociaux et bureaux	tableau AREMA zone N		général armoire	DDR	3/3	100	300	NE	